

● correspondance de presse internationale

inprecor

« Révolution bolivarienne » au Venezuela

- **BRÉSIL** : Désaccords entre le PT et sa base sociale
- **ARGENTINE** : Bilan de la révolte et de la gauche
- **CHINE** : Le PCC et la transition au capitalisme

Brésil

Un large champ de désaccords entre la PT et sa base sociale	<i>Em Tempo</i>	3
Éléments d'une nouvelle conjoncture	<i>Inprecor América Latina</i>	5
Manifeste : Prendre le chemin de la croissance, maintenant !	Document	7
Manifeste des économistes	Document	7
Résolution adoptée par le VIII ^e Congrès de la CUT	Document	8
Projet de résolution présenté par le courant CUT Démocratique et Socialiste	Document	9

Venezuela

« Révolution bolivarienne »	Édouard Diago	11
Forces politiques en présence	E. D.	12
Tentatives de coups d'État en cascade	E. D.	14
Une politique anti-impérialiste	E. D.	18
La malédiction pétrolière	E. D.	19

Argentine

Bilan de la révolte et de la politique de la gauche	Claudio Katz	21
Les résultats du 27 avril	(réd.).	21

Chine

Le Parti communiste chinois et la transition au capitalisme	G. Buster	30
Chen Duxiu : Révolutionnaire permanent de la démocratie radicale	Chikara Sasaki	33
Wang Fanxi 1907-2002	Gregor Benton	36

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source. Editée par la PEGI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PEGI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

Fax : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail :

inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine
Commission Paritaire n° 59117.
ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie
2, rue Richard-Lenoir, 93106
Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par
DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,
75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Dans le prochain *inprecor* (n° 484 d'août 2003)

Vous trouverez une analyse des réformes néolibérales en cours dans l'Union européenne et les premiers bilans des résistances et des contre-offensives des travailleurs en Allemagne, en Autriche, en France, en Italie...

En préparation

inprecor spécial XV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

Ce numéro spécial, hors abonnement, comportera 68 pages et sera en vente au prix de 10 euros. Nous y publierons les résolutions adoptées par le XV^e Congrès mondial. Nous tenterons de le publier au cours de l'été. Il sera en vente dès parution à la Librairie La Brèche, 27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil, tél.: 01 49 28 52 44), qui reste ouverte en juillet et en août de 12h à 20h (de 14h à 20h les lundis)...

Abonnement

(11 numéros)

• France - DOM-TOM -			
• Europe - Afrique	30 EUR (6 mois)	☐	55 EUR (1 an) ☐
• Autres destinations	39 EUR (6 mois)	☐	71 EUR (1 an) ☐
• Pli fermé	48 EUR (6 mois)	☐	90 EUR (1 an) ☐
• Moins de 25 ans et chômeurs	20 EUR (6 mois)	☐	
• Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations;	92 EUR, pour 1 an)	☐	
• Abonnement de soutien	(à partir de 60 EUR, pour 1 an)	☐	
• Découvrir <i>Inprecor</i>	(réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)	☐	
• Lecteurs solidaires	(6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)	☐	

Nom - Prénom :
Rue :
Commune / Code postal :
Ville :
Pays :
Tél./Fax/E-mail :

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEGI", à adresser à Inprecor-PEGI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PEGI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

• Virements postaux à "PEGI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

La conjoncture après 6 mois du gouvernement Lula

Un large champ de désaccords entre le PT et sa base sociale

Par
*Em Tempo**

La lutte pour que le programme électoral, défini par le Parti des travailleurs (PT) et les autres partis de gauche, serve d'aiguillon pour les efforts de changement conduits par le gouvernement de Luiz Inacio da Silva "Lula" est un élément essentiel pour qui voudrait évaluer la période initiale de

la politique de ce gouvernement. De ce point de vue il ne suffit pas de prendre en compte les critiques isolées de telle ou telle initiative du gouvernement. Il faut également analyser comment réagissent les mouvements sociaux, qui ont été à la base de la victoire électorale de Lula, et comment ils s'insèrent dans la dynamique des conflits sociaux et politiques ouverts par la conquête du gouvernement central par le PT.

Premiers heurts au sein du PT

L'unique réunion de la Direction nationale (DN) du PT depuis la prise des fonctions par Lula, tenue à Sao Paulo les 15 et 16 mars, fut l'occasion d'une mise en question de l'itinéraire gouvernemental et en particulier de sa politique économique.

La majorité de la Direction a approuvé le cours initial du gouvernement (1). Quelques pas en avant importants ont été réalisés dans le domaine de la politique étrangère et de la réforme agraire. Le débat ayant lieu juste avant l'attaque des États-Unis contre l'Irak, certainement l'opposition claire du gouvernement brésilien contre la guerre a renforcé le sentiment favorable envers sa politique extérieure. La conduite adoptée en ce qui concerne le projet états-unien de la Zone du Libre Échange des Amériques (ZLEA) et la valorisation alternative d'une coopération latino-américaine allaient dans le même sens. En ce qui concerne la politique agraire, l'avancée dans l'établissement d'une relation constructive avec les mouve-



Le 11 juin entre 30 000 et 40 000 personnes ont manifesté à Brasilia contre la réforme des retraites.

ments sociaux, et en particulier avec le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) ainsi que les mesures visant à sauver les établissements des travailleurs ruraux sur de nouvelles terres réalisés (en dépit du bon sens) sous le gouvernement précédent dans le but de leur assurer les droits civiques et de leur permettre de dépasser la désorganisation productive, ne pouvaient qu'être appréciés.

Mais en ce qui concerne la politique économique — principal sujet de polémiques dans le parti depuis les premières mesures adoptées par le gouvernement — la majorité de la DN a cherché à la justifier, faisant valoir la situation héritée et prétendant que la politique menée actuellement n'était valable que pour une période de transition, pour une étape initiale du gouvernement. Évidemment, ni dans le débat, ni dans le texte adoptée, la majorité ne pouvait expliquer clairement comment une politique qui dans ses aspects essentiels continue la politique néolibérale précédente (et même la radicalise dans le domaine fiscal) permettrait de préparer le terrain pour une autre politique, c'est-à-dire comment pouvait-elle être considérée comme transitoire. Dans ce débat la Tendance Démocratie Socialiste a présenté un document alternatif intitulé « *Un autre modèle économique est possible* » (2).

La résolution approuvée par la DN renvoie au programme du gouvernement et se prononce en faveur des cinq grandes initiati-

ves qui devraient être entreprises de manière simultanée : la réforme politique, la réforme agraire, la réforme de l'emploi, la réforme fiscale et la réforme des retraites. En ce qui concerne cette dernière, la résolution réaffirme le programme du gouvernement et souligne de plus que les retraités doivent être exemptés de toute contribution au nouveau systè-

me. L'organisation d'un séminaire sur la réforme des retraites a été également approuvée.

Dilemme du gouvernement

Immédiatement après la réunion de la direction du PT, le 18 mars, le gouvernement a rendu publique la lettre d'intention au Fonds monétaire international (FMI), bien qu'elle soit datée du 28 février. Entre autres aspects problématiques, cette lettre réaffirme les engagements d'adopter le très controversé Projet de loi n° 9 (sur le plafond des retraites et les retraites complémentaires dans les services publics), de privatiser les anciennes banques d'État fédéralisées et d'utiliser l'amendement constitutionnel qui fragmente le système financier pour rendre effective l'autonomie opérationnelle de la Banque centrale (3).

* Nous reproduisons ici l'article de la rédaction d'*Em Tempo* (journal de la Tendance Démocratie Socialiste du Parti des travailleurs, qui regroupe les militants du PT s'identifiant à la IV^e Internationale) écrit pour la revue espagnole *Viento Sur* et publié également en portugais par la liste électronique *Inprecor América Latina* (qui fournit en espagnol et en portugais les informations et analyses sur l'Amérique latine. Pour la recevoir envoyez une demande à : <inprecor.americalatina@uol.com.br>)

1. Cf. la résolution adoptée, disponible en brésilien sur le site web : <<http://www.pt.org.br>>.

2. Cf. *Inprecor* n° 480/481 de mars-avril 2003.

3. Cette lettre d'intention est disponible en brésilien sur <<http://www.fazenda.gov.br>> et en anglais sur <<http://www.imf.org/80/external/np/loi/2003/bra/01/index.htm>>

Toutes ces positions du gouvernement ne bénéficient pas du soutien du PT. En particulier en ce qui concerne l'autonomie de la Banque centrale, la position du groupe parlementaire du PT est contraire à celle affirmée par le gouvernement. Dans des manifestes rendus publics 55 députés (sur 93 affiliés au groupe parlementaire) ont affirmé leur opposition à l'autonomisation de la Banque centrale et se prononcent en faveur de sa subordination au gouvernement et au programme électoral du président élu. C'est le groupe parlementaire du PSDB (4) qui a soutenu la position formulée dans la lettre adressée à Horst Kohler, directeur du FMI.

Dans la mesure où le gouvernement opte pour un approfondissement des politiques néolibérales, comme dans le cas de l'autonomie de la Banque centrale (que le gouvernement précédent n'a même pas essayé d'imposer !), la force politique qui le soutient est celle qui s'identifie avec cette ligne, c'est-à-dire le PSDB. Et celle qui s'y oppose, malgré les contraintes, c'est le PT. Tel est le dilemme politique du gouvernement. Il est le reflet de la politique « *continuiste* » en matière d'économie. C'est le principal problème du gouvernement, condensateur des antagonismes programmatiques et des intérêts économiques opposés.

Avec la présentation des propositions de réformes fiscale et de retraites, ce dilemme réapparaît à nouveau. Ces propositions doivent être examinées et, ce qui est plus important, elles doivent être confrontées avec des propositions alternatives issues du débat des partis de la gauche en lien avec les élaborations et la mobilisation des mouvements sociaux. C'est ainsi que ces initiatives du gouvernement pourront être modifiées de manière à exprimer le contenu de réformes démocratiques et populaires.

Une transition à l'envers

Le 10 avril le Ministère des Finances a rendu public un ample document qui présente les orientations de la politique économique (5). Il est important d'en débattre et

de remarquer aussi ce qui n'est pas explicite : il ne traite pas, par exemple, de l'inflation, thème considéré pourtant comme prioritaire par l'équipe économique gouvernementale elle-même.

Pour ce qui concerne le sujet de cet article, il est intéressant de remarquer que ce document rend inutile le concept de transition tel qu'il a été employé par la DN du PT — une politique initiale et concentrée dans le temps, comme cela fut défini dans le programme du gouvernement, contenant des éléments d'une nouvelle politique économique. La « *transition à l'envers* » proposée par le document entre les cycles économiques du capitalisme brésilien, implique la permanence des actuels paramètres de politique économique pendant toute la durée du mandat et, en réalité, sa continuité est projetée sur la durée d'un autre mandat présidentiel ! Il ne s'agit pas de la transition vers un autre modèle, mais de l'approfondissement et de la consolidation des orientations considérées par la DN du PT comme seulement provisoires et devant être dépassées, nécessaires aujourd'hui pour ouvrir la voie à une politique de croissance et de redistribution des revenus demain. Le document du Ministère des Finances essaye d'établir un autre programme de gouvernement. Il se fonde sur l'idéologie selon laquelle le marché est un moteur du développement, de la redistribution des revenus et du bien-être social, à condition que le pouvoir public ne le gêne pas. Une des critiques importantes de ce document, qui complète utilement le débat du parti, a été présentée dans le bulletin électronique de la Fondation Perseu Abramo et du Secrétariat de la formation politique, organismes de formation politique du PT (6). Les économistes liés au PT ont également rendu publiques leurs critiques convergentes et de plus en plus fortes du tour libéral que prend la politique économique.

Débats et réaligements dans le PT

L'ordre du jour du PT sera riche de débats au cours de la prochaine période ; c'est l'occasion de renforcer le parti et de lui permettre d'être capable de formuler des propositions et de les défendre dans les débats politiques et idéologiques à venir. C'est une condition fondamentale pour que les conceptions programmatiques longuement élaborées par le parti puissent prévaloir dans la politique gouvernementale.

Après ce que nous pouvons appeler la phase inaugurale du gouvernement, le parti doit se réveiller pour peser dans le débat

politique au sein du gouvernement et de la société. Il n'y a aucun automatisme qui garantirait au principal parti gouvernemental la direction de sa politique. Sa relation avec la société, c'est-à-dire avec la lutte des classes, se forge à partir de — et est conditionnée par — la défaite du projet exprimant les intérêts des classes dominantes. Cette défaite a fait place à un programme de changements, mais reste empêtrée dans un ensemble ambigu d'engagements de continuité du projet défait. Le processus qui a été ouvert ainsi, c'est celui d'un combat pour l'orientation du gouvernement.

Le PT vient d'essayer d'affirmer un mouvement double : un rôle de défense du gouvernement combiné à une autonomie afin de construire des positions et d'intervenir dans la dynamique politique. Il a affirmé dans ses résolutions qu'il ne veut pas être une courroie de transmission du gouvernement. Mais compte tenu de la trajectoire du gouvernement, une telle attitude provoque au sein du PT d'innombrables conflits, des différenciations et des réaligements. Sur un des principaux points de tension apparus jusqu'à maintenant — le vote de la réglementation du système financier — le parti est parvenu, après une ample discussion, à exprimer un point de vue indépendant, différent du gouvernement, critique de l'effort de ce dernier en vue de garantir plus d'espace aux intérêts financiers dans le contrôle de la Banque centrale (7).

D'autre part, les menaces de sanctions contre notre camarade Helolsa Helena, vont dans un sens opposé. D'ailleurs, la même orientation apparaît dans la volonté des dirigeants du parti de lui faire endosser automatiquement les orientations gouvernementales. Les initiatives que nous prenons à l'intérieur du parti, les prises de positions de nombreux parlementaires, tentent de s'y opposer. Outre l'attitude déjà mentionnée du groupe parlementaire en ce qui concerne l'avenir de la Banque centrale, notons que la majorité du groupe du PT au Sénat (9 sur 14) s'est solidarisée avec Helolsa Helena, ainsi que la quasi majorité des députés fédéraux. Près de 30 député(e)s du PT ont récemment lancé un nouveau manifeste contre la politique économique néolibérale. De même, dans un autre manifeste, plus d'une centaine d'économistes proches du PT réclament une nouvelle politique économique et dénoncent la capitulation en cours face aux exigences du « *marché* ».

Évidemment le débat sur les réformes fiscales (sur leurs insuffisances et leurs limites) et surtout celui sur les retraites (sur l'accroissement de la polarisation fiscale, la réduction des droits et les conséquences pour les uni-

4. Le PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne) avait porté à la présidence Fernando Henrique Cardoso (élu en 1994 et 1998 contre Lula), qui a mené une politique néolibérale alignée sur les diktats du FMI.

5. Disponible en brésilien sur <<http://www.fazenda.gov.br>>

6. Cf. <<http://www.perseuabramo.org.br/periscopio/052003/sumario25.htm>>

7. Bien que la majorité des députés du PT se soit opposée au projet de réglementation financière, ce dernier a été voté avec le soutien des députés du PSDB...

versités et pour les services publics en général) remet à l'ordre du jour la nécessité de l'autonomie du parti pour qu'il puisse exprimer ses positions face au gouvernement. Il est important de souligner que si les termes de la réforme des retraites furent négociés avec les gouverneurs (parmi lesquels le PSDB peut affirmer sa force hégémonique), ils ne furent que présentés au parti et aux mouvements sociaux.

Il n'est donc pas surprenant que les critiques les plus fortes du projet du gouvernement viennent des rangs du PT et soient apparues dans le débat du parti. Un séminaire de la direction du parti sur ce sujet a réuni près de mille participants alors que plus de 20 000 autres sont intervenus au travers de l'internet. Les députés et sénateurs du PT sont ainsi sous la pression conjointe de larges secteurs du parti, des universitaires, de la Centrale unique des travailleurs (CUT) et des syndicats des services publics en vue de modifier le projet, alors que d'autre part le gouvernement accentue la pression sur eux pour qu'ils l'adoptent.

En ce qui concerne les options à plus long terme, telles les conceptions et les axes de la politique économique, les critiques déjà formulées doivent être renforcées pour que le parti parvienne à formuler des positions qui serviraient de référence à un changement de cap du gouvernement.

Mais avant tout, ce processus de débat interne au PT doit être lié aux débats des autres partis de gauche et surtout à la mobilisation sociale.

Les mouvements sociaux dans le débat politique

Jusqu'à récemment la mobilisation des mouvements sociaux pour la conquête de leurs intérêts n'avait pas pris une dimension politique et n'avait pas connu un processus d'unification. L'espoir que les relations particulières des mouvements avec le gouvernement seront suffisantes pour la réalisation de politiques qui privilégient les intérêts populaires, était dominant. Cela pouvait suffire pour obtenir satisfaction sur des questions ponctuelles, mais certainement pas pour obtenir des changements essentiels ni pour modifier la structure du pouvoir et de la richesse dans la société. De plus le débat sur l'orientation du gouvernement ne peut avoir lieu sans être un débat vigoureux au sein de la société, sans une politisation permanente des mouvements sociaux, sans une mobilisation d'ampleur et sans que les intérêts sociaux contradictoires ne s'entrechoquent. Une attitude passive des mouvements

sociaux était grosse d'un double risque : celui du recul de leur niveau de conscience en ce qui concerne leurs intérêts propres les conduisant à être à la traîne du gouvernement ; et, ce qui est pire, de voir les classes dominantes et surtout leur fraction liée au capital financier, se réorganiser et agir efficacement pour imposer des limites du changement au gouvernement.

Ce tableau a été modifié. Les mouvements sociaux se sont « réveillés » pour s'opposer à la proposition de réforme des retraites.

La CUT et la réforme des retraites

La Centrale unique des travailleurs a clos son congrès des 7 et 8 juin en affirmant sa disposition à mobiliser ses forces pour modifier le projet de réforme des retraites. Dans leur immense majorité, les militants de la CUT sont liés au PT.

La première grande manifestation nationale depuis l'établissement du gouvernement Lula a eu lieu le 11 juin dans la capitale, Brasília. Elle a regroupé entre 30 000 et 40 000 personnes venues de tout le pays. De nouvelles manifestations sont annoncées.

L'impact politique de cette mobilisation est central dans la conjoncture actuelle. Il implique un changement de position et de conscience des militants du PT dans les mouvements sociaux. Il implique aussi une confrontation publique des intérêts sociaux avec des conséquences profondes sur la dynamique du gouvernement, du parlement et du parti. Les débats qui mettent en question l'orientation du gouvernement, jusqu'alors confinés au sein des partis (surtout dans le PT), prennent une autre dimension. Il est possible d'affirmer que nous assistons à un changement de la conjoncture, dans le cadre de la nouvelle période ouverte par la défaite de Fernando Henrique Cardoso et la victoire de Lula. ■

Éléments d'une nouvelle conjoncture

Par
*Inprecor América Latina**

Dire que le Brésil est entré dans une « nouvelle étape » politique et historique avec la victoire du dirigeant du Parti des travailleurs, Luiz Inacio da Silva "Lula" lors de la présidentielle de 2002, est devenu un lieu commun. Bien que le gouvernement formé par Lula n'a pas encore atteint six mois, nous pouvons d'ores et déjà affirmer que des « éléments d'une nouvelle conjoncture » sont en train d'émerger dans le cadre de cette étape. Jusqu'à présent la politique économique du gouvernement a été marquée par un ton très conservateur (fort ajustement fiscal pour obtenir un excédent budgétaire brut élevé, hausse des taux d'intérêt comme remède contre l'inflation, intention d'accorder l'autonomie à la Banque centrale, etc.), à l'exception de quelques domaines (négociations commerciales internationales, quelques mesures dans le secteur de l'énergie et des télécommunications, initiatives conçues avec les mouvements sociaux dans le cadre de la réforme agraire).

Ce que nous appelons les « éléments de la nouvelle conjoncture » surgissent en

opposition à cette orientation politique conservatrice. Cette opposition se manifeste au sein des secteurs sociaux et politiques qui furent au centre de la trajectoire du Parti des travailleurs au cours des deux décennies précédentes.

Cette opposition croissante a pris la forme de manifestes rendus publics par des individus représentatifs de l'aire politique, sociale et culturelle du PT ainsi que des initiatives des organisations de masse fortement liées à ce parti. En voici un rapide aperçu.

Manifestes

● Le 1er Mai 2003, dans une lettre ouverte adressée au président Lula quatre évêques (dont Dom Paulo E. Arns), des artistes, des critiques littéraires, des militant(e)s des droits humains, des féministes, etc. — tous historiquement liés à la construction du Parti des travailleurs au cours des deux décennies

* *Inprecor América Latina* est un nouveau bulletin électronique de la IV^e Internationale, qui publie des articles consacrés en particulier à l'Amérique latine, en espagnol et/ou en portugais. Quatre numéros ont déjà parus. Pour le recevoir il faut adresser une demande par e-mail à <inprecor.americalatina@uol.com.br>

Brésil

écoulées — se sont prononcés contre le projet de la ZLÉA et contre l'autonomie de la Banque centrale (1)

● Le 29 mai 2003 a été rendu public le manifeste signé par 30 députés du groupe parlementaire du PT, qui remet en cause la politique ultra-monétariste de la Banque centrale et du Ministère des Finances, qui sous prétexte de combattre l'inflation plonge le pays dans une récession et conduit à l'augmentation du chômage. Il s'agit d'une initiative commune des tendances de la gauche du PT (Démocratie Socialiste, Force Socialiste, Articulation de Gauche) et d'indépendants (2).

● Le 10 juin 2003 a été rendu public un « Manifeste d'alarme » contre le projet gou-

quels le sociologue Octavio Ianni, la philosophe Marilena Chaui, le juriste Fabio Konder Comparato, le sociologue et économiste Chico de Oliveira, l'économiste Wilson Cano, le géographe Aziz Ab'Saber... Les auteurs exigent le retrait du projet gouvernemental et l'ouverture d'une discussion sur des bases saines (3)

● Le 12 juin 2003 des dizaines d'économistes progressistes et liés au PT ont demandé dans un Manifeste une « *inversion de la matrice de la politique économique* » actuelle. Ce manifeste est en particulier signé par certains des économistes brésiliens les plus connus, dont beaucoup avaient collaboré à la formulation des programmes électoraux de Lula entre 1989 et 2002 ou l'ont conseillé au sein de l'ONG Institut de la Citoyenneté. Il s'agit en particulier de Luis Gonzaga Belluzo, Joao Manuel Cardoso de Mello, Ricardo Carneiro et Reinaldo Gonçalves. Parmi les économistes liés à la gauche du PT on note les signatures de João Machado (Démocratie Socialiste) et Plinio de Arruda Sampaio Jr. (Mouvement de Consultation Populaire). (4)

Initiatives des organisations de masse liées au PT

● Les 2700 délégué(e)s, réunis du 3 au 7 juin 2003 au VIII^e Congrès national de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT, principale confédération syndicale du Brésil) furent unanimes pour remettre en cause la proposition gouvernementale de réforme des retraites. Notons que 80 % d'entre eux s'identifient au PT et que 90 % s'identifient aux partis qui forment le gouvernement.

Des divergences sont toutefois apparues parmi les délégué(e)s en ce qui concerne la

tactique de la conduite de ce débat dans le congrès et dans la société ainsi que sur le contenu d'un projet de réforme alternatif. La résolution présentée par le courant majoritaire (Articulation syndicale, proche de la tendance majoritaire du PT) fut adoptée par environ 53 % des délégué(e)s. Jusqu'au dernier moment divers courants ont tenté de formuler une proposition qui puisse aboutir à un vote très largement majoritaire. Cela ne fut pas possible du fait, entre autres, des divergences concernant le « *plafond* » des retraites. Le courant CUT socialiste et démocratique (CSD), au sein duquel militent les

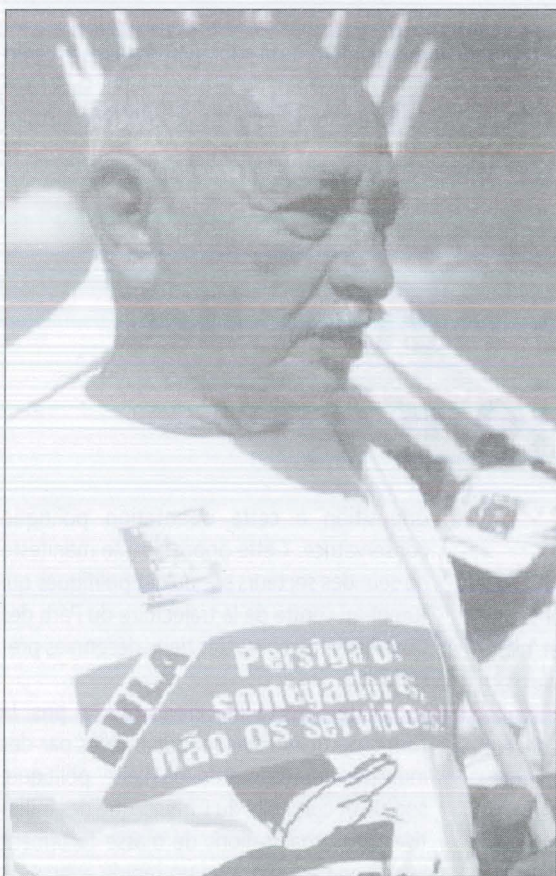
militant(e)s « *pétistes* » de la tendance Démocratie socialiste, a donc défendu un projet de résolution alternatif, soutenu également par le Courant syndical classiste (au sein duquel militent les militant(e)s du PCdoB - Parti communiste du Brésil) et par ceux de la Tendance marxiste du PT.

Notons cependant que la résolution approuvée majoritairement par le Congrès exige une modification profonde du projet gouvernemental (élargissement des droits en ce qui concerne l'âge de la retraite, le montant des pensions, etc.). (5)

● Le 11 juin, plus de 30 000 travailleurs venus de tout le Brésil ont manifesté dans la capitale Brasilia contre le projet de réforme des retraites du gouvernement. Convoquée à l'origine par la Confédération nationale des travailleurs de l'Éducation (CNTE, partie prenante de la CUT), dont la direction est liée à la majorité du PT, cette manifestation fut soutenue par tous les syndicats du secteur public, puis par le congrès de la CUT. La très grande majorité des manifestants étaient « *pétistes* ». A l'issue du congrès de la CUT et de cette manifestation, la pression du groupe parlementaire du PT et de ceux des autres partis de gauche alliés est très forte pour amender le projet gouvernemental en y intégrant le point de vue syndical et modifiant ainsi sa nature.

Riposte organique

Ces prises de position, qui témoignent d'une riposte plus organique des secteurs « *pétistes* » historiques à la politique « *continuiste* » du gouvernement Lula, convergent en bien des points avec les critiques formulées par la sénatrice Heloisa Helena (membre de la Tendance Démocratie socialiste du PT), qui lui ont valu la menace de sanction de la part du secteur majoritaire du parti (pouvant aller d'un avertissement à l'exclusion du parti). Heloisa a été l'étoile de la manifestation du 11 juin, à laquelle elle a participé aux côtés des député(e)s signataires du « *Manifeste des 30* », dont certains font partie du « *Camp majoritaire* » (la tendance de Lula et de José Dirceu, secrétaire général de la présidence, dont la fonction est proche de celle d'un Premier ministre dans d'autres pays) tout en étant étroitement liés avec le syndicalisme « *cutiste* » et avec les trois député(e)s déjà sanctionné(e)s ou menacés de sanctions par la direction du parti. ■



Brasilia 11 juin 2003 :
« Lula, poursuit les fraudeurs et non les fonctionnaires ! »

vernemental de réforme des retraites, signé par des intellectuels historiquement liés à Lula et au Parti des travailleurs, parmi les-

1. Le texte intégral est disponible sur le site web du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) : <http://www.mst.org.br/informativos/mstinforma/mst_informa38.htm>

2. Nous reproduisons ce texte ci-après en p. ...

3. Le texte intégral peut être consulté sur le site web <<http://www.adusp.org.br/previdencia/manifesto.htm>>

4. Nous reproduisons ce texte ci-après en p. ...

5. Nous reproduisons, en p. 8 la résolution majoritaire et en p. 9 le projet de résolution soumis par le courant CSD.

DOCUMENTS

Manifeste

Prendre le chemin de la croissance, maintenant !

Le Parti des travailleurs a été uni dans la campagne électorale et ce fut une des raisons de notre victoire. Alors qu'il est dans le gouvernement, le parti a plus que jamais besoin d'unité pour affronter ce passage difficile. Non seulement pour faire passer la pilule amère que représente la phase initiale de la transition, mais surtout pour affronter les obstacles structurels au projet de changement qui nous a porté au gouvernement de la République.

Construire l'unité d'action dépend, comme toujours, de la politique. Mais l'unité ne peut s'affirmer que par la vitalité d'un débat démocratique large et respectueux. En ce moment, après une phase initiale précautionneuse, le groupe parlementaire, le parti et le gouvernement lui-même sont devant une nouvelle phase, celle des choix fondamentaux des chemins menant d'urgence au changement.

Au sein du gouvernement, du PT, des autres partis alliés, des mouvements citoyens et parmi les faiseurs d'opinion de diverses provenances, les voix soulignant la nécessité d'accélérer la transition vers une nouvelle phase de politique économique se font chaque jour plus insistantes. Le nombre de ceux qui prennent conscience qu'il n'est pas possible de combiner une politique économique conservatrice avec une politique sociale progressiste s'accroît.

Devenu un importateur de capitaux, le pays s'est fragilisé financièrement. En se soumettant à la logique du capital financier le Brésil reste l'otage d'un piège récessif dont il ne peut sortir. De là découle la nécessité d'un « ajustement fiscal infini », qui exige toujours plus de rigueur financière, des excédents fiscaux et des taux d'intérêts exorbitants pour s'assurer de la fidélité des rentiers et espérer satisfaire l'appétit insatiable et spéculatif du marché financier international. Les conséquences de cette politique sont désastreuses pour la nation et pour notre peuple : la récession économique menace, le chômage s'accroît et les revenus se réduisent, comme tous les indicateurs le montrent déjà. Le taux de sous-utilisation des capacités industrielles augmente, mettant en cause toute planification stratégique. Les coupes budgétaires rendent impraticable l'investissement productif comme le développement des droits universels de la citoyenneté. Avec ce garrot les politiques compensatoires tournées vers les plus pauvres perdent toute viabilité. La maximalisation de l'excédent budgétaire primaire est synonyme de la minimalisation de l'État, des fonctionnaires démotivés, de l'éducation et de la santé démunies et de la culture privée de ressources.

Il est temps de revenir aux engagements centraux de la campagne électorale. De remettre à l'ordre du jour du gouvernement les questions qui mobilisent la société à la recherche d'un nouveau cycle de développement, avec la redistribution du revenu et l'inclusivité sociale. Il est l'heure de baisser les taux d'intérêt, d'investir dans la pro-

duction, de s'attaquer aux goulots d'étranglement de l'infrastructure qui empêchent la croissance, d'ouvrir le crédit pour les plus démunis, pour les entreprises nationales petites et les minuscules, pour créer les emplois et redistribuer les revenus. La Banque nationale de développement économique et social (BNDES) et les autres banques publiques de développement seraient, en particulier, des instruments de cette nouvelle politique.

Il faut débattre du budget supplémentaire pour la sécurité sociale dont nous avons besoin pour garantir la qualité des services fournis à la population et considérer les retraites comme faisant partie d'un pacte de solidarité entre les générations. Sa réforme doit être substantiellement marquée par l'inclusion sociale et par l'élargissement des droits et ne peut se limiter à un ajustement comptable. Le combat nécessaire contre les supersalaires et contre certains privilèges de la fonction publique ne doit jamais pénaliser le gros des travailleurs actifs, pensionnés et retraités. Nous ne pouvons pas, au risque de manquer de bon sens et de jouer les pauvres contre les nécessiteux, promouvoir une réforme fiscaliste et comptable.

La victoire populaire aux élections a été le résultat de la mise en mouvement de forces sociales profondes qui demandent une large voie de mobilisation. Si l'espoir qui a vaincu la peur se métamorphose dans l'attentisme, la perplexité et la déception, permettant ainsi le retour de la crainte, le coût social et politique sera immense.

Des signes sensibles du changement doivent atteindre notre culture politique, les convictions et la volonté du peuple, l'esprit qui anime notre identité et stimule les bases sociales de notre parti. Il est l'heure de remettre à l'ordre du jour l'espoir, fondement essentiel de l'élection de Lula à la Présidence de la République, et de construire dans l'unité le nouveau modèle de développement. Le seconde phase doit commencer maintenant !

Brasília, 29 mai 2003

Adão Pretto — RS ; Antônio Carlos Biffi — MS ; Ary Vanazzi — RS ; Cesar Medeiros — MG ; Chico Alencar — RJ ; Dr. Rosinha — PR ; Francisca Trindade — PI ; Gilmar Machado — MG ; Guilherme Menezes — BA ; Henrique Fontana — RS ; Iara Bernardi — SP ; Iriny Lopes — ES ; Ivan Valente — SP ; João Alfredo — CE ; João Grandão — MS ; Lindberg Farias — RJ ; Luciano Zica — SP ; Luiz Alberto — BA ; Luci Choinacki — SC ; Maninha — DF ; Mauro Passos — SC ; Orlando Desconsi — RS ; Orlando Fantazzini — SP ; Paulo Rubem — PE ; Tarcisio Zimmermann — RS ; Terezinha Fernandes — MA ; Vignatti — SC ; Walter Pinheiro — BA ; Wasny de Roure — DF ; Zico Bronzeado — AC [les 30 signataires sont député(e)s fédéraux du Parti des travailleurs].

Manifeste

*L'ordre du jour prohibé :
une alternative de prospérité
pour le Brésil*

Le Brésil s'est engagé dans une impasse de stagnation et de chômage en adoptant une politique économique qui capitule jusqu'à la folie devant le totalitarisme du « marché ». Depuis les années 1990 le débat sur les alternatives du développement a été virtuellement interdit à l'aide du

dogme selon lequel le « marché » — vertueux savant — laissé à lui-même se chargera de promouvoir la prospérité collective. Après une décennie d'expérimentation néolibérale au Brésil, il est temps de tirer le bilan et de poser la question : jusqu'à quand la croissance avec la redistribution du revenu sera-t-elle refusée à la société brésilienne ?

Pour interdire le débat économique au cours des dernières années on a prétendu disqualifier comme anachronique toute critique de la politique économique. Aujourd'hui, à l'image de la décennie passée, la société se voit privée du droit de participer à un débat légitime sur les mesures de politique économique, dont une bonne part a été déterminée d'un commun accord avec le FMI, dans le dos de toute instance démocratique, même du Congrès national.

Le « marché » n'est pas l'objet du débat. C'est une menace. Et ceux qui devraient en débattre ont si peur de ses réactions qu'il préfèrent éviter le débat. Les questions essentielles de la politique économique sont enfermées dans une chaîne de tabous, car l'idée même d'en discuter est écartée au nom du risque de la spéculation du « marché ». Le « marché » peut ainsi en toute franchise continuer à dicter les orientations d'une politique économique favorable à ses seuls opérateurs et dont le résultat pour la société est une chute de la croissance économique et une aggravation du chômage.

Ça suffit comme ça. Nous voulons ouvrir la boîte noire de la politique économique et mettre le débat à l'ordre du jour. C'est un impératif moral que de reconnaître que le chômage élevé, sans précédent dans notre histoire, est le plus grave problème social brésilien et qu'il est directement issu des politiques monétaires et fiscales restrictives ainsi que de la suppression de toute forme de protection du marché intérieur. Promouvoir une politique de développement économique, de justice sociale et de stabilité avec le plein emploi comme objectif est un impératif politique si l'on veut préserver la démocratie et élargir les droits de la citoyenneté.

Il y a une alternative. Elle ne passe pas par des changements de tel ou tel aspect de la politique orthodoxe « cohérente » en cours, mais par un renversement de toute la matrice de la politique économique. Cela signifie renforcer l'interférence de l'État dans l'économie, à l'image de ce qui s'est produit historiquement dans des circonstances semblables lors du *New Deal* aux États-Unis, pour corriger les distorsions provoquées par le « marché libre », en premier lieu le chômage élevé qui met en danger la stabilité sociale et politique du pays. Dans ses lignes générales, cela impliquerait un ensemble simultané de mesures telles que :

1. Contrôle du flux des capitaux extérieurs et détermination administrative du taux de change à un niveau favorisant les exportations ;
2. Tant que perdure le haut niveau du chômage, réduction de l'excédent budgétaire primaire [avant le paiement des intérêts de la dette] par une augmentation responsable des dépenses publiques dans le but d'augmenter la demande effective agrégée pour induire la reprise de la croissance et de l'emploi ;
3. Augmentation des dépenses publiques dans les

DOCUMENTS

trois domaines administratifs, avec la priorité en faveur de l'élargissement des services de l'éducation, de la santé, de la sécurité, des services sociaux et du logement, grands générateurs d'emplois, qui relèvent également de la compétence des municipalités et des États — ce qui implique la restauration des finances fédérales y compris au travers de la renégociation de l'endettement des États et des municipalités envers le gouvernement fédéral ;

4. Réduction significative du taux d'intérêt, complètement indispensable d'une politique fiscale stimulant la reprise des investissements privés ;

5. Promotion des investissements publics et privés en vue d'assainir l'infrastructure (logistique et énergie) pour assurer une amélioration de la compétitivité systémique de l'économie ; incitation pour des investissements immédiats dans les secteurs privés travaillant à pleine capacité ;

6. Maintien et élargissement des incitations à l'exportation et à la substitution des importations ;

7. Politique d'accords sur les revenus pour contrôler l'inflation.

Nous affirmons que le Brésil n'est pas dépourvu d'une alternative de politique économique de prospérité. Le gouvernement actuel, élu pour réaliser le changement, est placé face à la responsabilité d'éviter que la crise sociale dont il a hérité ne se transforme en une crise politique de dimensions imprévisibles, à l'image de ce qui est arrivé récemment à d'autres pays d'Amérique du Sud ou de ce que l'Europe a connu dans les années 1920 et 1930. Les obstacles politiques qui s'opposent au changement ne sont pas plus grands que les risques de ne pas l'entreprendre.

La promotion du plein emploi est au centre de nos propositions car il s'agit là d'une politique qui structure les solutions des autres problèmes sociaux et économiques : la misère, le sous-emploi, la marginalité, la distribution inique des revenus, la violence et l'insécurité. Il ne s'agit pas pour autant d'un projet strictement économique ni d'un projet à prendre ou à laisser. C'est une contribution d'économistes pour la recherche d'un nouveau destin national, fondé sur la préservation de la citoyenneté et condition d'une société solidaire.

Aucune des mesures proposées, ni leur ensemble, ne constitue un anathème à la lumière de l'histoire économique réelle des pays qui ont connu des succès économiques et sociaux, actuellement ou dans le passé. Nous défions ceux qui se cachent derrière l'omnipotence du dieu « marché » qu'ils défendent dans une discussion publique leurs projets de politique économique et leurs conséquences actuelles et futures. Nous voulons le débat maintenant. Nous réclameons l'exercice démocratique de la controverse. Assez d'interdits.

Rio de Janeiro/Sao Paulo, juin 2003

[Ce manifeste a été signé par plus de 300 économistes. Premières signatures : Ademar Figueiredo ; Adhemar Mineiro ; Alexandre Porciúncula Gomes Pereira ; Aloísio Teixeira ; Antônio Saraiva ; Benício Viero Schmidt ; Carlos Eduardo Gouveia ; Carlos Medeiros ; Carlos Pinkusfeld ; Ceci Vieira Juruá ; César Caldeira ;

César Benjamim ; Cláudio Salm ; Décio Garcia Munhoz ; Eriksom Teixeira Lima ; Fábio Freitas ; Fernando Cardim ; Franklin Serrano ; Guilherme A. V. Dias ; João Machado ; João Manoel Cardoso de Mello ; João Paulo de Almeida Magalhães ; João Saboia ; José Carlos de Assis ; Luiz Gonzaga Belluzzo ; Marcos Costa de Oliveira ; Mariana Carlota Amorim Machado ; Maurício Dias David ; Mércio P. Gomes ; Mônica Esteves de Carvalho ; Pierre Salama ; Plínio de Arruda Sampaio Filho ; Reinaldo Gonçalves ; Ricardo Carneiro ; Theotônio dos Santos ; Walsey de Assis Magalhães ; William Pinto Machado...

Résolution adoptée par le VIII^e Congrès de la CUT

Pour une réforme qui accroît les droits

Depuis 1995, la CUT considère que la réforme des retraites doit préserver le concept de la sécurité sociale et que les politiques publiques concernant la santé, les services sociaux et les retraites doivent être conçues de manière conjointe et articulée. Les retraites doivent être publiques, uniques, universelles et solidaires avec un plafond qui inclue la grande majorité des salariés brésiliens. Nous défendons aussi que le moment du départ à la retraite soit lié à la durée du service et qu'elle soit garantie à ceux qui souffrent d'une usure physique ou mentale dans l'exercice de leurs fonctions. Le système doit avoir un caractère contributif avec gestion quadripartite (gouvernement, travailleurs en activité, retraités et entrepreneurs).

Le projet de réforme des retraites présenté au Congrès national par le Président de la République accompagné des 27 Gouverneurs des États est issu d'un débat restreint. Il n'a été discuté qu'avec les gouverneurs et dans le cadre du Conseil de développement économique et social. Il n'y a eu aucune négociation du projet de la réforme des retraites avec les entités représentatives des travailleurs. En outre, ce projet, déjà soumis au Congrès national, contient d'innombrables mesures qui pénalisent les travailleurs dont les salaires sont bas des secteurs public et privé.

De ce fait le VIII^e Congrès de la CUT demande :

1. Que le gouvernement fédéral ouvre immédiatement un processus de négociations avec la CUT sur la réforme des retraites ;

2. Concernant le plafond : nous proposons de fixer le plafond au niveau de 20 salaires minimum, plate-forme qui permet d'inclure environ 95 % des salariés brésiliens. La CUT demande de plus le vote immédiat d'une loi définissant le plafond des rémunérations des trois pouvoirs, pour mettre fin à des retraites privilégiées.

3. Retraites complémentaires : Nous proposons que, au-dessus du plafond fixé pour les retraites des fonctionnaires qui entreront dans le service public après l'approbation de la réforme, soient mises en place des entités closes de retraites publiques complémentaires, sans but lucratif, gérées paritairement par les représentants du gouvernement et des fonctionnaires et financées par les contributions des deux dans une relation de 2 pour 1 [2/3 par le gouvernement, 1/3 par les cotisations des fonctionnaires].

4. Âge minimum exigé pour le départ à la retraite : la CUT propose le maintien des règles en vigueur pour les fonctionnaires qui ont été embauchés après le 16 décembre 1998 et du critère de transition efficace (pour ceux déjà embauchés en date du 16 décembre 1998), dont l'âge minimum a été fixé à 53 et 48 ans (respectivement pour les hommes et les femmes).

5. Critère de calcul du montant des retraites et des pensions :

a) Pour les fonctionnaires en service la CUT défend le maintien de la règle actuelle de calcul du montant des retraites et des pensions, dans les limites de la dernière rémunération dans l'activité.

b) Pour les fonctionnaires entrant en service public après l'approbation de l'amendement, la CUT défend la fixation d'un plafond de retraites (à la valeur actuelle de R\$ 4 800,00), au-dessus duquel les fonctionnaires pourraient contribuer à un fonds de retraites complémentaires. En ce qui concerne le montant des pensions, nous défendons que ceux-ci, dans le secteur public et privé, soient égaux au montant des retraites sans aucune réduction.

6. Parité entre actifs et inactifs :

a) La CUT défend le principe de parité entre les fonctionnaires actuels et futurs ;

b) Nous admettons, cependant, que les bénéfices et avantages salariaux nouveaux (sans relation avec les réajustements salariaux destinés à restaurer le pouvoir d'achat réduit par l'inflation) soient soumis à contribution de manière à assurer le principe contributif, laissant à la caisse de retraites le soin d'appliquer le calcul actuariel pour garantir le financement du nouveau bénéfice.

7. Établissement des cotisations générales pour les contributions aux retraites et pensions : la CUT se prononce pour le maintien de l'exemption contributive des retraités et pensionnés au fonds des retraites et pensions, tant dans le régime des fonctionnaires publics que dans le régime général de la sécurité sociale (INSS, Institut national de sécurité sociale).

8. Réglementation des activités spéciales dans le service public :

a) La CUT considère que les travailleurs exerçant des activités qui les exposent à l'action d'agents ou à des environnements malsains, dangereux ou pénibles doivent jouir d'un traitement spécial ;

b) Cette garantie, insérée dans la Constitution fédérale depuis 1998 n'a pas fait l'objet d'une réglementation jusqu'à aujourd'hui, ce qui fait que des milliers de fonctionnaires publics sont forcés d'exercer des activités de cette nature durant des périodes supérieures à celles recommandées par l'OMS (Organisation mondiale de la santé) et l'OIT (Organisation internationale du travail).

c) La réglementation de ce droit doit suivre les critères et les conditions prévues pour le secteur privé, dans la mesure où la nature et la dangerosité des agents est la même, prévoyant une retraite après 15, 20 et 25 années de travail conformément au type d'activité.

9. Retraite spéciale : La CUT défend le maintien d'une retraite spéciale pour ceux qui souffrent de l'usure physique ou mentale dans l'exercice de leurs fonctions, y compris pour les enseignants du primaire et du secondaire, après 25 et 30 ans de

DOCUMENTS

service (respectivement pour les femmes et pour les hommes).

10. Établissement d'un mécanisme de protection des retraites de l'INSS :

a) L'introduction du « coefficient retraites » (1), à la suite de la promulgation de l'amendement constitutionnel n° 20, a conduit à une réduction significative des montants accordés en comparaison au dernier salaire perçu. Cette mesure touche de manière indistincte les retraités dont les revenus diffèrent.

b) Dans le même sens la CUT propose de modifier le mode de calcul des montants de l'INSS, afin d'y incorporer une variable favorable aux bas revenus, en particulier lorsque ceux-ci sont combinés avec une entrée précoce sur le marché du travail et un bas revenu moyen durant la vie de travail.

11. Gestion démocratique et paritaire de tous les régimes de retraite : la gestion démocratique est inscrite dans la Constitution fédérale, mais elle n'est pas appliquée comme elle devrait l'être. La transparence, l'accès permanent de tous les travailleurs aux informations sur le système des retraites sont essentiels pour la connaissance de leurs droits et pour une effective gestion paritaire et démocratique de la Sécurité sociale.

12. Assurance des accidents du travail (SAT) : la SAT doit être publique. Les bénéfices, traitements et réhabilitations doivent être publics et la gestion doit en être paritaire.

13. Combat de l'évasion fiscale : la CUT demande la réalisation d'un audit dans les comptes des retraites et l'introduction de mécanismes légaux qui combattent l'évasion fiscale.

14. Situation des travailleurs ruraux : élargissement des droits de retraite aux travailleurs ruraux, qu'ils soient salariés ou affiliés au régime de l'Agriculture familiale, combinant un régime contributif spécial avec des ressources provenant du budget de l'Union.

De la même manière qu'elle a combattu la flexibilisation des droits de la CLT (2) et le « coefficient retraites », mesures atteignant brutalement les travailleurs du secteur privé, la CUT fera tout pour obtenir la modification des points qu'elle juge négatifs dans le projet gouvernemental. Nous allons mobiliser nos syndicats, faire pression sur les députés, présenter des amendements, participer à des assemblées et des manifestations publiques et utiliser tous les instruments qui font partie de notre histoire. La CUT convoquera et participera massivement à la manifestation convoquée pour le 11 juin à Brasília.

Projet de résolution présenté par le courant CUT Démocratique et Socialiste (minoritaire)

Pour un système de retraites public qui assure et élargisse les droits

Le projet de réforme des retraites présenté au Congrès national par le Président de la République accompagné des 27 Gouverneurs des États est issu d'un débat restreint. Il n'a été discuté qu'avec les gouverneurs et dans le cadre du Conseil de développement économique et social,

qui ne représente pas la société organisée, étant majoritairement composé d'entrepreneurs. Alors qu'il n'y a pas eu de débat démocratique pour l'élaboration du projet, le gouvernement bafoue maintenant la démocratie en tentant d'empêcher le débat au Congrès national, intervenant pour accélérer les votes et retirant du débat les commissions qui prennent des positions opposées au projet. La pression pour voter au plus tôt est une manière d'éviter le large débat démocratique de la société brésilienne.

Ce débat ne concerne pas un sujet quelconque, mais l'avenir du service public dans le pays. La pression devrait se manifester en faveur des politiques sociales, comme le combat contre la faim, la réforme agraire, la création des emplois, l'augmentation du salaire minimum.

La prévoyance sociale ne peut être débattue de manière isolée, car elle concerne la vision de l'État que nous entendons construire. Ce débat doit donc s'insérer dans un contexte plus ample, celui



Lors du débat sur les retraites au VIII^e Congrès national de la Centrale unique des travailleurs (CUT), certains amendements de la gauche ont été votés à une large majorité et donc intégrés dans la résolution adoptée majoritairement...

de la sécurité sociale, car il s'agit là de débattre de l'avenir de la redistribution des revenus dans le pays.

Si nous intégrons ce débat dans le contexte de notre vision de l'État et de la sécurité sociale, nous devons l'articuler avec la question du financement de l'État. Cela à son tour, implique une réforme fiscale, qui permette de taxer de manière progressive le capital et les revenus, de manière à rompre avec l'actuelle structure fiscale régressive. Ce n'est que de cette manière que nous pourrions avancer de manière efficace sur le chemin d'une société plus juste et plus démocratique, une société qui inclue les larges secteurs du pays qui sont exclus aujourd'hui. La Constitution brésilienne a garanti à la nation le droit à la sécurité sociale (santé, prévoyance et assistance sociale) en tant que droit de tous les Brésiliens, financé publiquement par plusieurs sources fiscales et par des contributions. Malheureusement la politique néolibérale, imposée au pays depuis la décennie 1990, tente de liquider ces droits, déformant le débat sur la sécurité sociale. Les organismes financiers internationaux, en particulier le Fonds monétaire international (FMI), exigent la fin de la prévoyance publique afin que ce service devienne une marchandise dans les mains des grandes sociétés internationales d'assurance et des fonds de pensions, qui pèsent lourdement sur le marché financier. C'est le grand objectif de la réforme des

retraites, mis en œuvre depuis les deux mandats du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso. Pour arriver à cet objectif une grande campagne de propagande déclenchée par les médias s'en prend aux services publics, les accusant d'être responsables du déficit public. Les données officielles sont manipulées et la population est désinformée pour la préparer à accepter les coupes sombres dans les droits sociaux et en particulier dans les services publics. Rien de plus fallacieux ! En 2002, la sécurité sociale a enregistré un excédent de 33 milliards de réals (ressources restantes après la déduction des paiements des frais de santé, des retraites et de l'assistance sociale), employé pour satisfaire la volonté du FMI qui a imposé une augmentation de l'excédent budgétaire brut — terme technique qui définit la saignée

des ressources publiques — en mélangeant le Budget de l'Union avec la dette publique et la politique de privatisations qui réduit le rôle de l'État, autrement dit qui soumet le Brésil à la prédominance du capital international. Ce qui est en jeu, c'est le démantèlement du principal mécanisme de redistribution de revenu et d'égalisation sociale dont dispose le Brésil : le système public de prévoyance. Ce système

constitue la cible du FMI et de tous ceux qui s'alignent sur sa politique. La prévoyance sociale est un acquis de la civilisation par lequel l'État et la société garantissent solidairement la protection des plus faibles qui ont déjà contribué socialement. La sauvagerie du capitalisme néolibéral tente de détruire ce patrimoine public au profit des intérêts privés. Les retraites ne sont pas un capital-risque qu'on puisse jouer sur le marché et faire dépendre des oscillations de la Bourse ! Les retraites sont une partie de la sécurité sociale — un droit public commun à tous ! Dans le débat national qui s'ouvre, nous attendons du gouvernement Lula qu'il soit cohérent avec l'histoire des luttes des travailleurs de ce pays, la défense de leurs droits et de l'inclusion sociale.

Nous considérons qu'il est indispensable de réaliser un large audit des comptes de la sécurité

1. « Fator previdenciário », un coefficient utilisé pour calculer le montant de la retraite, en le réduisant. Lors de l'adoption de ce coefficient le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso avait prétendu que les retraites ainsi réduites correspondraient mieux aux contributions versées durant la vie active...

2. CLT (Consolidação das Leis do Trabalho) est un ensemble de modifications législatives remettant en cause la législation du travail, impulsé par le gouvernement précédent (de Fernando Henrique Cardoso).

DOCUMENTS

sociale et de tous les régimes de retraites. Cela doit se combiner avec la mise en œuvre d'une politique sérieuse visant à combattre l'évasion fiscale et les fraudes, avec des sanctions effectives des responsables, et la suspension immédiate de l'emploi des instruments créés par les gouvernements précédents dans le but de dévier les ressources de la sécurité sociale. Le projet d'amendement constitutionnel n° 40 (PEC-40) vise l'approfondissement des réformes initiées par Fernando Henrique Cardoso, qui ont été si préjudiciables pour les services publics. Sous le prétexte de mettre fin à des privilèges, il s'en prend de manière linéaire à tous les fonctionnaires, créant un préjudice sérieux pour ceux qui reçoivent des bas salaires, ceux qui ont commencé à travailler plus tôt et remettant en cause les droits acquis des retraités. Pour en finir avec les privilèges il suffirait que le gouvernement fixe un plafond salarial, dont les références doivent être les salaires du Président de la République, des Gouverneurs d'États et des Maires. Ainsi les privilèges tels les retraites des ex-présidents, ex-gouverneurs, ex-parlementaires, etc. seraient au moins atteints...

La modification de la base du calcul, consistant à prendre en compte le salaire moyen de toute la vie de labeur, y compris les périodes de travail dans le secteur privé, pour les fonctionnaires peut conduire à une réduction jusqu'à 40 % du montant des retraites, ce qui est un préjudice substantiel pour tous les travailleurs du secteur public, en particulier pour ceux dont les salaires sont les plus bas, remettant en cause le principe du départ à la retraite avec le salaire intégral.

Nous n'acceptons pas, de même, la fin de la parité entre les rémunérations des actifs et celles des retraités, comme nous ne pouvons admettre l'élargissement des contributions aux revenus des retraites et pensions, garanties par des cotisations déjà payées durant toute leur vie de labeur. Nous refusons également la suppression de la règle transitoire instituée par l'amendement 20, relative à l'âge minimal (3).

Nous voulons un changement de la politique économique du pays pour favoriser la croissance, développer l'emploi, mettre fin à la précarité et aux rapports de travail informels. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions parler de l'inclusion des plus de 40 millions de travailleurs qui sont exclus du système aujourd'hui.

Nous défendons ce qui suit :

1. Gestion démocratique et paritaire de tous les régimes de retraite : la gestion démocratique est inscrite dans la Constitution fédérale, mais elle n'est pas appliquée comme elle devrait l'être. La transparence, l'accès permanent de tous les tra-

3. « *Regra de transição* » (règle transitoire) est une adaptation particulière des modifications de la loi sur les retraites, concernant les salariés disposant d'un emploi au moment de l'adoption de ces modifications, qui ne seront pas entièrement soumis aux nouvelles dispositions. Selon cette règle l'âge de départ à la retraite, pour le personnel concerné, sera un âge intermédiaire entre la règle ancienne et la nouvelle règle.

vailleurs aux informations sur le système des retraites sont essentiels pour la connaissance de leurs droits et pour une effective gestion paritaire et démocratique de la Sécurité sociale.

2. Plafond des retraites : nous demandons que le plafond des retraites du secteur public soit lié au plafond salarial des actifs des trois pouvoirs [exécutif, législatif, judiciaire].

3. Retraites et pensions : garantie du principe des droits à la retraite acquis selon la règle de la Constitution [qui fixe le montant de] la retraite selon l'âge, le temps de travail, en proportion du temps de service, le décompte réciproque du temps de service et qui garantisse les retraites par une législation spécifique ; nous défendons le maintien du principe de parité pour les fonctionnaires actuels et futurs.

4. Contribution des pensionnés : nous défendons le maintien de l'exonération des contributions des retraités et pensionnés de la prévoyance sociale, tant en ce qui concerne le régime de la fonction publique que le régime général des retraites.

5. Réglementation des activités spéciales dans le service public : la CUT considère que les travailleurs exerçant des activités qui les exposent à l'action d'agents ou à des environnements malsains, dangereux ou pénibles doivent jouir d'un traitement spécial. Cette garantie, insérée dans la Constitution fédérale depuis 1998, n'a pas fait l'objet d'une réglementation jusqu'à aujourd'hui, ce qui fait que des milliers de fonctionnaires publics sont forcés d'exercer des activités de cette nature durant des périodes supérieures à celles recommandées par l'OMS (Organisation mondiale de la santé) et l'OIT (Organisation internationale du travail). La réglementation de ce droit doit suivre les critères et les conditions prévues pour le secteur privé, dans la mesure où la nature et la dangerosité des agents est la même, prévoyant une retraite après 15, 20 et 25 années de travail conformément au type d'activité.

6. Retraite spéciale : la CUT défend le maintien d'une retraite spéciale pour ceux qui souffrent de l'usure physique ou mentale dans l'exercice de leurs fonctions, y compris pour les enseignants du primaire et du secondaire, après 25 et 30 ans de service (respectivement pour les femmes et pour les hommes).

7. Établissement d'un mécanisme de protection des retraites de l'INSS : l'introduction du « *coefficient retraite* », à la suite de la promulgation de l'amendement constitutionnel n° 20, a conduit à une réduction significative des montants accordés en comparaison au dernier salaire perçu. Cette mesure touche de manière indistincte les retraités dont les revenus diffèrent. Dans le même sens la CUT propose de modifier le mode de calcul des montants de l'INSS, afin d'y incorporer une variable favorable aux bas revenus, en particulier lorsque ceux-ci sont combinés avec une entrée précoce sur le marché du travail et un bas revenu moyen durant la vie de travail.

8. Assurance des accidents du travail (SAT) : la SAT doit être publique. Les bénéfices, traitements et réhabilitations doivent être publics et la gestion doit en être paritaire.

9. Combat de l'évasion fiscale : la CUT demande la réalisation d'un audit dans les comptes des retraites et l'introduction de mécanismes légaux qui combattent l'évasion fiscale.

10. Évaluation institutionnelle : pour qu'existe une connaissance pratique minimum de l'actualité de la sécurité [sociale] il est nécessaire d'insérer les contenus y afférents dans le système scolaire général.

11. Alternatives de financement : maintenir la contribution sur les fiches de paye, les concours et les jeux de hasard, introduire une taxe sur les factures réglées en espèces, les héritages, les grandes fortunes, les grandes propriétés rurales et la vente des produits importés superflus, augmenter la contribution des entreprises qui remplacent les postes de travail par des mécanismes automatisés.

12. Fiscalisation et contrôle : augmenter le nombre d'inspecteurs fiscaux, de retraites, du travail, des finances et d'avocats de l'INSS [Institut national de sécurité sociale] — recrutés par concours public — et créer des règlements appropriés ainsi qu'unifier le cadastre et le recouvrement des débits.

13. Dégrevements fiscaux : apurer les cas où les dégrèvements fiscaux bénéficient aux employeurs et aux entités philanthropiques et créer une compensation fiscale au profit du Trésor pour les dégrèvements fiscaux.

14. Efficacité juridique : création et structuration de juridictions spécialisées pour la sécurité sociale et les questions fiscales.

15. Intervention internationale : refus absolu des diktats du FMI et de la Banque mondiale sur la réduction des droits de retraites en lien avec les accords de coopération pour l'obtention des crédits.

16. Perfectionnement : formation permanente sur les questions de la prévoyance, sur leurs droits et la gestion, pour les travailleurs du Régime général de retraites (RGPS), des fonds de pension complémentaires et des Instituts de la fonction publique.

17. Préservation de la valeur des montants [des retraites et pensions] : réajustement des pensions et retraites actuelles garantissant leur pouvoir d'achat sur la base de leur montant d'origine, introduction d'un système de rattrapage pour les retraites et les pensions les plus basses et établissement d'une politique spécifique de réajustement.

18. Traitement des ruraux : élargissement des droits de retraite aux travailleurs ruraux, qu'ils soient salariés ou affiliés au régime de l'Agriculture familiale, combinant un régime contributif spécial avec des ressources provenant du budget de l'Union.

19. Prévoyance inclusive : création d'une législation et d'un système de contribution pour faire bénéficier de la sécurité sociale les 40 millions de travailleurs informels indépendants.

De la même manière qu'elle a combattu la flexibilisation des droits de la CLT et le « *coefficient retraites* », mesures atteignant brutalement les travailleurs du secteur privé, la CUT fera tout pour obtenir la modification des points qu'elle juge négatifs dans le projet gouvernemental. Nous allons mobiliser nos syndicats, faire pression sur les députés, présenter des amendements, participer à des assemblées et des manifestations publiques et utiliser tous les instruments qui font partie de notre histoire. La CUT convoquera et participera massivement à la manifestation convoquée pour le 11 juin à Brasilia. ■

« Révolution bolivarienne »

De notre correspondant
Édouard Diago*

Au pouvoir depuis 1998, la « révolution bolivarienne » est aussi méconnue que controversée. Lorsque Hugo Chavez arrive à la présidence de la république en 1998, il prend les rênes d'un pays et d'un État profondément dépolitisés, gravement malades de la corruption et du clientélisme. La « démocratie » instaurée en 1958 fut confisquée par les élites des partis alliés au grand bénéfice de quelques réseaux affairistes qui se répartissent les fruits du pouvoir dans le premier producteur-exportateur de pétrole. Le président Chavez a été élu sur la base du rejet de cet ancien système plus que sur un projet politique solide porté par des forces sociales organisées sur lesquelles il puisse s'appuyer. La clémence au moment du jugement est donc de vigueur, d'autant plus que le processus politique en cours au Venezuela est totalement novateur et inédit.

Disons-le d'emblée, il n'y a pas de révolution socialiste au Venezuela dont le leader serait Hugo Chavez. Mais si on entend par « révolution » le changement radical de la mentalité politique et de son organisation, la prise de conscience massive que le pouvoir appartient au peuple, alors cette révolution est en marche.

Dès les années 1950...

Si on entend par « révolution » un processus long, qui naît avant ses réalisations concrètes, la révolution vénézuélienne a commencé dans les années 1950 contre la dictature de Marcos Pérez Jiménez et se trouve aujourd'hui aux portes du pouvoir avec Hugo Chavez comme porte-parole. Pour reprendre une idée fréquemment invoquée par les partisans du président au bérêt rouge, la « révolution bolivarienne » serait une sorte de révolution française, étape indispensable pour assainir le pays et le préparer à des processus plus radicaux à l'avenir.

Voyons comment naît et meurt la « démocratie représentative » par la margi-



nalisation des forces de la gauche révolutionnaire qui décident d'investir des forces dans un travail politique interne à l'armée avant d'essayer de décrire la complexe réalité de la « révolution bolivarienne », étape de la « démocratie participative et protagoniste, multiethnique et pluriculturelle » selon le préambule de la « Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela ».

Pacte anticommuniste

L'histoire contemporaine du Venezuela a souvent été présentée par les analystes comme une exception à l'échelle latino-américaine : un pays dans lequel a réussi à s'installer une démocratie représentative et libérale pendant que le reste du continent était soumis à l'instabilité politique des dictatures militaires et du développement des guérillas. La réalité est autrement plus complexe !

La démocratie représentative du Venezuela naît le 23 janvier 1958 avec le renversement de la dictature de Marcos Pérez Jiménez à la suite d'une insurrection populaire accompagnée d'un soulèvement militaire. Côté civil, le Parti Communiste Vénézuélien (PCV) est le parti le plus actif dans l'insurrection ; il dirige la Junte

Patriotique — l'alliance de tous les partis opposés à la dictature : Action Démocratique, COPEI, URD et PCV (1). Certains historiens affirment que les classes les plus favorisées de l'époque, alliées aux États-Unis, avaient intérêt au renversement de la dictature, qui ne répondait plus tout à fait à leurs intérêts.

A cette époque, le Venezuela est le principal pays pétrolier de la planète. Il fut le principal fournisseur de pétrole et de matières premières nécessaires au déploiement militaire des États-Unis pour intervenir en Europe pendant la seconde guerre mondiale.

* Édouard Diago, militant de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale) et collaborateur de *Rouge*, séjourne actuellement au Venezuela.

1. Action Démocratique est un parti populiste de gauche, section vénézuélienne de l'Internationale socialiste. COPEI (Comité d'Organisation Politique Électorale Indépendant) est chrétien-démocrate. URD, Union Républicaine Démocratique, insignifiante aujourd'hui, était un parti nationaliste de gauche. Le Parti communiste vénézuélien (PCV) bénéficiait d'une autonomie stratégique et politique importante par rapport à Moscou, il était partisan de la politique de collaboration de classes face à l'impérialisme, ce qui le poussa à mener à l'extrême sa politique d'union nationale grâce à la Junte Patriotique.

le. L'ensemble de l'industrie pétrolière est contrôlé par les compagnies occidentales, notamment anglo-saxonnes. La chute de la dictature amène un nouveau régime politique qui se met définitivement en place avec l'élection de Romulo Betancourt, dirigeant de l'AD en exil. Le PCV se rallie à la candidature de Wolfgang Larrazabal qui assura l'intérim de la présidence entre le 23 janvier 1958 et l'élection de Betancourt en janvier 1959. Le nouveau régime, qui se dote d'une Constitution en 1961, est scellé pendant l'année 1958 par une alliance entre les trois principaux partis (AD, COPEI, URD). Cette alliance décide de marginaliser le PCV, par le biais du Pacte de Punto Fijo. Il s'agit d'une sorte d'accord de co-gouvernement

entre les trois partis qui, sous prétexte de protéger la démocratie naissante, décident de se partager le pouvoir quels que soient les résultats électoraux. Parallèlement, la principale centrale syndicale, la Centrale des Travailleurs du Venezuela (CTV), dirigée par AD et répondant directement à ses intérêts, signe un accord avec le patronat sur la non-remise en cause des conventions collectives issues de la dictature. Ainsi, le modèle est ficelé, les trois partis se partagent le pouvoir, les travailleurs sont marginalisés comme acteur politique par le rapt de la centrale syndicale, et la gauche se voit écartée. Ce pacte de Punto Fijo s'effondrera définitivement avec la victoire de Chavez en 1998, qui bénéficie alors d'un grand soutien populaire

dans son opposition frontale à ce régime dénommé « régime populiste de conciliation des élites » par les politologues vénézuéliens.

Travail militaire du PCV

Parallèlement à l'établissement de ce modèle politique, la gauche ne reste pas inactive. Les premiers mois du régime sont agités par les revendications des travailleurs, des étudiants, et de la gauche révolutionnaire en général, PCV inclus. La victoire de Betancourt en 1958 est rapidement considérée comme une trahison. Élu sur un programme et une image d'homme de gauche (il fut membre du PC du Costa Rica dans les

Forces politiques en présence

Le Venezuela est partagé aujourd'hui en deux camps, les « chavistes » et les « escualidos » (flasques). Aucun des deux camps n'est homogène. Tentons une synthèse explicative de qui est avec qui dans ce panorama politique particulièrement complexe. Le phénomène Chavez a réussi à faire imposer les délimitations politiques. Si l'immense majorité des forces politiques et sociales qui appuient Chavez se positionnent elles-mêmes dans le champ de la « gauche », ou de la « révolution », l'opposition regroupe avant tout des secteurs de « droite », mais aussi des divisions de la « gauche » voire issues de la « gauche révolutionnaire ».

DU CÔTÉ DE L'OPPOSITION coexistent les partisans de la solution putschiste et les partisans de la solution institutionnelle (référendum ou élection).

Les partis composant l'opposition sont les partis de l'ancien système : AD, COPEI.

La majorité de la direction MAS, après avoir soutenu Chavez est passée à l'opposition. Le MAS était l'évolution social-démocrate d'un secteur du PCV qui intègre le jeu institutionnel en 1970. Sa principale figure, Teodoro Petkoff, avait quitté le MAS en 1998 lors de la décision de soutenir Chavez. Il fut ministre dans le gouvernement de droite de Caldera (1993-1998), en charge du ministère de la planification. Il appliqua scrupuleusement les recettes du FMI. La minorité de la direction, a créé le parti PODEMOS qui est la branche réformiste du gouvernement Chavez.

Mais on trouve aussi des partis issus de l'extrême gauche comme le furent *Bandera Roja* ou *Causa Radical*, ou des groupes issus du « chavisme » de 1998.

Bandera Roja est un groupe issu du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire créé en 1962 et qui fusionna avec le MAS dans les années 1980) qui refusa l'abandon de la lutte armée (*Bandera Roja* optera pour des positions pro-albaines). Ce groupe, aujourd'hui implanté essentiellement dans les universités, avait soutenu et

comptait participer à la tentative d'insurrection militaire du 4 février 1992. Aujourd'hui, tout en expliquant que le gouvernement Chavez est néolibéral, il participe à la Coordination démocratique où se trouvent les éléments les plus anticommunistes du Venezuela. Il est considéré par les partisans de Chavez comme le bras armé de la coordination démocratique ; on lui attribue de nombreux assassinats que l'opposition présente comme des actions armées du gouvernement.

La *Causa Radical*, née en 1971 à partir d'un groupe de militants communistes qui refusent l'évolution droitière tant du MAS que du PCV, fut longtemps le parti le plus intéressant du Venezuela. Marxiste hétérodoxe, c'est le parti le plus proche de Chavez au moment de l'insurrection civico-militaire du 4 février 1992. Pablo Medina, un de ses porte-parole, était au courant des plans militaires du MBR-200 de Chavez. Après l'échec de cette tentative, son candidat, Andres Velazquez, était à deux doigts de gagner l'élection présidentielle de 1993. Les fraudes l'ont empêché. Chavez se refusa à appeler à voter pour Velazquez en 1993, lui préférant le mot d'ordre d'abstention afin de délégitimer le système politique vénézuélien. En 1997, *Causa Radical* se divise et voit la naissance du PPT qui soutient Chavez. *Causa Radical* est aujourd'hui membre de la coordination démocratique et revendique l'organisation d'une nouvelle assemblée constituante.

Le bras droit de Chavez lors de l'insurrection du 4 février 1992, Francisco Arias Cardenas, après avoir soutenu Chavez en 1998, est devenu le candidat de toute l'opposition en 1999 lors de la deuxième élection présidentielle dans le cadre de la nouvelle constitution. Alors que Chavez refusait la participation électorale en 1993 et ce jusqu'en 1998, Arias Cardenas s'est fait élire gouverneur d'un des États du Venezuela avec le soutien des partis du système en 1995. Il crée son parti, *Union*, en 1999.

Solidaridad est le parti des partisans de Luis Miquilena qui fut le mentor politique de Chavez jusqu'en 2001. Luis Miquilena fut emprisonné sous la dictature en raison de ses engagements communistes. Il renoue avec la politique lorsqu'il connaît Chavez dans les années 1990 et voit en lui un possible présidentiable. Entre les années 1960

et les années 1990, il fait fortune dans les assurances et aurait souhaité l'instauration d'un système de fonds de pension dont ses entreprises deviendraient les principales bénéficiaires. Chavez rompt avec lui à la fin de l'année 2001, Luis Miquilena devient un des artisans du coup d'État.

Bandera Roja, le MAS, *Causa Radical*, *Union* et *Solidaridad* se proposent de constituer un bloc de centre gauche (ce qui révèle bien le changement de nature de *Bandera Roja*).

Parmi les participants à cette grande coordination hétéroclite, on trouve aussi les propriétaires de moyens de communication, de « grandes » figures du journalisme télévisuel et écrit, l'association *Gente del Petroleo*, composé essentiellement des anciens dirigeants de l'entreprise pétrolière...

Deux éléments permettent de comprendre les départs successifs du gouvernement Chavez. L'opportunisme est une caractéristique fondamentale de l'ancien système politique vénézuélien. La prolifération de partis ne se fait pas uniquement sur la base de conceptions politiques claires, mais en fonction de la nécessité pour un certain nombre de dirigeants de se doter d'une structure politique pour prétendre occuper des postes au sein de l'appareil d'État. Lorsqu'il devient évident, au cours de l'année 1998, que Chavez va remporter l'élection présidentielle, de nombreux groupes politiques se rallient à lui pour faire partie du bloc majoritaire. On appelle cela le phénomène du « porte-avions ». Lorsque les espérances de se voir attribuer un ministère ou un quota de pouvoir se voient déçues, les partis rejoignent l'opposition. Les alliances à géométrie variable illustrent cet opportunisme : au niveau régional, une alliance peut regrouper des partis qui s'affrontent au niveau national.

Deuxième facteur explicatif : la radicalisation du noyau dur du chavisme. En arrivant au pouvoir en 1998, Chavez n'est pas aussi radical qu'en 2001. Les décrets-lois de 2001 instituant la réforme agraire, la loi sur la pêche, sur les banques, etc. qui vont mettre le feu aux poudres, sont plus radicales que ce que de nombreux membres du « chavisme » de 1998 pouvaient accepter. C'est une des raisons du départ de Miquilena par exem-

années 1930 et participa à un gouvernement de gauche entre 1945 et 1948, puis il a réaffirmé cette identité politique pendant son exil), sa politique va tourner en faveur des intérêts des classes dominantes, convaincu qu'il est en 1959 qu'aucun gouvernement de rupture ne peut tenir face à l'impérialisme des États-Unis.

La révolution cubaine, qui s'installe le premier janvier 1959, va démentir de façon cinglante ce pronostic. Elle favorise la radicalisation des secteurs de la gauche au sein du parti au pouvoir AD, remet le PCV sur les rails et introduit le conflit régional entre d'un côté la raisonnable « *révolution démocratique* » vénézuélienne encensée par le département d'État des États-Unis, et de

l'autre la révolution castriste vouée aux gémonies par ce même département.

La répression des secteurs de gauche par le gouvernement de Betancourt oblige d'une certaine façon la gauche révolutionnaire à se détourner de la voie légale. Le PCV, le premier, va décider du tournant de la lutte armée, rejoint en 1961 par le MIR, une scission de gauche de l'AD animée par son secteur jeunesse, influencé par le marxisme révolutionnaire pendant les années de clandestinité.

Au sein du PCV, un secteur s'occupe du travail militaire sous la direction de Douglas Bravo. En 1959, il revendique l'adhésion au PCV de 180 officiers de carrière encadrés dans un front militaire. Ce front va tenter de

ple, ou de la scission du MAS. Parallèlement à ces départs, d'autres forces politiques, peu définies idéologiquement, rejoignent le pôle chaviste, notamment dans la jeunesse. C'est une des leçons des nombreux échanges que nous avons pu avoir au Venezuela. La crainte du militarisme des origines est remplacé par le discours radical et incluant de Chavez.

TROIS PRINCIPAUX PARTIS SOUTIENNENT CHAVEZ : Podemos, PPT et MVR.

Le MVR est de loin le parti le plus important en termes de forces militantes. C'est la création électorale de Hugo Chavez pour l'élection de 1998. Il regroupe dans un premier temps tous les partisans de Chavez, qu'ils viennent du centre, de la gauche ou de la gauche radicale. Parmi ces derniers citons à titre d'exemple Tarek William Saab, Président de la commission des affaires étrangères et ancien membre du PRV, Juan Barreto, militant un temps dans la Ligue socialiste et une des figures de proue du chavisme militant, Luis Tascon, de formation libertaire et député d'une région frontalière de la Colombie, Iris Varela, longtemps membre du PCV. On parle au Venezuela du MVR comme d'un mouvement alluvionnaire : il regroupe tout ce que Chavez a récolté entre 1992 et 1998 comme soutiens. Du coup, on trouve aussi dans le MVR des politiciens issus de l'ancien système et qui se reconvertissent dans le « *chavisme* ». Son caractère hétéroclite s'est perpétué malgré les départs successifs qui ont accompagné la radicalisation politique du noyau dur du « *chavisme* ». Jusqu'à présent, le MVR ne s'est pas doté d'un appareil démocratique qui permettrait d'alimenter la direction gouvernementale. Son principal argument est d'être le parti de Chavez et la base y adhère surtout pour soutenir Chavez. En son sein, des décantations sont à prévoir lors du premier processus électoral interne qui doit se dérouler en juin. Ses dirigeants parlent d'un million d'adhérents.

Le parti PODEMOS, issu du MAS (*Movimiento al Socialismo*), est la composante « *raisonnable* » du chavisme. Issu d'une tradition social-démocrate de type européen, Podemos est le groupe qui refuse la rupture avec Chavez. Son premier acte public a regroupé au bas mot 20 000 personnes affiliées à ce mouvement. Dans le bloc

au pouvoir, il représente l'aile droite et défend les mesures de participation populaire mises en place par le gouvernement. Le nettoyage de l'administration, ou l'idée qu'il faut mettre de l'éthique dans la vie politique sont des bases de sa participation au bloc au pouvoir.

Le PPT est, à mon avis, le parti le plus intéressant dans l'alliance au pouvoir. C'est aussi le plus faible électoralement ! Ne disposant que d'un député et trois gouverneurs, le PPT a la direction de plusieurs ministères dont celui du travail, de l'éducation, de la culture. Le président de l'entreprise pétrolière est membre du PPT. De tradition marxiste, PPT est le produit de la division de *Causa Radical*. Des trois partis au pouvoir, c'est celui qui est le mieux structuré. Un congrès par an définit l'orientation politique et sa direction nationale avec une participation de la base militante importante. Lors de son 5^e congrès, il s'est défini comme un parti de gauche, révolutionnaire et humaniste. Il se définit comme un mouvement de mouvements et intervient dans le syndicalisme (*Autonomia Sindical*, membre de l'UNT), dans la jeunesse (*Jovenes por la Patria*), dans le mouvement féministe (*Movimiento Manuelita Saenz*), dans les quartiers. Ses analyses sur la mondialisation capitaliste rejoignent de nombreuses inquiétudes de la IV^e Internationale. S'il ne se définit pas comme communiste, nombre de ses dirigeants le font à titre personnel. Lors du coup d'État du mois d'avril 2002, il fut une force politique décisive dans la reconquête du pouvoir comme l'attestent de nombreux documentaires.

Enfin, une constellation de petits partis, petites forces politiques régionales, locales, voire de quartier constituent le réseau à la base du « *chavisme* ».

Signalons le rôle que jouent certains militants issus du trotskisme, notamment dans le Bloc Démocratique et Classiste de Carabobo, un État industriel du centre du pays. Ce bloc est membre du nouveau syndicat Union Nationale des Travailleurs. De même, l'excellent site web *aporrea.org*, sorte d'agence de presse autonome de la « *révolution bolivarienne* » est animé par des militants issus du trotskisme.

E. D.

renverser le régime de AD en 1962 par deux tentatives de coup d'État militaire organisées par le PCV. L'émergence de Chavez sur la scène publique le 4 février 1992 est la suite de la stratégie des forces de gauche au sein d'une armée composée dans sa grande majorité d'éléments provenant des secteurs populaires dont une partie de la formation se fait dans les universités publiques, donc perméable à la pensée marxiste et progressiste diffusée par certains universitaires et militants révolutionnaires. En cela, on peut parler d'un processus révolutionnaire qui débute à la fin des années 1950 pour trouver en l'élection de Chavez une première petite victoire.

Engagement clandestin de Hugo Chavez

Hugo Chavez, jeune militaire en formation, entre dans le mouvement clandestin vers la fin des années 1970, capté par son frère, Adan Chavez, aujourd'hui en charge de la réforme agraire au Venezuela, alors militant du Parti de la Révolution vénézuélienne (PRV).

Le PRV est issu de la guérilla. Elle s'est dotée en 1962 d'un Front de Libération Nationale et de Forces Armées de Libération Nationale sous l'influence du PCV. Lorsqu'en 1965, le PCV appelle ses militants à arrêter la lutte armée, Douglas Bravo refuse. Le FLN-FALN se transforme en FALN-PRV. En 1969, la majorité des combattants accepte l'amnistie du Président Caldera. Le groupe de Douglas Bravo et d'Ali Rodriguez — aujourd'hui directeur de la compagnie pétrolière nationale, Petroleos de Venezuela S.A (PDVSA) — maintient le PRV dans la guérilla et reprend un travail clandestin au sein de l'armée.

Notons que tant le PCV que les FALN et qu'ensuite le PRV ont adopté un programme politique antiféodal et anti-impérialiste, polyclassiste. Selon celui-ci, la bourgeoisie nationaliste a sa place dans le régime révolutionnaire à naître, pensée politique largement reprise à son compte par Chavez. Dans le Venezuela des années 2000, la majorité « *chaviste* » pense comme la guérilla des années 1960, ce qui n'est pas un petit acquis politique.

Hugo Chavez développe au sein des forces armées ce qui deviendra le MBR-200 (Mouvement Bolivarien Révolutionnaire) qui sera l'outil de l'insurrection civico-militaire du 4 février 1992. Plus connue comme un « *coup d'État* », cette insurrection est la réponse du MBR-200 à la répression des émeutes populaires du 27 février 1989 (le *Caracazo*), mouvement spontané des mas-

Tentatives de coups d'État en cascade

Après avoir été balayée par les élections de 1998 à 2000, l'opposition a repris espoir à partir de 2001 lorsque le gouvernement a fait connaître ses lois les plus importantes : lois sur la pêche qui protègent les petits pêcheurs contre la pêche industrielle, lois sur les terres qui met en œuvre une timide mais nécessaire réforme agraire, nouvelles lois fiscales qui introduisent le concept d'impôt dans un pays où personne n'était habitué à ceux prévus par les lois.

A partir de là, l'opposition va se doter d'une stratégie de déstabilisation permanente : déstabilisation économique par les dirigeants de l'industrie pétrolière et le patronat local et international, manifestations permanentes des classes moyennes et supérieures relayées et amplifiées par une politique médiatique digne des plus grandes dictatures, stratégie militaire.

Le sabotage économique a pris une ampleur gigantesque au moment du lock-out des mois de décembre 2002 et janvier 2003. La principale industrie du pays a été arrêtée par ses dirigeants qui, en raison de la haute automatisation de l'industrie pétrolière, n'avaient qu'à enlever les clés électroniques pour bloquer la production. Mais pour être sûr de la

réussite, certaines usines et puits ont tout simplement été sabotés, certains oléoducs ont été coupés, les valves soudées... Parallèlement, les grandes entreprises alimentaires ont arrêté de produire, créant de graves pénuries pour les plus démunis du Venezuela. Dans les bidonvilles qui n'ont pas accès au gaz de ville, les familles ont dû cuisiner au charbon de bois pour faire face à l'absence d'approvisionnement en bouteilles de gaz. Parallèlement, les réserves internationales ont fondu suite à la fuite massive des capitaux (50 milliards de dollars à l'été 2002).

Depuis décembre 2001, le Venezuela a connu une année entière de manifestations de l'opposition appelant à la démission du chef de l'État. Certaines ont pu réunir des centaines de milliers de participants. Une telle mobilisation a pu être obtenue par la politique absolument surréaliste des grands moyens de communication. Ainsi, les télévisions privées ne transmettent aucune image des manifestations pro-Chavez alors que celles de l'opposition sont convoquées et retransmises en direct par les chaînes privées. L'assistance à ces manifestations est présentée par les faiseurs d'opinion comme une « attitude héroïque » face à « la dictature castro-communiste » de Chavez. Le mot d'ordre depuis plus d'un an c'est : Chavez n'a plus de soutien dans le pays, il va bientôt tomber. Entre les program-

mes, des publicités en faveur de l'opposition sont diffusées en boucle. Certains journalistes fidèles à leur profession décrivent la situation comme un coup d'État médiatique.

In fine, l'opposition parie depuis plus d'un an sur le renversement de Chavez par la force. En décembre 2001, les premiers militaires entrés en dissidence ont accompagné les protestations contre les premières grandes lois. En Avril 2002, une partie de l'État-major a exigé la démission de Chavez et face à son refus l'a fait prisonnier. On connaît la réaction du peuple vénézuélien et des troupes loyalistes. En octobre 2002, les principaux acteurs militaires du coup d'État d'Avril 2002 ont déclaré la place Altamira, dans les quartiers chics de Caracas, « territoire libéré de la dictature ». Ils l'ont fait au moment où les leaders de l'opposition faisaient appel à l'armée. Ils n'ont toujours pas été délogés de cette place sur laquelle ils appellent à une réaction des forces armées. En décembre 2002, le pari de l'opposition était que face au blocage de l'économie, l'armée sortirait des casernes en moins de 10 jours pour renverser le gouvernement.

Depuis l'échec du lock-out, l'opposition continue de parier sur un soulèvement militaire. La propagande de l'opposition est tournée vers la dénonciation de la protection des FARC colombiennes par le Venezuela. Des bombes ont explosé

à Caracas que l'opposition a vite fait de mettre en lien avec les FARC, qui entraîneraient, selon l'opposition, des troupes irrégulières vénézuéliennes. Le but recherché est de mettre le Venezuela sur la liste des « États-voyous » et de provoquer une tension extrême avec la Colombie voisine, meilleure alliée des États-Unis dans la région (seul pays latino-américain à avoir appuyé la guerre en Irak).

L'opposition bénéficie de la majorité de la commission de législation mise en place avant la défection de secteurs élus dans le bloc Chavez. Cette commission bloque 40 projets de lois de la majorité parlementaire. La majorité a décidé de modifier le règlement de l'assemblée nationale pour que les projets de lois bloqués trop longtemps passent automatiquement devant l'assemblée. Pour empêcher le vote de cette modification, l'opposition a décidé d'empêcher physiquement la tenue des sessions parlementaires. La majorité a donc décidé d'organiser les sessions parlementaires dans la rue, « avec le peuple ».

Si on devait mesurer le degré de radicalité de la « révolution bolivarienne » à l'aune de la radicalité de son opposition, pas de doute le Venezuela est à l'avant-garde du mouvement anti-impérialiste en Amérique latine !

E. D.

ses exclues du Venezuela contre un paquet de mesures néolibérales mises en place par Carlos Andres Perez, figure latino-américaine de l'Internationale Socialiste. Les forces de l'ordre laisseront 3000 morts sur le pavé.

Inconnu, Chavez entre donc sur la scène publique par la tentative de coup d'État du 4 février 1992. Naturellement, les secteurs de la gauche traditionnelle, peu au fait du travail politique au sein des forces armées, se

méfient de ce colonel putschiste. A part le PRV, réduit alors à un groupuscule, deux autres partis de la gauche radicale sont au fait, voire développent leur propre appareil au sein des forces armées : *Causa Radical* (2) et *Bandera Roja* (3). Les masses populaires, elles, voient immédiatement en Chavez une possibilité de se défaire d'un régime honni à cause de sa politique néolibérale et hautement corrompu (une minorité du pays vit

selon les standards de vie des États-Unis pendant que l'immense majorité est délaissée).

De 1958 à 1993, tous les présidents ont été issus soit de l'AD soit de COPEI. L'élection présidentielle de 1993 voit la rupture de ce modèle et l'émergence à un niveau de masse de *Causa Radical*, parti marxiste hétérodoxe qui s'est développé notamment dans le syndicalisme lutte de classe dans l'Est du pays. Lors de l'élection de 1993 son candidat, Andres Velázquez est sur le point de devenir président. Des fraudes massives lui volent son élection. Une minorité du parti demande que le parti convoque des manifestations de rue pour revendiquer sa victoire... ainsi que la sortie publique des troupes que le parti possède dans l'armée à la suite d'un travail similaire à celui de Douglas Bravo puis de Hugo Chavez ! La majorité refuse, semant les germes de la division de 1997 qui verra naître le parti *Patria Para Todos* (PPT), aujourd'hui deuxième parti pilier de la majorité chaviste.

Pendant le travail clandestin de Chavez dans l'armée, des contacts avaient eu lieu

2. *Causa Radical* est un parti né en 1971 à partir d'un secteur du PCV qui, conscient de l'échec de la guérilla et opposé à une orientation social-démocrate, décide d'investir ses forces dans le syndicalisme de quelques grandes entreprises de la sidérurgie. Marxiste hétérodoxe, *Causa Radical* sera aux portes de la présidence du Venezuela en 1993.

3. *Bandera Roja* est une scission du MIR (*Movimiento de Izquierda Revolucionaria*, scission marxiste révolutionnaire du parti AD en 1961) qui refuse la pacification au début des années 1970 et maintient un petit appareil militaire. Alors qu'il prit une orientation pro albanaise dans les années 1980, il est actuellement membre de l'opposition et considéré comme le bras armé de la coordination dominée par les forces de droite.





entre le colonel et *Causa Radical*, sans que puisse naître un accord. Lors de l'élection présidentielle de 1993, Chavez appelle à l'abstention active, suscitant une haine farouche de la part de *Causa Radical* à son égard. Son candidat Andres Velázquez est aujourd'hui dans l'opposition et n'a pas hésité à apporter son soutien aux militaires putschistes d'avril 2002.

Au moment de participer à l'élection présidentielle de 1998, Chavez précise qu'il s'agit d'un « mouvement tactique ». Dans le cadre de la démocratie représentative, considérer une élection comme tactique, c'est avouer le caractère révolutionnaire de ses objectifs. Il affirme alors vouloir arriver au pouvoir par les urnes pour installer la révolution à partir de sa position de chef d'État légitime.

Une révolution politique

Chavez va gagner successivement plusieurs processus électoraux. Le premier en décembre 1998 contre presque tous les partis établis. Le PPT décide, sous la pression de la base et contre la volonté de son principal dirigeant de l'époque, Pablo Medina (4), de soutenir Chavez. Le Mouvement vers le Socialisme (MAS), pilier du dernier gouvernement de droite de Caldera (1993-1998), le soutient aussi (5), provoquant le départ de ses principaux dirigeants. Toutes les autres forces politiques s'y opposent. Il gagne néanmoins l'élection avec 55 % des suffrages après une campagne de proximité telle que les Vénézuéliens ne l'avaient jamais connue.

Son grand projet politique est d'opérer une réforme constitutionnelle, avec comme slogan : « *tout le pouvoir pour le peuple* ». Pour y parvenir, il fait voter le principe d'une Assemblée Constituante par référendum. Lors de l'élection de cette Assemblée ses

partisans obtiennent 90 % des sièges. La nouvelle Constitution sera écrite en moins d'un an, approuvée par la majorité du corps électoral, avant le renouvellement de tous les mandats électifs en août 2000. Chavez obtient alors plus de voix que lors de l'élection de décembre 1998.

Dans de nombreux domaines, la nouvelle « Constitution bolivarienne » de la République Bolivarienne du Venezuela contient des mesures authentiquement novatrices. Le concept d'État de droit est remplacé par celui d'État de Droit et de Justice, le concept de démocratie participative y est introduit. Les élus deviennent révocables (6). Le concept de la coopérative ouvrière est introduit, tout comme le principe d'autogestion. Les droits des indigènes sont reconnus y compris les droits de pro-

priété sur la terre, gérée selon les traditions ancestrales des peuples précolombiens. La Constitution est féminisée. Le principe de défense de l'environnement est encadré par de nombreuses dispositions constitutionnelles. Le brevetage du vivant est interdit tout comme le sont les monopoles. Le pétrole, comme matière première, est exclu du champ des possibilités de privatisation. La présence de troupes étrangères sur le territoire est interdite. Le principe de solidarité et d'intégration latino-américaine figure en bonne place.

Pour autant, d'autres éléments indiquent que les négociations dans le bloc arrivé au pouvoir ont fait l'objet de concessions. Pour la droite du bloc Chavez, le principe de police décentralisée issu de l'ancien système est maintenu, contribuant à maintenir de

4. Le cas de Pablo Medina est symptomatique de la division de la gauche par rapport à Chavez. Figure de *Causa Radical*, marxiste révolutionnaire, il fut secrétaire du PPT et était une des figures du mouvement contre le paiement de la dette au Venezuela. Il participa activement à la rédaction de la nouvelle constitution. Il a écrit un livre, *Rebeliones*, dans lequel il revendique un rôle de premier ordre dans l'arrivée au pouvoir de Chavez, malgré son refus de le soutenir à l'élection de 1998. Alors qu'il exerce la direction du PPT, il cherche la rupture entre son parti et Chavez qu'il obtient partiellement mais est désavoué a posteriori par le congrès de son organisation. Il quitte le PPT seul. Toute sa famille reste membre de la direction du PPT. Il rallie l'opposition au premier trimestre 2002 et apparaît parmi les putschistes du mois d'Avril

dans le palais présidentiel. Aujourd'hui, il est membre de la Coordination Démocratique, cartel des organisations appuyant une sortie à tout prix du « régime castro-communiste de Chavez » et avant tout composé de secteurs de droite. Mystères de la politique vénézuélienne...

5. Depuis 2002, la majorité de la direction du MAS est passée à l'opposition. Ceux qui ont refusé se sont regroupés dans un nouveau parti, Pour la Démocratie Sociale (PODEMOS, acronyme qui signifie « nous pouvons »). Sa première activité de masse en Avril 2003 a regroupé 25 000 personnes au bas mot.

6. Les articles 72 et suivants prévoient la possibilité de révoquer tous les mandats électifs, mais aussi d'abroger une loi ou un traité, de proposer une loi, ou d'organiser un référendum consultatif sur toute question

importante. Pour les mandats électifs, la révocation peut avoir lieu à partir de la mi-mandat. Les partisans d'un référendum doivent réunir les signatures de 20 % du corps électoral. Pour que le mandat soit révoqué les suffrages favorables à la révocation doivent être supérieurs au nombre de voix obtenues par l'élu. Le mandat de Chavez arrive à mi-mandat le 19 août, date à laquelle l'opposition peut introduire ces signatures au Conseil national électoral (CNE). Les mandats des députés, maires et gouverneurs sont arrivés à échéance il y a plusieurs mois déjà, mais la nomination du CNE n'a pas eu lieu empêchant l'organisation des référendums. L'opposition souhaite à tout prix éviter ces référendums contre les députés élus avec Chavez et qui ont depuis rejoint l'opposition afin de concentrer le tir contre le Président.

Venezuela

véritables shérifs locaux (7). L'avortement, après un débat aigu, fut repoussé malgré la position de Chavez en sa faveur (répétée publiquement au mois d'Avril 2003). La non discrimination en raison de l'orientation sexuelle n'a pas été introduite dans la discussion mais Chavez a défendu récemment les droits des homosexuels. La libre entreprise est maintenue comme principe constitutionnel tout comme la propriété privée des moyens de production. La Constitution se situe incontestablement dans le cadre d'un régime capitaliste. Ces exemples parmi d'autres montrent que le parti de Chavez compte, au début de son mandat, d'authentiques réactionnaires (8).

Parsemée d'obstacles pour une véritable révolution sociale, la Constitution n'en est pas moins un outil précieux pour le mouvement populaire qui bénéficie avec elle d'un allié dans la conquête de la démocratie semi-directe, ou démocratie participative. Car c'est là la véritable innovation de la « révolution bolivarienne ».

Une société en mouvement

Des milliers de cercles boliviens, assemblées populaires, syndicats de luttes, assemblées de femmes, d'étudiants, comités pour les terres urbaines ou agricoles, des dizaines de regroupement politiques à la base, font du Venezuela des années 2000 une société en mouvement. Toutes ces associations bénéficient du soutien franc et massif du chef de l'État qui voit en elles le véritable processus de conscientisation nécessaire à la transformation du pays. Ainsi, à titre d'exemple, c'est avec le soutien du chef de l'État qu'une école peut être reprise en main par la communauté organisée face à sa fermeture par décision politique de la directrice (9). C'est avec le soutien du ministre de l'Éducation supérieure contre le recteur que se font les assemblées d'étudiants en faveur de l'ouverture aux classes populaires de



l'Université publique. L'Institut National des Femmes a développé des milliers de « points de rencontre » dans tout le pays pour sensibiliser les femmes aux violences familiales ou dans le travail, leur rappeler leurs droits, les organiser pour en acquérir d'autres. Ce même institut organise les femmes pour leur accès au micro-crédit public leur permettant de devenir des actrices économiques autonomes, même si les activités proposées reproduisent une forme de division sexuelle des tâches (couture, restauration, etc.). De nombreux nouveaux syndicats sont apparus disputant à la centrale CTV liée à l'opposition le monopole de la représentation des travailleurs. Ces syndicats ont décidé à la suite du lock-out des mois de décembre et janvier de former une nouvelle confédération, l'Union Nationale des Travailleurs (10).

Caracas est une ville de 4 millions d'habitants environ. Une grande partie de sa population vit dans les « barrios » (l'équivalent des favelas brésiliennes), zones où se sont installées les victimes d'un développement économique excluant. De bidonvilles à

l'origine, les barrios se sont transformés avec le temps en de véritables quartiers où les habitants construisent leurs maisons sur des terrains occupés, sans titre de propriété. Dans ces quartiers, fiefs du « chavisme », les habitants s'auto-organisent, prennent en main leur quartier et suivent en cela le conseil du président : « organisez-vous, nous vous apporterons le soutien politique et économique ». Ainsi naissent les assemblées populaires, bientôt renforcées par une nouvelle institution : les conseils locaux de planification populaire, auxquels s'opposent tous les bureaucrates, souvent de l'opposition mais aussi parfois de la majorité politique de Chavez.

On a là une des subtilités les plus intéressantes de la « révolution bolivarienne » : le chef de l'État est le principal promoteur de la subversion de l'État par l'organisation populaire. Face à un État hautement bureaucraté, Hugo Chavez appelle ses compatriotes à gérer eux-mêmes directement les affaires de leurs quartiers, et promeut le contrôle ouvrier des entreprises. Pour que le peuple soit détenteur véritable du pouvoir politique, il doit être organisé et disposé à la lutte, faisant ainsi écho à la théorie marxiste du double pouvoir.

Ce bouillonnement politique impressionnant n'a cependant pas débouché sur une véritable transformation de la société vénézuélienne.

Pas de transformation structurelle palpable

Contrairement à la révolution cubaine qui, en moins de trois ans, avait alphabétisé son peuple, réduit les loyers de moitié, nationalisé l'électricité, mis en place la réforme

7. Le cas le plus emblématique est celui d'Alfredo Pena. Membre de l'assemblée constituante au titre du MVR de Chavez, il défend ardemment le principe de décentralisation dont le maintien de polices décentralisées. Élu Maire de la « Grande Mairie de Caracas » avec le soutien de Chavez, il devient vite son principal opposant et met la police métropolitaine de Caracas au service des artisans du coup d'État d'avril 2002. Alfredo Pena est un cas emblématique d'arrivisme au sein même du bloc Chavez. Ce dernier a soutenu Pena contre

la candidature d'Aristobulo Isturiz, membre du PPT, aujourd'hui ministre de l'Éducation et un des piliers de la « révolution ».

8. C'est le cas par exemple de Luis Miquilena. Après avoir été l'éminence grise de Chavez, l'organisateur du parti MVR, le président de l'Assemblée constituante, il fit nommer les membres du Tribunal Supérieur de Justice. Après avoir été écarté du pouvoir par Chavez, il fut une des chevilles ouvrières du coup d'État. Le Tribunal Supérieur de Justice nommé par lui décida en août 2002 qu'il n'y avait pas eu de coup d'État au

Venezuela, mais un « vide de pouvoir ». Il existe au Venezuela des réseaux d'influence plus importants que les lois.

9. Lors du lock-out des mois de décembre 2002 et janvier 2003, le maire de la grande Caracas, Alfredo Pena, dont dépendent les écoles, a donné l'ordre de fermer les écoles.

10. L'UNT regroupe les plus grandes fédérations qui ont quitté la CTV. Lors du 1^{er} mai, le défilé de l'UNT a regroupé probablement une centaine de milliers de manifestants.

agraire, la « révolution bolivarienne » n'a pas encore mis en œuvre de grandes réformes structurelles. Mais contrairement aussi à la révolution castriste, le chavisme n'a pas supprimé un journal, pas interdit un parti, et ne compte pas un seul prisonnier politique. Ni pour le meilleur ni pour le pire, la révolution bolivarienne ne peut être assimilée, comme le font les opposants anti-Chavez, à une quelconque « cubanisation ».

Mais de grandes réformes structurelles sont nécessaires pour que le peuple ne perde pas confiance dans les possibilités de ce gouvernement. Un grand plan d'alimentation populaire, commencé timidement ces dernières semaines, doit être développé (11). La santé publique est dans un état de délabrement avancé. Seule la réforme de l'éducation nationale a commencé avec l'ouverture des écoles boliviennes qui assure aux élèves l'alimentation et des journées complètes d'enseignement (12).

Cependant, il serait erroné de faire porter la responsabilité entière de ces manques sur le seul gouvernement. La grande difficulté à laquelle est confronté le gouvernement, c'est l'absence de contrôle sur de grandes parties de l'appareil d'État. Or si la stratégie légaliste de Chavez (« une révolution démocratique et pacifique ») lui permet de bénéficier du soutien international des démocrates, la prise de contrôle de l'appareil d'État, composé de travailleurs protégés est substantiellement plus complexe !

Cette réalité bureaucratique s'explique par le modèle de développement du Venezuela de la deuxième moitié du XX^e siècle.

Le Venezuela vit depuis quarante ans de sa rente pétrolière qui représente 50 % de ses recettes fiscales et 80 % de ses exportations. 70 % de ses besoins alimentaires sont importés. Pourtant, c'est le 5^e exportateur mondial de pétrole et ses ressources minières apparaissent aujourd'hui comme les plus importantes de la planète. Le modèle économique du Venezuela est basé sur l'exportation

de son pétrole brut, et l'argent n'a jamais été investi dans l'industrialisation du pays. On peut dire que le Venezuela n'est pas, à proprement parler, un pays capitaliste dirigé par une bourgeoisie nationale. Il n'existe pas à proprement parler de classe ouvrière dépendant d'un patron. 50 % des travailleurs sont employés dans le commerce informel, le plus gros employeur formel est l'État et ses emplois répondent au modèle clientéliste du régime antérieur. Chaque ministre ou directeur de service a fait entrer ses amis sans en licencier d'autres, et l'adhésion aux partis politiques s'est beaucoup faite sur cette base clientéliste. Résultat, les administrations regorgent de salariés protégés qui répondent à des réseaux d'influence qui n'ont que peu de choses à voir avec la hiérarchie administrative que l'on enseigne dans les facultés. A titre d'exemple, le service presse et communication de l'arrondissement Libertador de Caracas a 54 salariés ! Les quelques entreprises privées existantes au Venezuela se sont créées grâce aux apports initiaux de l'État et ceux qui sont devenus propriétaires de ces entreprises n'ont jamais compris ce que le mot impôt signifie.

Absence d'un projet stratégique

Il n'y a pas, au Venezuela, de parti de la classe ouvrière digne de ce nom comme a pu l'être le Parti des travailleurs (PT) du Brésil. Chavez est arrivé au pouvoir sans appareil et sans réflexion stratégique. Il est aussi le produit de la méfiance gigantesque qu'ont les Vénézuéliens pour la forme parti. Or, un parti structuré, qui fournisse au gouvernement des orientations claires à partir des besoins et des réflexions du mouvement

populaire fait cruellement défaut. L'absence de projet stratégique de transformation de la société vénézuélienne se fait sentir par les hésitations entre l'alliance avec les travailleurs, le petit patronat local et les facilités faites au capital transnational. Le discours hésite entre la nécessité de la construction d'un capitalisme national



(voire quelquefois d'une classe capitaliste) pour favoriser un développement endogène et le développement des forces productives ou l'aspiration à la cogestion voire à l'autogestion.

Le fait que la justice reste inféodée à l'opposition devrait faire l'objet d'une offensive stratégique pour que l'impunité qui sévit au Venezuela ne devienne plus qu'un souvenir. Impunité aussi bien pour ce qui est des délits de droit commun qu'en ce qui concerne les délits politiques : les auteurs du coup d'État du mois d'avril sont tous en liberté par décision de justice ! Là encore, la stratégie légaliste est à la fois un atout et un obstacle aux transformations.

Enfin, malgré ses origines révolutionnaires, Hugo Chavez manque de formation politique. Cela l'a conduit à faire confiance à des personnages qui, tels Alfredo Pena et Luis Miquilena pour ne citer que ceux-là, sont devenus des adversaires de premier plan bien intégrés à l'appareil d'État dès que le processus a connu ses premiers signes de radicalisation.

Du même coup, les forces politiques et sociales qui se trouvent aujourd'hui autour de Chavez sont nettement plus à gauche que celles qui le soutenaient en 1998. L'organisation populaire ayant fait son œuvre, les masses favorables à la « révolution bolivarienne » sont plus vigilantes qu'auparavant, et, mieux formées, commencent à indiquer quelle est la route à suivre. William Lara, ex-Président du Parlement, mettait en garde les membres de la majorité

11. L'armée assure des marchés populaires qui apportent le minimum vital à des prix défiant toute concurrence. De même le premier magasin public d'alimentation a été ouvert au mois d'avril, le projet du gouvernement est d'ouvrir des épiceries à prix cassés dans les quartiers populaires. Un projet similaire de pharmacies est en cours d'élaboration. Face à la pénurie organisée par les entreprises agro-alimentaires, le gouvernement importe massivement des aliments.

12. La norme dans l'éducation était que les écoles fonctionnaient en 2 x 8 pour pallier le manque d'enseignants et de locaux.



Venezuela

de ne pas se retrouver en deçà des aspirations politiques de la population qui a acquis en quatre ans une formation politique très importante.

Face à des médias aux mains d'une opposition irrationnelle, le mouvement populaire a imposé une loi de contenu de la radio et de la télévision qui est discutée ces semaines au parlement. Même timide, cette loi est le signe que le gouvernement a déci-

dé de ne plus laisser le champ libre à la manipulation de l'information. La nouvelle centrale syndicale, Union Nationale des Travailleurs, se situe nettement sur le terrain de la lutte des classes contre la tradition de collaboration syndicat-patronat de mise au Venezuela depuis 1958. Après l'échec de la grève patronale dans le secteur pétrolier, le gouvernement a repris en main l'industrie pétrolière. Il reste maintenant à reprendre le

contrôle de la justice et du conseil électoral afin de pouvoir procéder à la révocation d'un certain nombre de députés et gouverneurs qui après avoir été élus en tant que chavistes ont rejoint l'opposition.

Le processus politique en cours au Venezuela est novateur et interroge nos propres traditions politiques. La prise du pouvoir central ne suffit pas à mettre en route les transformations nécessaires pour partager les richesses nationales. Le Venezuela nous enseigne que la distribution du pouvoir peut être une alternative aux obstacles bureaucratiques dans le cadre d'un processus de transformations qui passe strictement par le cadre légal. Le projet politique n'est pas révolutionnaire et pourtant les classes dominantes n'acceptent pas le suffrage populaire. Les détenteurs du pouvoir économique et politique qui se sont vus déplacés du pouvoir en 1998 feront tout pour empêcher les réformes engagées par Chavez pour que les richesses du Venezuela bénéficient véritablement aux Vénézuéliens. Le Venezuela pose la question maintenant traditionnelle de tous les processus révolutionnaires : peut-on s'en prendre frontalement aux intérêts des classes dominantes dans le cadre d'une révolution « démocratique et pacifique » ? Au Venezuela, de par l'histoire particulière du mouvement révolutionnaire, l'armée est apparemment sous contrôle du gouvernement. Sera-ce suffisant pour éviter une issue non démocratique comme les opposants essayèrent de la provoquer le 11 avril 2002 en remplaçant Chavez par le dirigeant patronal Carmona ?

Quelle issue ?

L'opposition, même démembrée et divisée comme elle l'est actuellement, n'a pas déposé les armes. Elle dispose d'une issue constitutionnelle : la révocation des élus à mi-mandat.

Le président de la République arrive à mi-mandat le 19 août 2003, date à partir de laquelle l'opposition peut récolter des signatures pour soumettre sa révocation au référendum. Depuis plus d'un an, l'opposition ne cesse de répéter que l'immense majorité du pays veut le départ de Chavez. Cette certitude relève de auto-persuasion. Tant les sondages non diffusés que les manifestations en faveur de Hugo Chavez laissent penser que la victoire de l'opposition lors d'un référendum révocatoire n'est pas gagnée d'avance. Cela explique les stratégies multiples de l'opposition, la plus évidente étant d'utiliser les moyens de communications pour diffuser l'idée que, quoiqu'il arrive, le gouvernement est en train de pré-

Une politique anti-impérialiste

Pour un pays historiquement lié aux États-Unis, dont le département d'État avait fait un modèle de démocratie face au projet révolutionnaire cubain, la politique extérieure de Hugo Chavez constitue une rupture importante. Mieux, elle est la plus avancée des pays latino-américains, dans un pays aux portes de l'empire. C'est au nom de la lutte contre un monde unipolaire que la diplomatie vénézuélienne a développé des stratégies tous azimuts vers l'intégration latino-américaine, le renforcement des liens avec l'OPEP, le développement des relations économiques avec la Chine et la Russie.

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement a demandé au bureau militaire des États-Unis, installé dans la principale base militaire vénézuélienne de déménager. Il fit introduire dans la Constitution l'interdiction du territoire aux troupes étrangères. Dans le même temps, le gouvernement a interdit le survol du territoire vénézuélien aux avions US se dirigeant vers la Colombie dans le cadre de la surveillance prévue par le plan Colombie, lequel a été publiquement désapprouvé par le nouveau président. Le projet de Zone de Libre Échange des Amériques (ZLEA, ou ALCA en abréviation hispanophone) que les États-Unis voudraient voir entrer en vigueur en 2005 est refusé par le président Chavez, qui lui préfère une intégration politique latino-américaine. Lors du sommet à Québec, le Venezuela fut le seul pays à émettre des réserves à la mise en place de l'accord.

Toujours en relation avec la Colombie, le président Chavez refuse de qualifier les FARC d'organisation terroriste, se contentant de condamner les actions terroristes menées par cette guérilla.

Pendant sa campagne électorale et jusqu'à ce jour, le président Chavez fait de la solidarité avec Cuba un axe de sa politique extérieure. Contre l'embargo imposé depuis 1960 par les États-Unis contre l'île, le Venezuela a entamé une collaboration importante. Dans le domaine pétrolier, les deux pays ont signé un accord d'approvisionnement d'État à État, qui accorde à Cuba des conditions de crédit favorables indexées sur le prix international du baril : plus le baril est cher, plus la facture à payer cash est basse et la partie en crédit élevée. Cuba fournit en retour des contingents de médecins et d'entraîneurs sportifs, a soigné 5 000 patients vénézuéliens dans les hôpitaux cubains et accueille des centaines d'élèves dans ses écoles de médecine. Le Venezuela est le seul pays latino-américain à n'avoir pas voté la der-

nière résolution de la commission des droits de l'homme de l'ONU contre Cuba et Fidel Castro est régulièrement salué dans les apparitions publiques de Chavez.

Le Venezuela a signé un accord pétrolier avec une dizaine d'autres pays des Caraïbes et d'Amérique centrale, avec des conditions de crédit similaires, même si légèrement moins avantageuses que pour Cuba, qui assure aux petites économies des factures pétrolières moins douloureuses.

Chavez a soutenu la politique de relance de l'OPEP et a accueilli en 2000 le sommet de l'organisation pendant lequel il a été décidé de respecter scrupuleusement les quotas de production. La conséquence immédiate a été la remontée du prix du baril qui est passé de moins de 10 dollars à plus de 20 en quelques semaines. Dans le cadre de cette relance, le Venezuela a cherché le rapprochement avec les grands pays exportateurs que sont la Libye, l'Arabie Saoudite, l'Iran et l'Irak.

Chavez a rendu visite à Saddam Hussein, devenant le seul chef d'État à avoir bravé l'embargo décidé en 1991 par le conseil de sécurité des Nations Unies. Ces relations ont passablement énervé le département d'État de Washington, qui voit là un axe Venezuela-Moyen-Orient peu favorable aux importations de brut aux États-Unis.

Le Venezuela s'est opposé aux guerres en Afghanistan et à la récente guerre en Irak.

Récemment encore, Chavez s'en est pris au Fonds monétaire international, à la Banque Mondiale et à l'Organisation mondiale du commerce — agences qui oppriment les peuples plus qu'elles ne les aident.

Malgré tout, les relations commerciales avec les États-Unis ne sont pas modifiées. Le Venezuela reste le principal fournisseur américain de pétrole des États-Unis. Ces derniers, qui souhaitent la chute du Président Chavez et avaient participé activement à la tentative de coup d'État d'avril 2002 et reconnu le gouvernement transitoire du dirigeant patronal Carmona, sont isolés au niveau continental en raison du strict respect de la légalité constitutionnelle du gouvernement Chavez. L'Organisation des États Américains avait condamné le coup d'État. Pour autant, en dehors de Fidel Castro, Chavez ne bénéficie pas d'alliés stratégiques en Amérique. Lors de la dernière réunion du Groupe de Rio au Pérou (juin 2003), Chavez fut le seul chef d'État à émettre une « réserve stratégique intégrale » à la déclaration finale et a publiquement réclamé un débat international sur l'éventualité d'une intervention militaire en Colombie.

E. D.

parer une issue non constitutionnelle à la crise. En semant le doute dans le pays, l'opposition se prépare à expliquer que les conditions ne sont pas requises pour révoquer le mandat de Chavez. Par ailleurs, elle sait que le référendum contre Chavez sera nécessairement accompagné de référendums contre les gouverneurs et députés de l'opposition, et peu sont prêts à abandonner leurs positions de pouvoir.

En cas de révocation du mandat de Chavez, reste une inconnue de taille pour

l'opposition : rien n'indique jusqu'à preuve du contraire que l'actuel président ne pourrait se représenter à une nouvelle élection présidentielle. Dans ce cas de figure, le « chavisme » n'a qu'un seul candidat : Chavez. Combien de candidats représenteraient l'opposition ? Il suffit qu'elle n'en ait que deux pour que Chavez soit assuré de gagner la présidentielle. Et si le mandat de Chavez n'était pas révoqué, rien n'indique dans l'attitude de l'opposition qu'elle ne chercherait pas d'issue extra-constitutionnel-

le à son désir de déplacer le chavisme du gouvernement.

La « révolution bolivarienne » est une étape transitoire nécessaire qui peut ouvrir la voie à une révolution animée par les secteurs opprimés de la société vénézuélienne. Pour qu'elle voie le jour, elle a besoin de l'organisation de réseaux de solidarité politique et syndicale.

La malédiction pétrolière

Au Venezuela, politique et politique pétrolière ne font qu'un. Or, le pétrole est aujourd'hui la principale inquiétude des États-Unis. Ce qui se passe au Venezuela a donc des répercussions mondiales.

Le Venezuela est un des principaux producteurs de pétrole au monde, le 5^e exportateur mondial, seul membre américain de l'OPEP et de surcroît, le deuxième fournisseur de pétrole aux États-Unis, derrière l'Arabie saoudite. Les réserves connues de pétrole non conventionnel, extra-lourd, sont équivalentes aux réserves d'Arabie Saoudite. Ces pétroles extra-lourds sont ceux qui permettent de produire le plus de dérivés. Le pétrole représente 50 % des recettes fiscales et 80 % des exportations du Venezuela.

Lors de son arrivée au pouvoir, Chavez avait déclaré vouloir faire du pétrole le moteur de la nouvelle économie vénézuélienne au service de l'ensemble de la population. Face à lui se trouvent les tenants d'une politique pro-impérialiste qui permettaient à un petit nombre de s'approprier des richesses nationales au détriment du développement.

A l'ombre des États-Unis

Pour comprendre le conflit pétrolier des mois de décembre et janvier qui a paralysé le pays, épine dorsale du conflit politique, il est indispensable de replacer le contexte politique interne du Venezuela dans la géopolitique énergétique mondiale. Le coup d'État du mois d'avril 2002 et les tentatives de déstabilisation du gouvernement de

Hugo Chavez s'inscrivent dans la stratégie impérialiste de contrôle des ressources pétrolières. A partir des attentats du 11 septembre 2001, la conjoncture pétrolière interne du Venezuela prend un tour nettement international. Avec les soupçons de financement par l'Arabie saoudite du réseau Al-Qaïda, les États-Unis se rendent compte que la monarchie Saoud est un allié de moins en moins sûr pour leur approvisionnement énergétique. D'où la nécessité de contrôler d'autres réserves de pétrole qui explique l'intervention militaire en Afghanistan, puis la volonté de mettre la main sur les réserves pétrolières irakiennes. Le Venezuela est inscrit dans cet agenda géopolitique, tout comme le Plan Colombie (appelé par certains le Plan Grande Colombie, qui regroupait auparavant l'Équateur, la Colombie, le Venezuela et le Panama). P. Coverdell, sénateur états-unien expliquait en avril 2000 : « Pour contrôler le Venezuela, il est nécessaire d'intervenir militairement en Colombie » (1).

Avec 4 % de la population mondiale, les États-Unis consomment 26 % de la production mondiale de pétrole et 45 % des carburants. L'Europe consomme 21 % de la production pétrolière et 25 % des carburants (2). Si la planète entière avait le même modèle de développement que les États-Unis, on estime qu'il faudrait 500 millions de barils par jour de pétrole conventionnel, ce qui épuiserait les ressources mondiales en 6 ans. Les États-Unis importent aujourd'hui 60 % de leur consommation de pétrole, en 2020 ces importations s'élèveraient à 80 %. Chaque année, le déficit énergétique des grandes puissances mondiales, au premier rang desquelles se trouvent les États-Unis, augmente. Ce pays a donc besoin d'accroître substantiellement ses importations de pétrole au risque de se trouver dans une situation précaire en terme de sécurité nationale. L'appareil militaire des États-Unis est grand consommateur d'énergie... d'où la stratégie d'appropriation par la force des grands gisements pétroliers.

Sous l'impulsion de Hugo Chavez et d'Ali Rodriguez (3), l'OPEP a été relancé. Le prix du baril est alors passé de 8 à 30 dollars. Le Venezuela estime que le « juste prix du pétrole » se situe entre 22 et 30 dollars le baril, assurant un



revenu correct aux pays exportateurs et un prix raisonnable aux pays importateurs. L'Agence Internationale de l'Énergie, sorte d'organisation internationale des pays importateurs, est évidemment d'un autre avis. Parallèlement, le Venezuela a développé une politique de coopération avec la région des Caraïbes pour amortir l'impact de la facture pétrolière pour les pays les plus faibles économiquement.

Avec cette relance de l'OPEP lors du sommet de Caracas en 2000, l'organisation internationale devient la bête noire des pays importateurs. Selon les défenseurs de cette politique vénézuélienne, l'OPEP représente « le lien historico-culturel et d'intérêts géopolitiques entre le Venezuela, l'Amérique latine et le monde arabo-islamique ».

« Nationalisation » clientéliste

Les meilleurs alliés des États-Unis se trouvaient jusqu'au mois de décembre 2002 à la tête de la compagnie pétrolière nationale, Petroles de Venezuela S.A (PDVSA) et sont, avec les médias privés, les fers de lance de l'opposition à Chavez. On a pu voir par exemple Guaicaipuro Lameda — le PDG de PDVSA mis à l'écart quelques jours plus tôt — à l'arrière d'une moto de la police métropolitaine de Caracas en train de diriger la



1. Exposé de Victor Poleo dans le cadre d'un forum itinérant au Venezuela : « PDVSA por dentro ».

2. ibid.

3. Ali Rodriguez, ancien guérillero, s'était spécialisé dans l'analyse des questions pétrolières depuis l'époque des Forces Armées de Libération Nationale. Il fut successivement ministre de l'énergie de Chavez, représentant du Venezuela à l'OPEP, et actuellement directeur de PDVSA.

Venezuela

manifestation qui déboucha sur le coup d'État du 11 avril 2002.

Paradoxalement, c'est avec la nationalisation de l'industrie pétrolière par Carlos Andres Perez en 1976 que commencent les problèmes. Les nouveaux directeurs sont les cadres vénézuéliens des grandes entreprises étrangères qui, jusqu'alors, exploitaient cette ressource minière. Plutôt que de modifier l'économie politique du pétrole, ils vont gérer PDVSA comme ils gèrent les entreprises privées. L'entreprise nationale va se comporter comme une entreprise privée transnationale, dont un des objectifs centraux va être d'échapper au contrôle de l'État. Plutôt que de gérer les réserves de façon à ce que les générations futures bénéficient de cette manne financière, la stratégie adoptée est de vendre le plus possible afin de s'enrichir le plus rapidement possible. Ainsi, le Venezuela ne respecte ses quotas de production faisant baisser le prix du baril jusqu'à 7 dollars.

Pour illustrer la stratégie d'évitement du contrôle de l'État sur cette ressource nationale, certaines évolutions de prix et coûts de l'entreprise sont très parlantes. Entre la nationalisation de 1976 et l'année 2000, la production va augmenter de 50 % tandis que les coûts d'extraction par baril augmentent de 175 %. En 1976, pour chaque baril de pétrole exporté, 80 % des recettes finissent dans les caisses de l'État, en 2000 seulement 20 % viennent alimenter le budget de l'État. L'essentiel de la plus-value pétrolière échappe donc à l'État

ces investissements. Le hic, c'est que depuis 1983, l'immense majorité des bruts raffinés et distribués par ces installations sont des pétroles conventionnels. Ces investissements sont donc inutiles pour le Venezuela, qui perd autant de ressources nécessaires à son développement intérieur. Depuis l'arrivée de Chavez au pouvoir, le gouvernement demande l'ouverture des livres de comptes de l'entreprise afin de les soumettre à un audit... ce qu'a toujours refusé la direction.

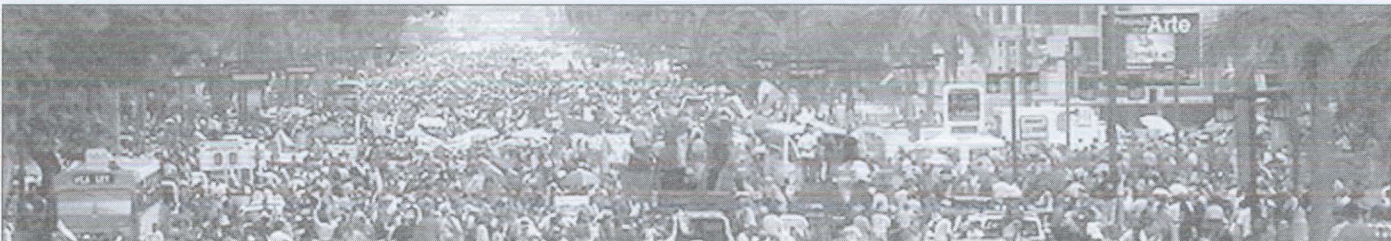
Pour couronner le tout, la direction de l'entreprise a cédé à une entreprise sous-traitante l'ensemble du système d'information de PDVSA. L'entreprise qui a bénéficié de ce contrat, Intesa, est détenue à plus de 50 % par l'organisation chargée du système d'information du Pentagone. PDVSA est probablement la seule entreprise stratégique au monde à avoir offert sur un plateau l'ensemble de ses données les plus confidentielles à une entreprise sous-traitante de surcroît liée à son plus gros acheteur, les États-Unis.

Parmi les coûts démesurés de l'entreprise, on doit signaler les salaires particulièrement élevés des cadres dirigeants. Cette politique salariale s'est étendue à presque tous les salariés statutaires de l'entreprise, qui sont devenus, de fait, les salariés les mieux rétribués du Venezuela. Conséquence, les travailleurs de l'entreprise sont plus liés à l'encadrement et à la survivance de ce système qu'à la classe travailleuse. Cela explique que lorsque la direction de l'entreprise et la confé-



Toute cette politique sera menée au nom du principe « *méritocratique* » qui veut que seuls les « *travailleurs du pétrole soient à même de gérer un business aussi complexe que celui-là* » comme ne cesse de l'expliquer l'association Gente del Petroleo qui regroupe les travailleurs de PDVSA qui ont suivi la grève et qui est aujourd'hui en quelque sorte le syndicat des salariés renvoyés à la fin janvier.

Car la réplique du gouvernement Chavez a été ferme à partir du mois de décembre 2002. Le pétrole est devenu un élément de la sécurité nationale et, à ce titre, des mesures exceptionnelles ont été prises. La militarisation des sites a permis de mettre un terme aux sabotages des cadres et des techniciens. Une fois convaincu que la stratégie de l'opposition avait échoué — « *si PDVSA se met en grève, le pays s'effondre en une semaine* » (4) expliquait Luis Giusti, espérant que l'armée interviendrait pour renverser Chavez —, le gouvernement a entrepris une grande vague de



par de multiples mécanismes. Le plus important d'entre eux va être la politique dite d'internationalisation du pétrole.

Les réserves stratégiques les plus importantes du Venezuela sont les pétroles extra-lourds, les plus riches en potentialités de dérivés, mais aussi les plus compliqués à raffiner. La direction de l'entreprise va investir massivement de l'argent à l'extérieur dans des raffineries censées accueillir ces pétroles non conventionnels. Aujourd'hui, PDVSA est propriétaire de 8 raffineries de ce type aux États-Unis, le Venezuela se convertissant en premier pays du Sud à exporter ses capitaux vers le Nord. Un réseau de 15 000 franchises Citgo se trouve aux États-Unis, pour la commercialisation, en principe, des produits vénézuéliens. Ces investissements échappent au contrôle de l'État, mais aussi permettent d'externaliser les bénéfices et les rendre non imposables par le fisc vénézuélien. Entre Citgo et les raffineries, ce sont pas loin de 10 milliards de dollars qui ont été exportés vers les États-Unis. Si effectivement ces installations servaient à exporter du pétrole extra-lourd, il serait légitime de débattre de l'utilité ou non de

dérivation syndicale, historiquement et organiquement liée au parti AD, parti pivot de l'ancien régime politique, ont décidé de bloquer la production du pétrole, les travailleurs statutaires ont relayé pour une bonne partie la « *grève* ». Ajoutons enfin que pas loin de 10 000 salariés de PDVSA travaillaient à Caracas, la capitale du Venezuela... où il n'y a pas une goutte de pétrole. Quatre énormes immeubles abritaient ces milliers de salariés « *du siège* ». Bien plus qu'il n'en faut pour faire tourner l'entreprise. En fait, PDVSA a servi depuis 1976 de grande caisse pour alimenter le clientélisme politique, une des plaies de l'ancien système politique. Selon les arrivées de nouveaux ministres, de nouveaux salariés s'ajoutaient aux autres sans raisons objectives de production.

Une reprise en main

Ceux qui ont refusé de se plier à cette stratégie d'étranglement du pays sont les travailleurs qu'on appelle « *les contractuels* », en réalité salariés d'entreprises d'interim. Ces travailleurs sont syndiqués dans Fedepetrol, une des fédérations les plus importantes de la CTV qui, elle, a refusé depuis le début de suivre ce mouvement de grève patronale. Bien sûr, ce refus n'a jamais été signalé par les grands moyens de communication.

licenciements. Tous ceux qui ont abandonné leur poste ou ont participé aux sabotages ont été licenciés, soit environ 15 000 personnes. Ces licenciements sont justifiés par le fait que la grève était une grève politique de caractère insurrectionnel et que les caractéristiques de l'industrie pétrolière imposent qu'on n'arrête pas les machines sous peine de les voir détruites (5).

Après cette reprise en main de l'industrie, le gouvernement espère une modification du rapport entre prix et coûts, ce qui permettrait à l'État vénézuélien de voir augmenter substantiellement ses ressources après un blocage de l'économie en décembre-janvier qui lui a coûté environ 6 milliards de dollars. « *La preuve qu'on n'avait pas besoin de toute cette bureaucratie, c'est que l'industrie pétrolière est repartie sans les salariés renvoyés* », expliquait Ali Rodriguez en février. De fait, l'entreprise a été reprise en main essentiellement par les salariés contractuels, remise en route à laquelle a activement participé Fedepetrol. Cela a permis à son secrétaire général, Rafael Rosales, d'exiger du gouvernement un nouveau type de cogestion de l'entreprise avec ses salariés de base. Symbole ou plat de lentilles, Rafael Rosales a été nommé, au titre de ses activités syndicales, à la direction de PDVSA au début du mois de mars.

E. D.

4. *El Universal*, du 24 novembre 2002

5. Il s'agit là de données techniques : une raffinerie doit être maintenue en permanence « *sous pression* » au risque de la voir mise hors d'usage.

Bilan de la révolte et de la politique de la gauche

Par
Claudio Katz*

Le contraste entre la rébellion sociale et le vote en faveur des conservateurs constitue la donnée la plus significative de l'élection présidentielle du 27 avril 2003. Dans le pays des piquets et des casseroles, les partis traditionnels ont une nouvelle fois capturé le gros des suffrages et sont parvenus à neutraliser, pour le moment au moins, la grande exigence de la révolte populaire : « *Que tous s'en aillent !* » (1)

Cette fracture entre les assemblées et les charivaris, d'une part, et le résultat électoral de l'autre, a provoqué des réactions symétriques. Certains analystes ont conclu à la fin de la rébellion, alors que d'autres estiment qu'elle resurgira, une fois terminé « *l'épisode électoral* ». Les deux visions paraissent oublier que la contradiction entre la lutte sociale intense et la faible mobilité politique n'est pas nouvelle en Argentine. L'histoire des mouvements populaires est marquée par ce conflit, qui émerge aujourd'hui dans de nouvelles conditions.

Comment domine la classe dominante

De nombreuses analyses de l'élection prétendent déchiffrer « *le message envoyé par la société* », en omettant les trois grandes limites qui l'ont encadré.

La première limite est intrinsèque au régime actuel et se fonde sur le pouvoir économique des capitalistes, qui contrôlent les piliers du système politique, structurés autour des appareils des partis et des moyens de communication. Ce manège opère de manière grossière à travers les caciques régionaux — qui achètent les votes et manient les subsides — et de manière plus subtile à travers le marketing politique, qui vend des images, ravive les nostalgies et ressuscite les mythes.

La seconde limite est imposée par les créanciers du Fonds monétaire international (FMI), qui conditionnent le vote par un cadre de catastrophe sociale et de paupérisation

Les résultats du 27 avril

Dix huit candidats briguaient la présidence le 27 avril 2003. Trois d'entre eux étaient issus du Parti justicialiste (péroniste) — Carlos Menem (qui fut président de 1989 à 1999) a obtenu 24,45 % des suffrages exprimés, Nestor Kirchner (gouverneur de la province pétrolière de Santa-Cruz), qui a obtenu 22,24 % des voix, et Adolfo Rodríguez Saá (président éphémère qui a succédé à Fernando de la Rúa en décembre 2001), qui a obtenu 14,11 % des voix. Ricardo Lopez Murphy, dissident du Parti radical, néolibéral de choc, a obtenu 16,37 % des voix (le candidat officiellement investi par l'Union civique radicale n'a obtenu que 2,34 %). Le centre-gauche — l'ARI (Association pour une République des égaux) — a présenté Elisa Carrió, députée de la province du Chaco, opposée à la liberté de l'avortement, qui a obtenue 14,05 % des suffrages exprimés. Notons enfin les scores des candidats de la gauche argentine : Patricia Walsh de la Gauche unie (IU, formée par le Parti communiste et le Mouvement socialiste des travailleurs), a obtenue 1,72 % et Jorge Altamira du Parti ouvrier 0,72 % des voix.

La participation a atteint 78,22 % des inscrits (19 930 111 votants). Il y eut 2,72 % de votes blancs et nuls.

Le 14 mai, Carlos Menem s'est retiré de la compétition pour le second tour, laissant la présidence à Nestor Kirchner.

massive, en réduisant de manière dramatique les options proposées. La concurrence entre les présidentiables se dissout ainsi dans la question : Qui sera l'artisan du prochain ajustement ? Les principales décisions ne sortent pas des urnes, mais sont imposées depuis Washington, relayé par le ministère de l'économie, avant ou après le vote.

La troisième limite a été spécifique à ces élections, organisées en violation de toutes les règles constitutionnelles. Le gouvernement a décidé arbitrairement de leur date, a

empêché le renouvellement de tous les mandats et a monté une chronologie de dépôt de candidatures, d'échéances et de législations adaptées aux convenances de chaque gouverneur justicialiste (2). C'est pourquoi la menace de la répétition de la fraude — enregistrée lors des élections de Catamarca et de l'élection présidentielle précédente — a plané jusqu'au dernier moment sur le processus électoral.

Analyser ce qui c'est passé le 27 avril sans prendre en compte ces limites conduit

* Claudio Katz, professeur à l'Université de Buenos Aires et chercheur au CONICET, est un des animateurs du réseau argentin Economistas de Izquierda (EDI, Économistes de gauche). Ses écrits peuvent être consultés sur le site web : <www.netfor-sys.com/claudiokatz>. Cet article, écrit au début du mois de mai, est centré sur le bilan de l'élection présidentielle du 27 avril. Les événements vont vite et, depuis la formation du gouvernement Kirchner, l'Argentine connaît une situation nouvelle, qui apparaît tant au niveau de la politique de l'administration Kirchner qu'à celui des attentes populaires envers le gouvernement. L'article n'inclut pas l'analyse de cette nouvelle situation. Il éclaire par contre le bilan de la révolte populaire et de la politique menée par la gauche

argentine.

1. Rappelons qu'à la suite des manifestations contre le blocage des comptes bancaires par le gouvernement, le président Fernando De la Rúa (radical, élu en 1999 à la suite d'un accord constituant l'Alliance, entre l'Union civique radicale, UCR, et le centre-gauche regroupé dans le Front pour un pays solidaire, FREPASO) a tenté d'imposer l'état de siège et a fait ouvrir le feu sur les manifestants. Incapable de stopper la révolte, il a démissionné, laissant la place à Adolfo Rodríguez Saá (péroniste) qui, après avoir pris la décision de suspendre le paiement de la dette extérieure, a été également incapable d'arrêter les mobilisations et a été forcé de se démettre. Le congrès a alors élu Edouardo Duhalde (péroniste) à la présidence. Pour une

analyse de la révolte populaire argentine, on se reportera aux articles parus dans *Inprecor* n° 466/467 de janvier-février 2002, n° 468/469 de mars-avril 2002, n° 470/471 de mai-juin 2002 et le n° 474 de septembre 2002 ; Pour une présentation des élections, cf. *Inprecor* n° 482 de mai-juin 2003.

2. Le Parti justicialiste (PJ), fondé en 1945, est aussi appelé « péroniste » du nom de son fondateur, Juan Domingo Perón (dictateur de 1946 à 1955, puis président en 1973-1974, remplacé par sa troisième femme après sa mort, jusqu'au coup d'état militaire de 1976). La bureaucratie péroniste contrôle, avec le recours à des méthodes mafieuses, les centrales syndicales CGT et CGT rebelle.

Argentine

à caractériser le résultat de manière arbitraire, en fonction des préjugés en vogue. Tant ceux qui se sont félicités de la « *sagesse retrouvée de la société* », que ceux qui regrettent la « *vocation masochiste* » des citoyens, oublient que l'exercice réel de la souveraineté populaire a été une nouvelle fois dénaturé par les mécanismes de la domination capitaliste.

La reconstruction de l'État

Ces dispositifs de contrôle — sérieusement menacés par la révolte des 19 et 20 décembre 2001 — ont à nouveau opéré pleinement le 27 avril 2003. Le résultat électoral s'explique par cette reconstruction, qui a commencé par l'ajournement des élections après le massacre de Avellaneda (3). Duhalde a réduit la tension sociale en instituant des plans de subsistance pour les chômeurs, a désactivé le « *corralito* » (4) en confisquant l'épargne de ceux qui n'avaient pas de protection (et en compensant les pertes des classes moyennes aisées) et a orchestré une répression sélective pour affaiblir l'avant-garde de la rébellion.

Le justicialisme a une grande expérience dans cette tâche de reconstruction de l'État (retour de Perón en 1972, sortie de l'hyperinflation en 1989, remplacement de De la Rúa en 2001) et c'est pourquoi la classe dominante lui a confié l'exercice du gouvernement. Si le Parti justicialiste (PJ) a perdu son rôle dirigeant, sa cohésion et son enracinement populaire, il a préservé un appareil jusqu'à maintenant irremplaçable pour la gestion de l'État, fondé sur les caudillos

locaux. Duhalde a reçu les éloges unanimes des capitalistes, parce qu'il est parvenu à tempérer la remise en question populaire des présidents fraudeurs, des législateurs illégitimes et des juges corrompus.

Cette reconstruction partielle de l'autorité de l'État a été possible du fait de l'hégémonie que préservent encore, d'une part le justicialisme sur les travailleurs et les chômeurs, et d'autre part le radicalisme sur les classes moyennes. Un ligotage politique du peuple se maintient au travers des mêmes fonctionnaires qui ont été répudiés par les manifestations. Ce paradoxe est une contradiction dont les racines sont politiques et qui ne peut être expliqué en termes de schizophrénie psychologique.

Le gros de la population mobilisée ne s'est pas dégagé de l'horizon capitaliste incarné par le PJ et les variantes de l'Union civique radicale (5), ne parvenant pas à concevoir une rupture avec le régime social qui l'opprime. C'est pourquoi, lorsqu'ils sanctionnent par leur vote les responsables d'une débâcle, ils s'inclinent en faveur des responsables de la débâcle précédente. Si cette alternance s'est à plusieurs reprises fissurée, le mécanisme n'a jamais été définitivement cassé. Les capitalistes dominent dans le monde entier au moyen de fausses polarisations, mais ce qui est frappant en Argentine, c'est la capacité de survie de ce mécanisme après tant de crises sociales et de défaites politiques. La différenciation fictive continue à fonctionner, les scènes d'insultes se répètent avant chaque élection et sont suivies après par les embrassades entre les prétendus ennemis farouches et par les

accords garantissant l'impunité des gestionnaires écartés.

Il est certain que ce bipartisme a cette fois-ci subi une fracture. Pour la première fois le péronisme s'est présenté divisé lors d'une élection présidentielle et le sigle de l'UCR a pratiquement disparu. Mais les cinq candidats qui ont occupé le devant de la scène électorale ne représentent qu'une autre forme des mêmes vieilles polarisations fictives. Et les bases sociales de chaque écurie n'ont pas été modifiées : les classes moyennes aisées ont voté en faveur de Lopez Murphy et de Menem, les classes moyennes basses et les travailleurs urbains en faveur de Carrió et de Kirchner (6), et les segments les plus pauvres de l'intérieur en faveur de Menem et de Rodríguez Saá (7).

Le troisième moment de la rébellion

Alors, il ne se serait rien passé lors de « *l'Argentinazo* » ? L'extraordinaire révolte populaire s'est-elle dissipée sans laisser de traces ? En réalité, les transformations générées par le soulèvement suivent leurs cours, mais à un rythme déconnecté du calendrier électoral. Cette déconnexion n'est pas nouvelle, c'est même le modèle fréquent de nombreux soulèvements, auxquels a succédé un climat de « *restauration de l'ordre* » paraissant diluer l'effervescence précédente. Alors que les effets politiques du soulèvement sont assimilés par la conscience populaire, les phases de stabilité gouvernementale subsistent et cachent la continuité plus souterraine du mouvement. Nous assistons actuellement à l'essoufflement du troisième moment de la rébellion commencée en décembre 2001.

Le premier moment de cette lutte a été marqué par l'échec de l'état de siège et l'irruption des assemblées populaires, par les cacerolazos (8) et les marches de la jeunesse. Le second moment fut marqué par la réaction populaire après les assassinats de Kosteki et de Santillán (9) et a abouti à un record de 17 000 manifestations en un an et à 47 actions de rue par jour, qui ont imposé de fait le droit des « *piqueteros* » (10) de couper les routes.

Le troisième moment de la révolte se développe depuis le début du printemps 2003 et est caractérisé par une contre-offensive répressive du gouvernement, qui prétend frapper à la tête le mouvement piquetero, effrayer les assemblées et déloger les travailleurs des entreprises occupées. Mais cette agression doit faire face à une dure résistance populaire et son dénouement n'est pas encore prévisible. Il est par contre

3. Brutale répression contre les manifestants, qui s'est soldée par deux morts, 190 blessés et 160 arrestations le 26 juin 2002.

4. Le nom de « *corralito* » — petit enclos pour les animaux de basse cour ou parc pour les bébés — a été donné à l'ensemble des mesures de restriction draconiennes des retraits bancaires et du change des devises (provoquant une véritable confiscation de l'épargne populaire) qui fut à l'origine de la révolte de décembre 2001.

5. L'Union civique radicale (UCR) est le parti traditionnel de la bourgeoisie argentine (fondé en 1890). Raúl Alfonsín (président de 1983 à 1989) et Fernando de la Rúa (président de 1999 jusqu'à sa démission sous la pression de la révolte le 21 décembre 2001) sont issus de l'UCR, qui a connu une crise après la démission de De la Rúa.

6. Néstor Kirchner, qui a obtenu seulement 22,24 % des suffrages exprimés le 27 avril, a finalement été déclaré élu à la suite du retrait le 14 mai de Carlos Menem, arrivé en tête avec 24,45 % des voix. Kirchner entame ainsi son mandat en tant que président le plus mal élu de l'histoire argentine (le seul précédent est celui du radical Arturo Illia, élu avec 24 % en 1963, renversé par un coup d'État militaire en 1966).

7. Adolfo Rodríguez Saá a été élu président par le Congrès à la place de De la Rúa, démissionnaire, le 23 décembre 2001. Devant la reprise des manifestations les 28 et 29 décembre, il a été contraint par ses pairs à la démission le 30 décembre 2001.

8. Manifestations bruyantes, marquées par les concerts de casseroles.

9. Maximiliano Kosteki [et non Costequi comme nous l'avions

écrit dans Inprecor n° 472/473] et Dario Santillán, jeunes militants piqueteros, furent assassinés le 26 juin 2002 (cf. Inprecor n° 472/473 de juillet-août 2002) par les policiers et les gendarmes de la préfecture maritime. 190 autres militants furent blessés et 160 arrêtés et torturés dans les commissariats. La CTA (Centrale des travailleurs argentins), le Bloc national Piquetero, les organisations de quartiers et les partis et mouvements de gauche avaient appelé à une grève générale le lendemain. Ces événements ont passé dans l'histoire sous le nom de « *Massacre de Avellaneda* ».

10. Les « *piqueteros* » (du terme « *piquete* » : barrage de route) sont les travailleurs sans emploi qui se sont organisés pour la satisfaction de leurs revendications.

notable que la classe dominante a réussi à empêcher que ce lien social ne trouve une expression électorale et les porte-parole de la réaction se sont réjouis de ce succès.

La déroute de la droite

Obnubilée par sa haine de classe, la droite ignore totalement les effets du soulèvement. Elle s'est tranquillisée en se déclarant satisfaite par la « sagesse » d'une « société qui a appris à se préserver » (*La Nación*). Elle tente d'oublier de cette manière la panique qu'elle exhibait l'an dernier. Mais les Grondona, Botana et Escribano (11) se hâtent trop en fêtant la victoire. Ce n'est pas la première fois qu'ils enterrent une révolte en plein développement, car leur capacité de comprendre ce processus est nulle. Comme ils ne connaissent la lutte sociale que par ce qu'en montre la télévision, ils ne peuvent même pas imaginer l'évolution de l'esprit populaire.



Certains analystes évoquent également « un tournant à droite » sans remarquer que le « vote méfiant » du 27 avril n'a pas introduit de changements significatifs de la carte électorale. Lopez Murphy a capturé une nouvelle fois le vote droitier, qui soutenait traditionnellement les Alsogaray et les Cavallo, mais il n'est pas parvenu à canaliser le même niveau de radicalité réactionnaire. Au lieu de faire appel à l'armée, la droite pondère la démocratie et au lieu de dédaigner les « sales gueules », elle promet de réduire la pauvreté. La droite ne convoque plus ses troupes pour applaudir les privatisations et va jusqu'à appeler des intellectuels pittoresques du vieux progressisme pour colorer ses messages.

Mais aucune de ces manœuvres n'est parvenue à faire dépasser l'isolement social de la droite ni son incapacité congénitale de gouverner sans le soutien du quartier général des militaires, justicialistes ou radicaux. Cette impotence a été aggravée par deux

facteurs : la difficulté de la classe dominante pour employer les vieilles solutions putschistes (après l'héritage désastreux laissé par la dernière dictature) et la dissolution de la forte animosité qui opposait traditionnellement la classe moyenne aux travailleurs. A la différence du Venezuela, la droite ne dispose pas de soutien social pour entamer une croisade pro-impérialiste. Voilà pourquoi l'élite capitaliste — qui pense en termes de gouvernabilité — a préféré Menem à Lopez Murphy.

Une carte électorale figée

La défaite de l'establishment telle qu'elle apparaît à la lumière des résultats électoraux est une impression conjoncturelle, parce que la recomposition du régime n'est que partielle. La classe dominante n'a pas réussi à s'unir avant l'élection autour d'un parti, d'un chef ou d'un projet commun, comme ce fut le cas dans les années 1980 et

1990. Le nouveau président, issu d'un ballottage inachevé entre deux candidats justicialistes, débute avec une faible légitimité.

L'espoir d'équilibrer le fonctionnement du régime actuel par une fragmentation de la mosaïque politique en 5 ou 6 fractions est illusoire, car pour appliquer le prochain ajustement la classe dominante a besoin de reconstruire un pouvoir fort et non un

réseau de conglomérats parlementaires. D'autre part, cette fragmentation ne rend nullement « transparente » la vie politique, car les décisions significatives continuent à être adoptées au travers des tractations secrètes entre l'exécutif et les cercles partisans ayant accès au pouvoir réel.

Mais la principale faiblesse du nouveau gouvernement c'est sa faible assise populaire. Si la participation électorale a été très élevée au premier tour de l'élection présidentielle et si elle aurait pu être aussi élevée lors du second tour, tous les sondages coïncident pour indiquer qu'une apathie à l'égard du système et un rejet de ses représentants se maintiennent. Aucun des politiciens du régime n'est parvenu à susciter l'enthousiasme dont avaient bénéficiés, lors de leur élection, les présidents Alfonsín ou Menem, ni même l'acceptation prudente qui avait accompagnée l'élection de De la Rúa à ses débuts. C'est pourquoi le vote a été si incertain et que les électeurs se sont plus orientés en

fonction de la nostalgie d'un passé idéalisé qu'en fonction des espoirs d'avenir.

La réapparition de Menem a suscité les interprétations les plus variées. Certains l'ont attribuée à la nostalgie de la classe moyenne pour la convertibilité, d'autres à l'aspiration populaire d'une figure protectrice et beaucoup aux goûts des Argentins pour la transgression. Les critiques attribuent par contre la résurgence du baratin ménémiste au « petit fasciste qui dort dans chacun ». Toutes ces hypothèses reposent sur la conviction que la libre élection citoyenne se caractérise en fin de compte par l'émergence de la stupidité, de la fierté et du masochisme. Elles omettent de remarquer que la renaissance de Menem constitue un complément de la restauration du régime incarné par son adversaire Duhalde. Dès que l'exigence de « les expulser tous » fut contenue, le scénario du « retour de tous les précédents » s'est mis en place.

Le retour de Menem est cependant difficile (tant sur le plan électoral qu'à la suite d'un éventuel échec du gouvernement Kirchner), car son crédit est érodé, y compris parmi ses partisans. La confusion est si grande dans ce domaine que, selon les sondages, beaucoup de ceux qui avaient choisi Menem l'ont fait « pour mettre fin à la corruption ». Ces inconsistances s'étendent également à l'électorat de Rodríguez Saá, qui a capté les votes nostalgiques du vieux péronisme que l'actuelle génération ne connaît pas réellement. Que ce résidu du passé resurgisse à chaque élection est une donnée anecdotique ou un aspect du folklore patriotique que doivent périodiquement exhiber ceux qui soumettent le pays.

Les fictions du centre-gauche

Le centre-gauche a été le principal soutien de l'opération de reconstruction étatique. Il a constitué un « espace progressiste » avec Duhalde, Lavagna, Carrió et la direction de la Centrale des travailleurs argentins (12) qui s'est concrétisé dans leur soutien commun à Kirchner dans la perspec-

11. Grondona, Botana y Escribano sont des porte-parole médiatiques de la droite.

12. La Centrale des travailleurs argentins (CTA), issue de la crise de la bureaucratie syndicale péroniste, est celle qui a pris le plus de distances avec la tradition péroniste. Après avoir joué un rôle important dans le développement du mouvement piquetero (cf. *Inprecor* n° 461/462 d'août-septembre 2001) et dans les mobilisations sociales qui ont précédé les élections provinciales, législatives et municipales d'octobre 2001, sa direction a pris peur de la radicalité de la révolte populaire et, depuis la fin décembre 2001, tente de la canaliser, voire de la diviser.

Argentine

tive du second tour.

Pour la énième fois, les « *rénovateurs* » du péronisme et les « *transformateurs* » du radicalisme ont eu recours à l'argument du « *moins mal* » pour étayer un régime qui paupérise la population. Ils ont gonflé le fantôme de Menem pour donner plus de crédit au chantage du « *vote utile* », recourant une nouvelle fois au soutien accordé à ceux qui détruisent le pays au nom du danger d'une destruction plus grande encore. Cette même justification les avait déjà conduit à voter en faveur d'Alfonsín contre Luder en 1983, de Menem contre Angeloz en 1989 et de De la Rúa contre Duhalde en 1999. Ce même critère les a poussés à engager leur responsabilité dans les politiques de paupérisation et de chômage avec l'appui accordé à Machinea contre Cavallo, à Cavallo contre Lopez

méridional de Repsol-YPF (14) font partie du réseau mafieux des caudillos du Parti justicialiste.

Faux dilemmes et modèles

Le progressisme soutien Kirchner avec deux arguments : éviter l'escalade de la répression que préconise Menem et renforcer le « *modèle économique productiviste* » contre le néolibéralisme.

L'appel à mettre en échec le « *Le Pen argentin* » n'est possible qu'à la condition de ne retenir que ce que dit Menem et d'occulter ce que fait Duhalde. En alertant contre l'intervention de l'armée que voudrait Menem, on dissimule la politique du bâton mise en œuvre par le président Duhalde avec l'approbation de son candidat. C'est

Le prétendu « *affrontement entre deux modèles économiques* », mis en avant par les progressistes, relève d'une fiction encore plus grossière. Cette opposition a été soigneusement préparée par une année d'éloges de celui qui porte la responsabilité de la paupérisation, du chômage et de l'indigence. Lavagna n'a jamais appliqué un quelconque programme keynésien de relance, mais il jouit d'un « *état de grâce* » du fait de son habileté politique et de la complicité de ses courtisans. Comme il attribue tous les malheurs du pays à « *l'héritage* », il passe pour exempté de l'hécatombe provoquée par le modèle qu'il a appliqué et de la dévaluation qu'il a acceptée. L'artisan du prétendu « *modèle productiviste* » a pourtant organisé un sauvetage sans précédent des banquiers en puisant dans le trésor public et a appliqué durant plus d'un an une « *politique nationale* » fondée sur le transfert de millions de dollars aux créanciers du FMI.

L'image industrialiste dont se drape Lavagna vise à souligner les désaccords limités qui le séparent de son adversaire. Les véritables divergences entre les deux tenants du néolibéralisme sont en réalité moins grandes que celles qui existent au sein des deux équipes économiques. Tout comme Lavagna, Melconian parle devant les journalistes du « *capitalisme progressiste* » et ne promet nullement le retour à un taux de change fixe avec le dollar. Il n'est même pas sûr qu'il diverge d'avec son rival sur le projet états-unien de la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) et sur le Mercosur.

Le cycle économique arrive actuellement à un point d'inflexion, une reprise semblant succéder à la dépression, comme c'est généralement le cas lors de grands effondrements. Dans ce nouveau cadre, les deux exécutés potentiels du prochain ajustement défendent la même stratégie exportatrice, fondée sur les bas salaires et le maintien de la misère, avec les encouragements du gros de la classe capitaliste. C'est pourquoi l'establishment ne s'est pas engagé et maintient des liens avec les deux protagonistes sans manifester clairement ses préférences. Une reprise fondée sur l'augmentation des revenus populaires est un programme que ni Melconian, ni Lavagna n'envisagent. Les deux ministrables se consacrent à la préparation des attaques sociales qu'ils comptent mettre en œuvre pour négocier avec les créanciers la reprise du paiement des intérêts de la dette.

Le centre-gauche de l'ARI, qui soutient Lavagna, se console en regardant le résultat électoral acceptable de sa candidate et envisage d'appuyer « *tactiquement* » Kirchner, pour « *gagner du temps* », « *accumuler des*



Murphy, à Remes contre Pou etc., etc. (13)

C'est encore ce qu'ils ont réitéré cette fois-ci, en avalisant Duhalde-Kirchner contre Menem. Ils oublient simplement qu'il s'agit là d'un réalignement de plus dans le camp du justicialisme. De même que Duhalde a été vice-président de Menem (et donc coresponsable de l'héritage des années 1990), le ménémiste Scioli sera le vice-président de Kirchner, suivi par toute la gamme des ex-ministres et gouverneurs qui changent d'allégeance lorsque l'occasion l'exige.

La prétention « *rénovatrice* » qui a accompagnée l'ascension de Kirchner est d'autant plus grotesque que toutes les « *têtes nouvelles* » qui soutiennent l'agent

Duhalde qui est l'instigateur du massacre de Avellaneda et de la répression de Brukman (15). L'action des commissaires fascistes et des juges issus de la dictature contre les ouvriers de l'usine autogérée ne serait-elle pas l'anticipation du « *moins mal* » préconisé par les anti-ménémistes ?

Il convient de rappeler que lorsque les quelques progressistes arrivent dans les ministères, ils ne tardent pas à lancer un appel terrorisé aux forces de la répression pour que ces dernières les protègent du premier soulèvement populaire. Storani a débuté sa carrière dans le gouvernement de l'Alliance avec les morts de Corrientes. De la Rúa s'est enfui du gouvernement avec un bilan d'assassinats sur la Place de Mai qui dépasse de très loin celui de la décennie ménémiste. Justifier le soutien à Kirchner en affirmant « *entre la vie et la mort le doute n'est pas permis* » (D'Elia, dirigeant piquetero de la CTA) relève du faux dilemme, car les assassins sont les compagnons de routes des deux protagonistes. C'est du cours de la lutte des classes que dépendra si les Menem et les Kirchner auront recours à la répression.

13. Il s'agit des ministres des Finances successifs, qui ont tous poursuivi la même politique néolibérale.

14. Repsol-YPF, entreprise pétrolière privatisée, qui a largement profitée des magouilles de l'endettement.

15. Les travailleurs de l'usine textile Brukman ont repris la production dans l'usine occupée à la suite de la fuite du propriétaire. Le 21 avril 2003, 53 d'entre eux ont été délogés par les forces de police et les quelques 7000 manifestants accourus en solidarité furent sauvagement réprimés.

forces » et « tisser des alliances nécessaires pour un projet progressiste ». Mais tout en proclamant cet objectif, il poursuit avec obstination le chemin de frustrations du précédent gouvernement de l'Alliance. De cette expérience, Carrió a déduit qu'il est nécessaire d'anticiper une droitisation et a choisi pour partenaire un homme (Guterrez) qui n'hésite pas à aggraver verbalement les piqueteros et les mobilisations populaires.

Les porte-parole de l'ARI rêvent de la construction du « futur PT argentin », mais ce faisant, ils ont en tête l'exemple actuel de Lula, le président de la République qui met en œuvre les préceptes du FMI, et non le Lula organisateur des travailleurs et constructeur du Parti des travailleurs au Brésil. Voulant « étayer le pays normal », ils facilitent la mise en place d'un gouvernement réactionnaire et se préparent à s'en distancier lors de la prévisible « trahison » du nouveau président. Ainsi le film de la jeunesse péroniste avec Perón, de la jeunesse radicale avec Alfonsín, de Chacho Alvarez avec Menem et de Carrió avec l'Alliance est rejoué une fois encore (16). Se cogner la tête contre le même mur relève de l'insoutenable destin du progressisme argentin.

Le profil de la gauche

Dans le contexte des difficultés existantes pour transformer la révolte sociale en un projet politique populaire, on note une petite progression de la gauche. La gauche, par son attitude courageuse dans la lutte, a conquis une place importante dans le mouvement social. A la différence du centre-gauche, qui disparaissait, arrivait en retard ou se dissimulait lors des moments critiques de la confrontation, la gauche était présente dans les blocages des routes, les usines occupées et les manifestations. Lors des affrontements, quand il fallait payer de sa personne, les dirigeants et les militants de la gauche n'hésitaient pas.

Le contraste entre cette attitude et celle de fuite des dirigeants de la CTA s'est encore approfondi après les 19-20 décembre 2001. L'usine Brukman n'est que le dernier exemple de cette différenciation. L'attitude précautionneuse de la direction de la CTA envers la lutte est conforme avec son choix en faveur de Kirchner à l'issue du premier tour de la présidentielle. Ce faisant, la centrale syndicale s'oriente vers un retour dans le giron péroniste et converge avec les bureaucrates des deux CGT dans le soutien au successeur choisi par Duhalde. L'appel de toute la gauche pour un vote blanc en cas de second tour de la présidentielle contraste clairement avec cette attitude. Il s'agit aussi



d'une attitude commune qui tranche avec les expériences passées, lorsque les diverses ailes de la gauche n'hésitaient pas à promouvoir des « fronts nationaux et populaires » avec les Kirchner du moment. De telles tendances sont très minoritaires aujourd'hui. Le discours habituel de la gauche conteste, en outre, tout le système capitaliste et non ses seules modalités de gestion néolibérale. Cette position radicale, peu fréquente en Amérique latine, constitue un autre mérite des organisations argentines.

La croissance de la gauche est apparente dans le mouvement piquetero, syndical, étudiant et dans les assemblées des quartiers. Sa présence est palpable dans toutes les grandes manifestations. Pour la première fois depuis des décennies la gauche a atteint une « densité sociale » et non seulement des sièges parlementaires ou un leadership provisoire au sein d'une avant-garde. Cette pénétration sociale exprime l'affaiblissement des préjugés antisocialistes, le développement de l'esprit anti-impérialiste (très présent dans le refus de la guerre contre l'Irak) et un certain progrès de la conscience anticapitaliste. Lorsque les analystes de droite de *La Nación* interprètent le vote du 27 avril comme « une réaction contre les manifestants de la gauche », ils reconnaissent à leur corps défendant le poids d'un courant qu'ils pouvaient se permettre d'ignorer jusqu'à maintenant.

Cette influence a été également enregistrée par les porte-parole du progressisme. Si leurs critiques du « sectarisme » et du « dogmatisme » de la gauche ressemblent aux objections formulées par beaucoup de secteurs, dans leur cas ce questionnement a un objectif bien défini : permettre une nouvelle fois la dissolution de la gauche au sein des alliances bourgeoises. Les critiques des « scé-

narios virtuels » (J. C. Portantiero), des « dogmes religieux » (J. M. Pasquín Durán), des « luttes narcissiques » (L. Brushtein) ou des « musées paléolithiques » (H. Verbistky) lancées contre la gauche, signalent la volonté de voir resurgir un nouveau FREPASO. Pour les critiques du centre-gauche, « la largeur d'esprit et la flexibilité » sont synonymes du soutien à Kirchner et de la remise à flot de l'Alliance sous la direction, cette fois-ci, d'Elisa Carrió. D'autres critiques du même camp ressuscitent le langage maccarthyste (D'Elia, dirigeant piquetero de la CTA) et tous voient dans la gauche l'unique responsable du recul des assemblées de quartiers. Mais les critiques ne se rendent pas compte que cette accusation contredit le caractère insignifiant dont ils affublent les partis critiqués. Si la gauche est si insignifiante, comment, à elle seule, pourrait-elle affaiblir le mouvement social ? Et comment est-ce possible que la majorité de centre-gauche n'ait pas pu opposer une résistance efficace aux actions si nuisibles qu'elle dénonce ?

En réalité, le pêche à la mode contre les « appareils » suit une orientation curieusement inégale. Toute manipulation orchestrée par l'ARI ou la CTA est présentée comme une action légitime d'une organisation sociale, mais lorsque des militants de la gau-

16. Les phénomènes de radicalisation ont souvent été captés par les partis traditionnels avec l'aide des directions de centre-gauche (jeunesse péroniste, jeunesse radicale...). La dernière expérience gouvernementale du centre-gauche, celle de l'Alliance du FREPASO avec l'UCR s'est conclue par la démission du président De la Rúa (UCR). Chacho Alvarez, vice président du FREPASO a gouverné avec De la Rúa et a démissionné peu avant lui. Le FREPASO a éclaté à la suite de cette expérience gouvernementale, laissant Elisa Carrió reconstruire un nouveau centre-gauche...

Argentine

che sont impliqués, elle est automatiquement diabolisée. Ce qui contrarie le plus le progressisme, c'est la dissolution du stéréotype adoubant la nation argentine d'une identité invariablement antisocialiste.

Le réel progrès de la gauche a toutefois manqué d'expression électorale le 27 avril. Tant l'appel à l'abstention que celui à voter en faveur des deux courants qui ont présenté des candidats (Gauche unie et Parti ouvrier) ont été peu suivis. Cette déconnexion entre l'avancée politique et la frustration électorale est le fruit du succès de l'opération gouvernementale de reconstruction de la domination capitaliste. Duhalde est parvenu à transformer le « *vote coup de gueule* » en « *vote utile* » et à dissuader les votes positifs que la gauche pouvait espérer.

Il faut également prendre en compte que l'élection présidentielle est particulièrement défavorable pour la gauche, qui généralement y perd des voix obtenus lors des élections législatives. Le poids des mythes et des croyances y est plus grand en ce qui concerne les messages programmatiques.

Cela dit, on doit se garder d'accorder une indulgence particulière au bilan de la gauche ni occulter les très grandes difficultés sur le chemin de la construction d'une gauche de masse et crédible. De nombreux intellectuels font des incursions à distance dans ce débat. Depuis leurs chaires pontificales, ils questionnent « *les conflits fractionnels* », « *l'impatience fébrile* », « *les attitudes dogmatiques* » et les « *slogans préhistoriques* » de la gauche, comme si ces défauts étaient étrangers à leur prop-

re activité et pouvaient être corrigés par un simple sermon. Cette prise de distance cyclique, à l'image du désengagement (« *ce pays est péroniste, croit en Dieu et se soumet aux vigiles* »), s'avère contre productive pour dépasser les écueils qui bloquent la construction de la gauche. Ces difficultés se concentrent actuellement autour de trois questions : l'abstention électorale, l'unité et la caractérisation de l'étape actuelle.

Abstention tactique

Reconnaître le recul observé sur le terrain électoral est indispensable pour avancer dans l'analyse. Le vote blanc est tombé à un niveau jamais vu lors d'une présidentielle depuis 1946 (0,99 %), le taux de participation enregistré a été élevé et le vote nul (1,73 %) a été insignifiant en comparaison avec le « *vote coup de gueule* » de 2001.

Nier ces faits en affirmant que « 22 % des inscrits n'ont pas voté » (comme le fait le mouvement des chômeurs MTD) manque de sens, car il est évident que cet « *abstention-*

des crises futures. En avertissant, par exemple, que « *les illusions vont tomber* » ou que « *la confrontation arrive* », on n'éclaire nullement ce qui s'est passé. En outre, le fait que « *la crise s'approfondit* » n'implique nullement que le débouché sera favorable au peuple si nous ne parvenons pas à corriger les faiblesses de notre gauche. C'est pourquoi il n'est pas non plus utile d'éluder la réflexion en rejetant la faute sur la classe moyenne (« *une fois le corralito passé, ils nous oublient* ») et en oubliant par là même que la sympathie des classes moyennes a empêché, jusqu'à maintenant, l'isolement du mouvement piquetero.

Le point de départ d'un bilan doit reconnaître que l'appel à l'abstention fut une erreur (17). S'il est certain que l'élection a été manipulée, elle n'a ressemblé d'aucune manière à la « *fraude patriotique de 1930* » ni à « *l'interdiction du péronisme* » (PTS), parce qu'une élection manipulée n'équivaut nullement à une élection imposée. Ce n'est que dans ce dernier cas qu'une force politique significative est explicitement interdite,

comme cela c'est passé durant des décennies dans le cas du justicialisme.

Personne ne met en cause le fait que la convocation de l'élection a été perçue par un large secteur de la population comme une escroquerie. Mais après quelques mois, il est devenu évident que cette attitude se décomposait, en partie parce qu'elle n'a pas trouvé de canal d'expression organisée. L'espoir de provoquer l'échec de l'opération gouvernementale — en imposant une autre convocation incluant le renouvellement de toutes les charges électives — n'était plus d'ac-

tualité à la fin de l'année passée. Les arguments abstentionnistes — qui ne sont justifiés que lorsque l'opposition semble être en condition de faire apparaître une option supérieure du conflit électoral — ont alors perdu leur force. Si le terrain électoral favorise les partis de classe capitaliste, son abandon laisse le terrain libre aux représentants de la bourgeoisie.

Pour rejeter le terrain électoral il faut disposer d'instances de pouvoir alternatives, qui en Argentine ne se sont pas développées. En l'absence d'une telle option, l'abstention signifie seulement un renoncement au combat et conduit à identifier la gauche avec l'impotence. Les propositions de « *vote programmatique* » sont encore plus énigmatiques pour la population, qui regarde com-



17. La gauche argentine est apparue divisée lors de l'élection présidentielle. Alors que l'an dernier les sondages donnaient jusqu'à 20 % des voix à Luis Zamora, député de Autodétermination et Liberté, s'il se présentait à l'élection présidentielle, ce dernier a décidé d'appeler à l'abstention (tout en présentant des candidats aux élections législatives à venir !). De nombreuses autres organisations plus petites issues de la crise du MAS historique (principale organisation de la gauche argentine à la fin des années 1980, dont Luis Zamora fut alors député), tels le Mouvement pour le socialisme (MAS), le Parti des travailleurs socialistes (PTS), etc. ont fait le même choix. Le PCR maoïste fut pour sa part fidèle à son refus traditionnel de participer aux élections. Seuls le Parti ouvrier (PO) et la Gauche unie (IU, qui regroupe le PC argentin et le Mouvement socialiste des travailleurs, MST, scission majoritaire du MAS historique) présentaient des candidats, séparément l'un de l'autre.

nisme technique » n'a pas la signification du rejet du vote d'il y a deux ans. Constaté que ce type de vote nul a été supérieur aux suffrages reçus par Menem (J. C. Alderete) est plus trompeur encore, car on accorde à la première désertion une signification politique qu'elle n'a pas. Comparer les grandeurs incomparables est aussi inutile qu'omettre les millions de voix qui ne se sont pas portés sur le ménémisme.

Exiger le « *débat* » et la « *révision* » de ce qui s'est passé n'est positif que si l'on reconnaît cette réalité et si l'on garde à l'esprit que la réflexion ne peut se limiter au seul résultat électoral. Le bilan doit aussi dépasser la description (« *la classe dominante a pu s'imposer* ») et se garder de vouloir remplacer la caractérisation du présent par la prévision

ment la gauche est capable de lutter contre les partis patronaux et non comment elle bavarde au sujet d'alternatives. Si la gauche ne participe pas aux élections elle se prive aussi d'évaluer quelle est la perception de ses messages et ne peut corriger ce qu'ils comportent d'incompréhensible ou d'inadéquat. C'est pourquoi, malgré toutes ses limites, le cadre électoral est plus efficace pour la politisation du peuple que la critique de ce cadre.

Tous ces inconvénients de l'abstentionnisme ont été de fait reconnus par les partis, qui finalement se sont résolus à tourner le dos à la présidentielle mais ont fait le choix de se présenter aux élections provinciales. Cette incohérence s'est avérée incompréhensible pour la population, qui a du mal à différencier les pièges acceptables dans un cadre de ceux « intolérables » dans l'autre. Il suffit par exemple de rappeler que dans l'élection la plus favorable à la gauche (2001), deux députés de gauche élus ont été frauduleusement privés de leurs mandats, ce qui apparemment n'est pas considéré comme un piège suffisant pour appeler à l'abstention lors des prochaines législatives... Pour construire d'autres règles du jeu, il faut d'abord convaincre la majorité, qui a l'habitude de prendre part aux élections et qui craint par dessus tout les fantômes des « urnes bien gardées » de l'époque dictatoriale.

Abstention stratégique

Il existe un autre type de justification de l'abstention, qui ne se fonde pas sur l'analyse concrète de la dernière conjoncture électorale, mais sur la stratégie politique de la « construction en dehors du système ». Qu'une telle vision n'est pas synonyme d'une orientation révolutionnaire conséquente, la politique du PCR (maoïste) le prouve. Ces appels invariables au vote blanc coïncident depuis les deux dernières décennies avec les accords passés avec le péronisme et les politiques d'alliance avec D'Elia contre la gauche du mouvement piquetero.

L'abstentionnisme par principe est nourri de vieilles thèses anarchistes favorables à l'érection d'une société plus égalitaire par le développement d'organisations en dehors de l'État. Le problème des assemblées ou des coopératives qui suivent cette orientation est qu'à un moment donnée de leur développement elles sont confrontées à l'État. Le rêve de l'isolement se rompt à chaque fois qu'une négociation exige de reconnaître la réalité omniprésente de l'État.

Cette approche, dont les racines sont aussi autonomistes, tend à élargir la distance qui sépare le gros de la population de l'a-



vant-garde éclairée. Au lieu de construire des ponts elle élève des murs, spécialement lorsqu'elle méprise les croyances de millions d'individus. Par exemple, l'organisation d'un « piratage électoral » pour se moquer de la « farce » du 27 avril a été un acte dédaigneux, tant envers la population qu'envers l'ennemi capitaliste, qui a pris très au sérieux l'opération de reconstruction de sa domination.

Il existe aussi l'impression erronée que la « citoyenneté insurgée » s'affirme uniquement dans l'action directe et qu'elle n'est que peu altérée par la « distraction » électorale. On oublie ici que l'expérience politique populaire passe par les deux terrains, car ceux qui combattent votent aussi et que cette participation n'invalide pas, ni même n'affaiblit pas nécessairement le combat mené dans les usines et les piquets. C'est pourquoi le défi pour la gauche ne consiste pas à déprécier la « déviation » électorale, mais à s'avérer capable de l'utiliser pour tenter de réduire la fracture qui existe entre les comportements de classe et le bas niveau de conscience politique dont de nombreux travailleurs font preuve.

Certains courants qui réclament le « vote pour personne » font aussi une lecture erronée de la signification des assemblées populaires. Ils tendent à les assimiler à des modèles de démocratie directe, dont l'expression permettrait de dépasser les défauts de l'actuel système représentatif. C'est pourquoi ils revendiquent cette forme de « contre-pouvoir » et tournent le dos aux élections. Une telle vision trace de manière incorrecte la ligne de séparation car, sous le capitalisme,

aucune des deux modalités ne permet l'expression libre de la souveraineté populaire. Si le système indirect inclut tous les filtres dont la bourgeoisie a besoin pour dénaturer la volonté populaire, les modalités directes ne permettent pas non plus de transformer en faits les désires populaires parce que le pouvoir est dans les mains des capitalistes. La démocratie directe est en outre soumise à l'oscillation de la participation et ne peut, de ce fait, constituer l'unique mécanisme d'organisation d'un système de décisions fondé sur la souveraineté populaire.

Ce n'est que dans un cadre de dépassement du capitalisme et de dissolution progressive du rôle oppresseur de l'État que la démocratie directe et indirecte pourrait commencer à acquérir une véritable signification et un contenu réel. Le socialisme permettrait de mettre fin au système de séparation entre un pouvoir économique inamovible et des structures politiques qui recréent automatiquement la domination bourgeoise. Il n'y a pas de saut magique vers ce futur, qui exige une construction complexe incluant l'expérience du vote dans les élections actuelles et de mise à l'épreuve des législateurs de gauche, tant en ce qui concerne leur attitude envers la lutte que leur pratique spécifique.

Le problème de l'unité

Les organisations qui ont pris part à l'élection ont été d'accord pour évaluer que la Gauche unie (IU) a eu une activité acceptable (multipliant par deux le nombre des voix obtenus par rapport à la présidentielle précédente), que le Parti ouvrier (PO) n'est pas parvenu à avancer (obtenant un quart de

Argentine

voix de plus que lors de la précédente présidentielle) et que l'absence d'un front a été déterminante en ce qui concerne la faiblesse des résultats.

Les négociations en vue de forger un front ont été une répétition de la comédie d'embrouilles qui ressurgit tous les deux ans. IU propose généralement un accord avec une certaine anticipation, le PO tempore jusqu'au dernier moment et les négociations sont rompues dans un climat de reproches mutuels. Comme une telle situation se répète depuis vingt ans, il conviendrait d'en tirer une conclusion évidente : l'unité est nécessaire (et c'est pourquoi on en reparle), mais il n'est pas possible de trouver un accord au dernier moment. En constituant, par exemple, une liaison plus permanente entre toutes les organisations, il serait possible de discuter des mécanismes de choix des candidatures (des élections primaires, des assemblées, le calcul des suffrages obtenus antérieurement, etc.) qui rendent si difficile la constitution d'un front. Il ne faut pas traiter ce sujet de manière honteuse, ni dissimuler ce conflit, car il s'agit en fin de compte d'un conflit légitime de la vie politique. Ce n'est pas l'existence de telles divergences qui scandalise le plus les partisans de l'unité, mais leur camouflage par des divergences politiques inexistantes.

A cette occasion, par chance, tant les dirigeants d'IU que ceux de PO ont expliqué dans de multiples interviews publics qu'il n'y avait pas de véritables différences politiques. Un climat d'animosité moins grand que lors des élections précédentes (la préoccupation d'empêcher un vote en faveur de camarades semblait alors plus forte que celle de progresser en commun) et l'assimilation de la présidentielle à des « *primaires de la gauche* » constituait également un progrès.

Il serait regrettable que ces avancées se dissipent à la lumière du résultat et que l'emphasis de la « *différenciation* » refasse surface. Cette possible régression s'insinue dans certains bilans de PO, qui attribuent la performance supérieure de IU à l'incompréhension populaire des différences entre les deux courants. Une telle conclusion est erronée, car à la suite de tant de présentations, les électeurs qui sympathisent avec la gauche connaissent déjà les candidats et ont écouté leurs messages. S'ils choisissent de voter en faveur de IU ce n'est pas par ignorance ou par incompréhension, mais parce que l'existence de cette coalition génère une attraction plus grande. Du fait du profil unitaire qu'ils peuvent afficher, ses membres reçoivent une plus grande approbation. Et ce profil peut être constaté à partir d'un fait simple : la préservation du cadre de l'accord

entre deux partis malgré les divergences importantes qui les séparent. Comme ils parviennent à préserver leurs identités et le cadre commun, leur revendication unitaire s'avère plus crédible.

La clé d'une avancée collective de la gauche réside dans le rapprochement et non dans la séparation pour deux raisons évidentes. Premièrement, l'unité est un instrument — pour le moment incontournable — pour lutter contre le grand obstacle que représente l'influence durable que maintiennent le péronisme et les variantes du radicalisme sur les masses. Deuxièmement, à la différence d'autres époques, l'absence d'un front n'obéit pas à des raisons programmatiques, du moins si l'on observe ce que chaque courant expose publiquement dans sa propagande à destination des masses.

En recherchant dans un récent article l'existence des « *tendances pro-impérialistes* » dans IU et en concluant que ce regroupement est soutenu par « *un secteur des banquiers* », le PO se laisse aller à la dérive. L'erreur se situe autant dans l'accusation que dans l'absurdité de ses conséquences. Quel sens en effet peuvent avoir des propositions unitaires adressées à un groupement pro-impérialiste lié aux banques ? Si la main de Lopez Murphy et de Menem manipule IU, lui proposer des fronts électoraux était un contresens dans le passé et n'aura pas de fondements dans l'avenir. En outre, il est évident que des réflexions de ce genre sont un obstacle à la création d'un cadre propice pour un travail en commun.

Le problème de l'unité II

L'unité est-elle une conspiration contre la construction du parti révolutionnaire ? Ce fantasme érode également les tentatives de l'extension au plan électoral des accords conclus sur le terrain social (piqueteros), syndical ou étudiant. S'il saute aux yeux qu'il n'y a aucune incompatibilité entre les deux objectifs — l'unité est un instrument pour le progrès de chaque parti et inversement —, il est également vrai que la formation de fronts érode l'autovalorisation.

Les expériences de fronts permettent le développement des organisations partie prenantes, mais elles illustrent en même temps les limites de chacune et rendent plus difficile l'autojustification. Une construction collective permet de réduire le nombrilisme et d'évaluer de manière plus réaliste les progrès accomplis. Elle permet par exemple de baisser les décibels de fantaisie en ce qui concerne le nombre de suffrages qu'il était possible d'obtenir (seulement 15 % de ce qui était attendu à de nombreuses occasions) et aussi

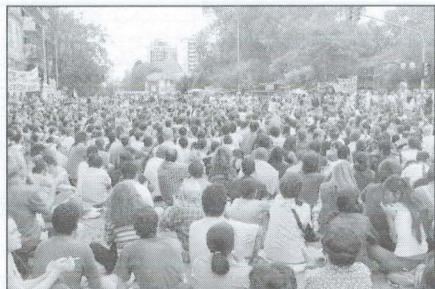
d'éviter des découvertes post-électorales surprenantes : « *nous n'avons pas encore conquis une identité parmi les masses* » ! Aucun des partis de gauche n'a une telle identité et c'est pourquoi la question d'un front revient sans cesse à l'ordre du jour depuis si longtemps.

L'unité contribue à prendre conscience que la construction révolutionnaire est un échange d'expériences et non un transit ascendant vers la reconnaissance de ceux qui s'autoproclament prophètes. Si une telle conviction peut constituer une source d'enthousiasme et permettre de dépasser les adversités du militantisme, elle a l'inconvénient majeur d'aveugler et de bloquer la perception de certains faits évidents de la réalité.

En facilitant une convergence des forces, un front peut aussi contribuer à accroître la crédibilité populaire de la gauche. Ce pas en avant n'apparaîtra pas comme la rétribution du succès sur le terrain des caractérisations et des prévisions, mais comme le résultat de la conquête progressive des masses. Certains camarades valorisent de manière exagérée l'incidence que peuvent avoir certaines prémonitions, oubliant que l'attitude prophétique ne produit pas de grands dividendes. Les travailleurs récompensent essentiellement la capacité de la gauche à réaliser des avancées pratiques et ne se rappellent de ce que « *nous avons dit* » qu'en relation avec ces réalisations. La certitude d'une prévision importe peu si on ne parvient pas, par exemple, à rompre avec la malédiction du 1 % dans les élections successives.

Il ne faut pas attendre, non plus, la confluence des masses avec la gauche comme un processus « *inévitabile* ». Ce n'est qu'une des possibilités et aucune force de l'histoire ne compensera notre incapacité à avancer dans ce sens. Sur le terrain électoral un tel progrès implique d'accorder le développement de la gauche avec le saut réalisé sur les autres terrains. Le bilan du 27 avril doit servir pour comprendre ce qui a failli et non pour précipiter les catharsis et les flagellations inutiles. Il faut avancer dans l'unité et assumer avec plus de conviction l'identité politique de la gauche.

Certains camarades remettent en question l'utilité de cette référence, soulignant à quel point la signification du terme même de « *gauche* » s'est diluée. Cette remarque pourrait être appliquée à toute autre dénomination. En Argentine actuelle le terme « *gauche* » est clairement associé avec un profil de lutte et il permet une différenciation positive avec celui du « *progressisme* ». Les symboles sont importants, mais non suffisants. Il faut aussi forger un espace d'at-



traction populaire et d'organisation ouverte, ce que, par exemple, IU n'est pas encore parvenue à faire.

L'étape

Le 20 décembre 2001 a-t-il ouvert une situation révolutionnaire ? Après le 27 avril 2003 cette période a-t-elle été close ? Ne serait-il pas plus juste d'employer le terme d'étape pré-révolutionnaire dans les deux cas ? Une révolution a-t-elle éclatée d'abord et une contre-révolution opère-t-elle depuis ?

Chacun de ces concepts a été employé dans les débats de la gauche à différents moments, sans que soit clarifiée sa signification précise. Les références à l'idée léniniste d'une période caractérisée par « *des crises aiguës en haut et des irrupsions historiques en bas* » ne paraissent pas suffisantes pour éclairer le caractère d'une étape, marquée d'abord par une fissure de l'État et l'effondrement d'un régime politique sous l'impact d'une rébellion populaire et caractérisée depuis par la reconstruction partielle des mécanismes de domination capitalistes.

Ce qui par contre s'avère indiscutable, c'est qu'aucun changement du contexte objectif ne sera suffisant pour permettre une sortie favorable au peuple, si dans le même processus ne mûrissent pas les acteurs subjectifs de la transformation sociale. Pour le moment, un découplage net persiste entre l'ampleur de la catastrophe socio-économique et le sous-développement de la gauche. Tant que cette discordance subsistera, la crise peut atteindre un statut pré-révolutionnaire, révolutionnaire ou hyper-révolutionnaire sans jamais aboutir à un processus socialiste. C'est pourquoi il est si important d'enregistrer nos faiblesses et nos erreurs.

Le dépassement de ces difficultés ne sera pas un produit spontané de la débâcle économique, de la désintégration du système politique ou de l'intensification de la lutte sociale. L'histoire argentine est infestée de grands impacts sur chacun de ces trois plans. Mais ni l'hyper-inflation, ni la guerre des Malouines, ni les soulèvements ouvriers et piqueteros n'ont conduit au surgissement d'un pôle massif de la gauche. La rébellion

commencée à la fin de 2001 a créé une nouvelle opportunité pour résoudre la grande contradiction argentine et avancer dans la construction d'une alternative socialiste. Mais comme cette option ne tombera pas du ciel, ni ne pourra être édifée en redoublant seulement nos efforts, nous devons comprendre quelles sont nos insuffisances.

La croissance de la gauche exige aussi de préciser notre vision du pouvoir. Il est vital de souligner la nécessité de le conquérir, car la lutte est une recherche de solutions qui exigent d'accéder au gouvernement, de transformer le régime et de changer la nature sociale de l'État. Tous les messages lyriques en faveur d'un « *changement du monde sans prendre le pouvoir* », n'expliquent pas comment on peut modifier concrètement la réalité en faisant abstraction du principal instrument politique de cette transformation. Pour augmenter les salaires, prélever les impôts progressifs, freiner l'hémorragie de la dette ou arrêter les confiscations des banquiers il est nécessaire de conquérir le pouvoir et d'avancer vers l'objectif d'un gouvernement des travailleurs.

Si l'on oublie ces objectifs, la construction de la gauche perd son sens. Mais parler allègrement du pouvoir sans avoir la possibilité de le prendre constitue un défaut symétrique non moins pernicieux. On affirme souvent que « *la question du pouvoir est posée* » ou que « *l'alternative de pouvoir se profile* » sans prendre conscience du long chemin qui reste à parcourir pour transformer ces désirs en réalité. Tant que la gauche n'aura pas une influence plus grande et une autorité populaire, ces caractérisations seront des slogans qu'il convient de diffuser avec précaution, parce que les mots doivent toujours être adaptés aux faits et les messages à leur faisabilité. Dans le cas contraire, la réalité de la longue distance du chemin vers le pouvoir finira paradoxalement par renforcer l'illusion de sa proximité immédiate.

Scénarios

Deux scénarios sont possibles en ce qui concerne la prochaine période : ou le nouveau gouvernement renforce la reconstruction de l'État initiée par Duhalde, enfourche une reprise et affaiblit la résistance populaire ou le cadre opposé prévaut et le nouveau président se noie dans un marais économique sous le double poids de la classe dominante fragmentée et de la résistance sociale. Dans les deux cas, la gauche a une vaste marge pour progresser, mais dans le cadre d'un scénario de l'effondrement, l'exigence initiale (« *Que tous s'en aillent !* ») pourrait ressusciter, y compris en atteignant

une formulation plus positive sous la forme de l'exigence de la convocation d'une assemblée constituante.

Il est important de noter que même dans ce cas les difficultés auxquelles la gauche fait face ne disparaîtront pas comme par magie. Si par exemple, au lieu du président, le 27 avril nous devons élire l'assemblée constituante, la représentation de la gauche n'aurait pas pour autant la majorité. Il est vital



d'avoir cela à l'esprit pour comprendre qu'aucun mot d'ordre ne remplace la construction unitaire. Les prochaines élections provinciales (en particulier à Buenos Aires et dans le district fédéral) ouvrent une possibilité pour corriger les problèmes apparus lors de l'élection précédente. Dans la nouvelle séquence électorale le chantage du « *vote utile* » sera moindre et le contexte peut évoluer de manière favorable à la gauche.

Un grand pas vers la formation d'un pôle unitaire a été accompli lors de la manifestation du 1er Mai. Pour la première fois depuis longtemps cette commémoration a permis de rassembler tous les courants de la gauche, dans une journée de mobilisation et avec un accord autour de trois mots d'ordre : « *Impérialisme hors de l'Irak !* », « *Ni Menem, ni Kirchner !* » et « *Brukman appartient aux travailleurs !* ». Cette convergence illustre comment peut avancer un projet commun. Les jeunes, les travailleurs et les chômeurs s'approchent aujourd'hui de la gauche avec une charge d'enthousiasme qui renouvelle nos espoirs. Ceux d'entre nous qui ont déjà accumulé une certaine expérience doivent surveiller de près les obstacles, réviser leurs erreurs et ouvrir la voie vers le succès. ■

Buenos Aires, mai 2003

Le Parti communiste chinois et la transition au capitalisme

Par
G. Buster*

La X^e Assemblée Nationale Populaire, réunie à Pékin en mars 2003, a sanctionné les changements dans la direction du Parti communiste et dans les organes exécutifs de la République populaire de Chine, qui avaient été décidés quatre mois plus tôt par la nomenclature du parti lors de son XVI^e congrès. La promotion de la « quatrième génération » de dirigeants, avec Hu Jintao à leur tête, a été accompagnée par la dissolution de la Commission d'État de planification et du développement, responsable des plans quinquennaux. Le dernier symbole d'une économie planifiée a ainsi disparu avec l'instauration définitive du marché en tant que mécanisme régulateur. Mais quand et comment la Chine est-elle devenue capitaliste ?

1976-1989

l'ascension et l'échec des réformes du « socialisme de marché »

Réhabilité en 1976, Deng Xiaoping a annoncé en 1978 la politique des « quatre modernisations » : la mise en place d'un marché agricole contrôlé par l'État et la dissolution des Communes populaires, la création des zones économiques spéciales tournées vers l'exportation avec des investissements étrangers dans les entreprises mixtes et une libéralisation partielle du commerce extérieur. Après la démission de Hua Guofeng — l'héritier désigné par Mao — en 1980, cette politique a été généralisée et a permis une importante consolidation de la bureaucratie (qui est passé de 1,5 % à 4,4 % de la population en moins de dix ans) et l'apparition d'une aile réformatrice en son sein. En 1985 le III^e Plénum du XII^e Comité central a étendu les réformes au secteur industriel urbain, généralisant l'autonomie

* G. Buster est membre de la rédaction de la revue espagnole *Viento Sur*.

1. Extrait de : *Citations du Président Mao Tsé Toung*, Éditions en langues étrangères, Pékin 1966, pp. 307-308 (connu aussi comme *Le petit livre rouge*).

« En dernière analyse, former ceux qui prendront la relève de la cause révolutionnaire du prolétariat consiste à savoir s'il existe une jeune génération capable de poursuivre la cause révolutionnaire marxiste-léniniste entreprise par la vieille génération des révolutionnaires prolétariens, si la direction de notre Parti et de notre pays sera toujours entre les mains de révolutionnaires prolétariens, si nos descendants continueront à avancer dans la bonne voie tracée par le marxisme-léninisme, si nous pouvons parvenir à empêcher un révisionnisme à la Khrouchtchev de se manifester en Chine. Bref, la question est d'une importance extrême, c'est une question de vie ou de mort pour notre Parti et notre État. (...) Les changements intervenus en Union soviétique ont amené les prophètes impérialistes à placer leurs espoirs d'une "évolution pacifique" dans la troisième ou la quatrième génération du Parti chinois. »

Mao Zedong, 14 juillet 1964 (1)



Manifestation ouvrière contre les licenciements à Liaoyang en mars 2002

de gestion des entreprises, le recours aux mécanismes du marché, les relations horizontales entre les entreprises, le renforcement du système financier et bancaire comme axe coordinateur du Plan ainsi que la combinaison de toutes les formes de propriété dans un « socialisme de marché » rassemblant les éléments de réformes expérimentées en Europe de l'Est.

En 1987 toutefois, les réformes ont sombré dans une importante triple crise de l'offre : une croissance de la consommation agrégée supérieure à la croissance économique et une forte inflation ; une « crise des ciseaux » du fait de l'insuffisance des produits industriels produits par le secteur public pour satisfaire la demande des paysans du nouveau marché agricole ; une crise de sécurité alimentaire provoquée par l'insuffisance de produits alimentaires de base (riz, blé) malgré une excellente récolte cette année. Cette crise économique se transfor-

me en une crise politique après un an et demi de profondes luttes fractionnelles au sein du PCC et le secrétaire général réformateur, Hu Yaobang, est destitué. Le XIII^e Congrès, réuni en octobre de cette année, adopte le cadre théorique de

réformes du « socialisme de marché » conjointement avec un dur plan d'ajustement sous la direction du nouveau secrétaire général, Zhao Ziyang, issu également du secteur réformateur. La crise économique et politique reste incontrôlable. Elle aboutit en juin 1989 à la révolte de Tiananmen, à la rupture du PCC et la détention de Zhao Ziyang.

Le massacre de Tiananmen marque la crise finale des réformes « socialistes de marché » et l'échec du secteur réformateur de la bureaucratie du PCC. Mais la fraction conservatrice ne dispose d'aucune alternative économique, même si elle met immédiatement fin, avec la réaffirmation des « quatre principes », à toute possibilité de réforme politique qui mettrait en question la dictature du PCC. En même temps on assiste à la chute du Mur de Berlin, à l'échec du coup d'État en septembre 1990 et l'éclatement final de l'URSS en 1991, à la mise en œuvre des politiques de « thérapie de choc » et à la

restauration du capitalisme dans l'ex-« *Bloc socialiste* ». En janvier 1992 un Deng Xiaoping vieilli et à moitié paralysé se rend dans la zone économique spéciale de Shenzhen, la présente comme l'exemple des réformes économiques devant être entreprises et lance le mot d'ordre « *Enrichissez-vous !* ».

1992-1997

« l'arme magique du marché »⁽²⁾ et la restauration du capitalisme

En octobre de cette même année se réunit le XIV^e Congrès du PCC. Tandis qu'un très dur programme d'ajustement, conçu avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale, est mis en application, l'économie du marché et la loi de la valeur se généralisent, tout comme les zones économiques spéciales. Les autorités centrales et le Plan perdent de l'influence face aux autorités provinciales qui développent leurs marchés en concurrence avec ceux des autres provinces et l'extérieur. L'équilibre entre les fractions du PCC est préservé, mais l'arbitrage final correspond à Jiang Zemin et pourtant favorise finalement la prédominance de la fraction réformatrice. On ne parle plus du « *socialisme de marché* » mais d'une « *économie du marché socialiste* » et ce changement d'adjectifs marque le début du changement de la nature de classe de l'État, tandis que le secteur public commence à se plonger dans la mer de l'économie marchande. La phase de négociations sur l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce — demandée en 1988 — commence. Le secteur étatique de l'économie passe de 73 % de la production industrielle en 1988 à 35 % en 1992.

Entre 1992 et 1997 — lorsque se réunit le XV^e Congrès du PCC, peu après la mort de Deng Xiaoping — le secteur public est non seulement assiégé par la croissance effrénée du secteur industriel rural, des zones économiques spéciales et de nouvelles entreprises privées urbaines. Il est aussi consciencieusement pillé par les bureaucraties provinciales qui, dans un climat de corruption rampante, s'approprient des fonds sociaux et des actifs des entreprises publiques dépendant du budget central pour maintenir les investissements dans le secteur privé dans leur provinces. Les bureaucraties provinciales ne peuvent taxer que « *leur* » secteur privé pour soutenir leurs budgets, tandis que les besoins des gouvernements provinciaux s'accroissent en même temps que diminuent les transferts centraux. La bureaucratie centrale voit diminuer sa capacité d'extraction du surproduit social du secteur

public, déjà soumis à la loi de la valeur, et doit négocier avec les bureaucraties locales leurs contributions au budget central. Le déséquilibre régional est énorme, l'inégalité sociale explose (une croissance de 230 %), la privatisation de l'agriculture implique le chômage pour 250 millions de paysans et l'émigration vers les villes de 100 millions d'autres, qui constituent ladite « *population flottante* ». Si la pauvreté diminue dans les campagnes, dans les villes apparaissent 117 millions de nouveaux pauvres, 80 % d'entre eux dans les régions centrales et occidentales. Le système sanitaire et de l'éducation, qui deviennent privés, se désagrègent progressivement.

A la suite de la récession internationale de 1990-1991, la Chine devient le second réceptacle du capital étranger (derrière les États-Unis), passant rapidement de 20 % des investissements étrangers en Asie à quelque 80 % — accaparant ainsi 52 % de tous les investissements étrangers dans les pays en voie de développement. Au cours de cette période la croissance moyenne de l'économie chinoise atteint 9,7 % par an (contre 7,5 % pour les « *tigres asiatiques* ») et les exportations s'accroissent de 19 % par an. De ces 9,7 % de croissance annuelle du PIB, 2,7 % sont dus aux investissements étrangers, qui atteignent plus de 22 % de tous les investissements. 60 % des travailleurs des zones franches exportatrices dans le monde sont Chinois, soit 18 millions. Selon une recherche du FMI, si l'accumulation du capital a été le facteur de croissance le plus important jusqu'en 1994, à partir de cette date c'est la croissance de la productivité (avec une moyenne par an de 4 % en face de 2 % des « *tigres asiatiques* ») qui est devenue le facteur majoritaire de croissance, alors que la formation du capital ne participait plus que pour un tiers de la croissance, ce qui donne une idée de la portée de la restructuration économique.

Il n'est pas étonnant que le XV^e congrès du PCC ait tenté d'adapter l'idéologie aux faits et aux nouveaux intérêts sociaux. Une bourgeoisie se développait — quelque 5 %, c'est-à-dire 60 millions de personnes, déclara-

rant des revenus supérieurs à 12 000 dollars par tête — et de nouvelles couches moyennes urbaines faisaient leur apparition. C'est une bourgeoisie intimement liée par des liens familiaux à la bureaucratie, aux capitalistes chinois de l'émigration et aux investisseurs étrangers. Wu Jinglian, conseiller du premier ministre Zhu Rongji, a proposé une nouvelle définition du socialisme dans les statuts du PCC : « *la justice sociale et l'économie de marché* ». C'est tout, sans autres adjectifs gênants. Et le vice-président de l'Académie des Sciences sociales Liu Ji a résumé le marxisme par deux principes : « *Les bénéfiques du peuple sont les plus importants et le parti doit servir le peuple de tout cœur* ». Dans les projets initiaux la référence au prolétariat comme « *l'avant-garde de la révolution* » a fait place aux « *employés salariés* », bien que finalement l'option adoptée fut plus scientifique, mentionnant « *le travail comme marchandise* ». Le PCC a fait cet adieu à la classe ouvrière en octobre 1997. Il a annoncé dans la foulée la réforme et la privatisation des entreprises du secteur public, avec le licenciement de 200 millions de travailleurs en cinq ans. La restauration capitaliste était déjà un fait irréversible.

1997-2001

Intégration dans l'économie mondiale, crise de surproduction et néokeynésianisme

Malgré cela, l'héritage des appareils de gestion du vieil État ouvrier bureaucratiquement déformé de la République populaire a rendu un dernier service substantiel à la nomenclature chinoise. Ils lui ont permis d'échapper de manière quasi-intacte à la crise asiatique de 1997-1998, à l'exception de la faillite de la Compagnie internationale de commerce et des investissements de Guangdong. Les grandes banques nationales furent soutenues par l'État, qui a garanti les dettes des entreprises ; les contrôles étatiques ont empêché la pénétration des capitaux spéculatifs à court terme, limitant les crédits étrangers — bien que la dette étrangère soit passée de 5,2 % du PIB en 1985 à 13,8 % en 1998 — et les opérations spéculatives sur la monnaie nationale, le renminbi, qui n'était pas convertible ; le taux de croissance interne a dépassé les investissements, qui ont chuté de 40,8 % en 1995 à 38,2 % en 1997. L'impact de la crise a provoqué une appréciation du renminbi de 60 % par rapport aux monnaies du Sud-est asiatique et de 20 % par rapport au yen



Rassemblement devant le siège des autorités en mars 2002

2. Il s'agit d'un « concept » de la « science économique » de la bureaucratie restauracionniste...

Chine

japonais, provoquant une baisse de la compétitivité relative qui a réduit la croissance des exportations : 0,5 % seulement en 1998 et 6,1 % en 1999. Les investissements extérieurs ont baissé de 11 % au cours de cette même année.

Le gouvernement chinois a appliqué une politique typiquement néokeynésienne pour soutenir la demande, concentrée spécialement dans les régions centrales et occidentales, dont les bureaucraties avaient exigé un tournant lors du XV^e Congrès du fait de leur incapacité à tirer les bénéfices du marché. Les dépenses publiques sont passées de 12 % du PIB en 1997 à 16 % en 1999, le déficit budgétaire



de 1,8 % à 3,1 % au cours de la même période. Les salaires des fonctionnaires ont été augmentés de 20 % et des bons du trésor émis pour un total de 160 000 millions de renminbis. Toutefois ces mesures s'avérèrent insuffisantes et la crise de surproduction contenue s'est transformée en déflation au fur et à mesure qu'étaient levées les barrières tarifaires interprovinciales et que le marché intérieur s'unifiait. En 1999 l'indice des prix de consommation a régressé de 1,4 %. Les capacités de production non utilisées ont atteint 40 % du PIB. La Chine expérimentait pleinement, pour la première fois, les conséquences d'un cycle économique capitaliste.

Dans ce scénario de crise le gouvernement chinois a décidé de lancer la phase finale de la restructuration du secteur public et les privatisations décidées au XV^e Congrès du PCC, avec le slogan : « *amarrer les grandes, laisser vaquer les petites* [entreprises] ». Les « *petites* » garantissaient l'emploi de 200 millions de travailleurs urbains. Pour éviter une explosion sociale, à ceux d'entre eux qui étaient âgés de plus de 35 ans furent concédées deux années de salaire mensuel entre 200 et 250 renminbis, soit 35 % du salaire moyen d'ouvrier, qui devaient être versés par une caisse d'allocation tripartite (gouvernement-entreprises-société), qui n'a jamais réussi à fonctionner à cause de l'absence des apports non étatiques.

Les autorités chinoises ont poursuivi leur politique de stimulants keynésiens au cours des années 2000, 2001 et 2002, sans parvenir à stopper la déflation. La récession internationale a fait tomber les exportations vers les États-Unis et le Japon au niveau de 7,5 % du PIB, ce qui a rendu plus complexe la gestion macro-économique. Bien que la dette publique n'ait pas dépassé les 15 % du PIB, elle a été multipliée par 80 depuis 1981, passant de 870 millions à 40 000 millions de renminbis. La raison fondamentale de cette

croissance est une crise de la fiscalité centrale : les autorités centrales, qui étaient capables en 1978 de prélever 29,5 % du PIB, n'ont prélevé que 13,3 % en 1999, ce qui réduit d'autant leurs capacités de régulation pseudo-keynésienne, maintenue grâce à l'émission continue de bons du trésor en quantité croissante, dans un cercle vicieux dont il sera difficile de sortir.

2001-2003

Entrée dans l'OMC, les limites des politiques keynésiennes et le XVI^e Congrès du PCC

En décembre 2001 la République populaire de Chine est devenue officiellement membre de l'Organisation mondiale du commerce. Les cinq dernières années de négociations se sont conclues par des concessions concernant les tarifs douaniers plus grandes que celles de l'Inde, l'acceptation par la Chine de tarifs douaniers pour les produits agricoles inférieurs à ceux accordés aux pays en voie de développement (8,5 % au lieu de 10 %) et une libéralisation complète du secteur des services à l'issue d'une période transitoire de cinq ans. 60 % de l'industrie automobile et 50 % de l'industrie alimentaire chinoises ne pourront survivre dans ce nouveau « *climat de négoce* ». La raison de ces concessions relève du changement de la nature sociale de l'État. La bureaucratie, submergée et entraînée par la houle de l'économie marchande, le chaos des intérêts privés et la corruption généralisée ne pouvait compter sur une autre force que le marché capitaliste mondial pour contenir l'explosion des inégalités régionales et le protectionnisme provincial. Seule la discipline d'une restructuration imposée de l'extérieur par le capitalisme international lui est apparue pouvoir contenir l'autonomisation des autorités provinciales.

Le gigantesque barrage des Trois gorges sur le Yangtze est devenu le symbole de ce processus : conçu comme une solution « *socialiste* » aux maux éternels de la Chine, sa construction se termine dans un climat de corruption effrénée avec des crédits et la technologie capitaliste, noyant au passage les villages, les monuments et les temples millénaires. Il ne faut pas s'étonner qu'il soit devenu le scénario mythique de toutes les critiques, comme en témoigne le film « *Balzac et la couturière chinoise* ».

En octobre 2002 l'économie chinoise a commencé à retrouver faiblement sa tendance de croissance, comme si elle apercevait le bout du tunnel. Les profits patronaux dans le secteur privé se sont accrus de 10 %, bien que ceux du secteur étatique conti-

Bibliographie

- Liu Yufan, "A Preliminary Report on China's Capitalist Restoration", *Links* n° 21, août 2002.
- Liu Yufan, "Will China Shake the World?", *International Viewpoint*, avril 2002.
- Willy Wo-Lap Lam, *The Era of Jiang Zemin*, Prentice Hall 1999.
- Andrew J. Nathan y Bruce Gilley, *China's New Rulers: The Secret Files*, Granta Books, 2002.
- Ruan Ming, *Deng Xiaoping, Chronicle of an Empire*, Westview Press, 1992
- David S. G. Goodman, *Deng Xiaoping and the Chinese Revolution*, Routledge, 1994.
- Minxin Pei, "China's Governance Crises", *Foreign Affairs*, octobre 2002.
- Roland Lew, "China: Tensions entre le régime et les ouvriers", *Inprecor* n° 472/473 de juillet-août 2002.
- Roland Lew, "Quelle régime pour quelle Chine ?", *Inprecor* n° 478/479 de janvier-février 2003.
- Jeffrey Sachs & Wing Thyee Woo, "China's Transition Experience, Reexamined", *Transition Newsletter*, World Bank.
- Livio Maitan, "China : Odyssée 2001", *Inprecor* n° 455 de février 2001.
- World Bank, *China Update*, March 2001, Washington DC
- Chen, S. Y Yang, Y, "China's Growth and Poverty Reduction: Trends Between 1990 and 1999", *Policy Research Working Paper*, n° 2651, World Bank, 2001.
- Ianchovichina, E & Martin, W. "Trade Liberalization in China's Accession to the WTO", *Policy Research Working Paper* n° 2623, World Bank, 2001.
- DSP (Australia), *The Class Nature of the Chinese State, Report Adopted by the Congress of the DSP*, janvier 1999.

nuaiant leur chute (-4,1 %). Plus lentement, la consommation et les investissements privés ont commencé à dépasser, selon le FMI, les dépenses publiques en tant que moteur de la croissance, qui a atteint à la fin de 2002 le niveau de 9 %, soit un point de mieux que les 8 % nécessaires pour absorber la croissance démographique et cesser par là même de faire croître le chômage.

Avec une certaine ironie, lorsque se tient à Pékin le 8 novembre 2002 le XVI^e Congrès du PCC, l'histoire semble réaliser la prophétie de Mao sur le danger d'une restauration du capitalisme en Chine. Au cours de ce Congrès la troisième génération, représen-

tée par Jian Zemin, a confié le pouvoir exécutif direct à la quatrième génération de Hu Jintao, tout en conservant son influence dans l'ombre. La grande contribution idéologique de la troisième génération du PCC fut la « théorie » des « trois représentations », selon laquelle le PCC représentait non pas les travailleurs et les paysans de Chine, ni même les « cadres » de sa nomenclature, mais les « forces productives avancées, la culture innovatrice et les intérêts des larges masses ». Le Congrès a lancé un appel au recrutement des capitalistes au sein du PCC, prévoyant pour ces derniers une cotisation spéciale de 1 % de leur salaire annuel. Xiang

Shaoling, propriétaire de l'entreprise textile Baopu Garments Co., s'en est plaint publiquement : « Être uni au parti est une gloire, mais la cotisation est très élevée ».

Conclusion

Du point de vue humain, social, économique et écologique, le coût de la restauration capitaliste en Chine aura été gigantesque. Pourtant c'est aujourd'hui l'exemple le plus brillant d'une « économie de transition » que la Banque mondiale propose aux pays en voie de développement. Ce quart de siècle de réformes, en particulier depuis

Chen Duxiu (1879-1942) Révolutionnaire permanent de la démocratie radicale

Par
Chikara Sasaki*

Qui était Chen Duxiu ? Dans la Chine actuelle il est surtout connu comme « Monsieur Démocratie », du fait du rôle essentiel qu'il a joué à la tête de la mobilisation en faveur de la démocratie radicale du Mouvement du 4 Mai 1919 qui a surgi contre le Traité de Versailles. Chen était alors le doyen de la faculté des Lettres de l'Université de Pékin. Il était déjà connu comme dirigeant du nouveau mouvement culturel et l'éditeur du journal Xin Qingnian (Nouvelle Jeunesse) depuis 1915. Avec la radicalisation du mouvement du 4 Mai, il a démissionné de l'Université de Pékin et, avec son ami Li Dazhao, s'est consacré à l'étude de la révolution russe et de la théorie marxiste.

Chen a fondé le Parti communiste chinois (PCC) en novembre 1920. Plus tard il deviendra le premier secrétaire général du PCC. En ce sens il peut être considéré comme le fondateur du communisme en Chine. Il a dirigé le PCC au cours de la révolution ouvrière de 1925-1927. A la suite du coup d'État de Chang Kai chek, le 12 avril 1927 à Shanghai,

Chen a pris conscience que la politique de coalition entre le parti nationaliste Guomindang et le PCC ne pouvait être poursuivie et, ne voulant plus l'assumer, il a présenté sa démission du poste de secrétaire général du parti.

Ayant pris connaissance de quelques documents de l'Opposition de gauche russe critiquant la politique opportuniste du Komintern en Chine, dirigée par Staline et Boukharine, Chen Duxiu a proclamé son accord avec Trotsky. Il a été immédiatement exclu du PCC sans autre forme de procès en 1929. En Mai 1931 l'Opposition de gauche unifiée au sein du PCC a été fondée et Chen devient son secrétaire. En octobre 1932 il a été arrêté par les sbires de Chang Kai Chek, pour trotskisme, et fut emprisonné jusqu'à l'été 1937, lorsque commença la guerre sino-

japonaise. Libéré de prison, Chen a lancé un appel pour un front des nationalistes, des communistes et des trotskistes contre l'invasion de l'impérialisme japonais. A la terreur stalinienne en URSS, il opposa la démocratie prolétarienne, insistant sur le fait que le socialisme est impossible sans démocratie. Il est mort le 27 mai 1942.

En somme, Chen a vécu trois vies remarquables, laissant une empreinte indélébile dans l'histoire de la Chine moderne : il fut le dirigeant du mouvement démocratique, le fondateur du Parti communiste chinois et finalement le principal dirigeant trotskiste chinois. Peut-on imaginer une vie aussi remplie ?

Réhabilitation de Chen Duxiu en Chine

On peut dire de Chen qu'il fut le « Trotsky chinois » et il a certainement été une personnalité clé du trotskisme mondial avant la seconde guerre mondiale. Trotsky et Chen sont nés la même année — 1879 — et Chen était appelé « le vieux de Chine » par Trotsky, comme Trotsky lui-même était appelé « le vieux » par ses plus jeunes camarades. Mais durant toutes les années où Mao Tse Toung dirigeait la République populaire de Chine, Chen avait été effacé de l'histoire, bien que tant Mao que Zhou Enlai aient été influencés par lui. Les trotskistes et leurs

* Chikara Sasaki est professeur d'histoire et de philosophie des sciences à l'Université de Tokyo et président de la Société japonaise de recherche Chen Duxiu.



Chen Duxiu. L'inscription calligraphiée par Chen signifie : « [photo] prise dans la prison n° 1 de Nanjing au printemps de la 26^{ème} année de la République » (i.e. 1937)

Chine

1992, n'a pu être couronné de succès que grâce à la conjonction de plusieurs facteurs : la terrible répression du mouvement démo-



Les « dazi yuan », affichettes de demandes d'emplois

sympathisants, actifs dans le mouvement ouvrier de Shanghai et d'autres grandes villes, furent en principe tous arrêtés en décembre 1952. En les accusant d'être des « contre-révolutionnaires » Mao faisait ainsi un cadeau d'anniversaire à Staline, son allié. Le nombre exact des trotskistes arrêtés alors n'est pas connu, mais on estime qu'environ quatre cents militants furent emprisonnés, certains d'entre eux, tel Zheng Chaolin, le disciple de Chen Duxiu, passant ensuite 27 ans en prison. Zheng avait alors déjà passé sept ans dans les prisons du Guomindang, ce qui a fait de lui, lors de sa libération en 1979, le militant révolutionnaire qui aura passé en prison plus de temps que le révolutionnaire français Auguste Blanqui. A sa libé-

cratique en 1979 et en 1989, la modification des rapports de force internationaux créée par l'effondrement du post-stalinisme en Europe orientale et en URSS, la mondialisation néolibérale à travers l'OMC, le FMI et la Banque mondiale et l'écrasement cruel de toute tentative de revendication de conditions de vie plus humaines pour la classe ouvrière, soumise à une accumulation primitive capitaliste dantesque, possible seulement sous la protection de la dictature bureaucratique du PCC.

Le PCC est parvenu à survivre à toutes ses crises internes, en particulier aux graves scissions et purges de 1976, 1980 et 1988-

ration il a déclaré, selon les informations que nous avons recueillies, qu'il maintenait fermement sa conviction sur l'avenir du trotskisme. Il mourra le 1 août 1998 à Shanghai, à l'âge de 97 ans. Zheng est aujourd'hui considéré comme « l'esprit du martyr ».

Dans la foulée des réformes commencées par Deng Xiaoping la Société de recherche Chen Duxiu a obtenu l'autorisation de fonctionner en Chine en 1989. Plusieurs vieux militants trotskistes ont pu travailler pour cette Société de recherche. Son sixième symposium, tenu à Wenzhou en mai 2001, a pour la première fois, pu débattre publiquement de la « pensée tardive de Chen Duxiu », autrement dit de sa période trotskiste. Son septième symposium, en mai 2002 à Nanjing, fut consacré à la commémoration du 60-ème anniversaire de sa mort.

En tant qu'historien du trotskisme au Japon, j'ai été invité à ces deux symposiums et avec d'autres chercheurs japonais j'ai pu annoncer la fondation de la Société japonaise de recherche Chen Duxiu, en tant qu'organisation-sœur de la société chinoise, lors de la conférence de Nanjing le 27 mai 2002.

Chen est perçu aujourd'hui comme une figure positive par les intellectuels chinois et il est devenu un symbole de la démocratie socialiste. Depuis 1989 une dizaine de monographies sur Chen Duxiu ont été publiées. Les étiquettes telles « un opportuniste de droite » ou « un bandit trotskiste antinational », qui lui avaient été accolées, ne sont plus de mise. *Un Dictionnaire Chen Duxiu* et ses *Œuvres* sont en préparation. Si la politique répressive menée à l'encontre des oppositions par le gouvernement chinois n'autorise pas un optimisme exagéré — les trotskistes n'ont toujours pas le droit d'agir sur le terrain politique — la mise en place depuis 1989 de la Société de recherche Chen Duxiu et la publication en 1998 de la traduction chinoise de la biographie de

1989, grâce à un pacte interne nourri par le « syndrome de la Révolution culturelle ». Il a livré son âme politique d'abord à Deng Xiaoping, puis à Jiang Zemin, garants de la stabilité sociale et économique de la bureaucratie et de sa descendance. Craignant avant tout l'activité autonome des masses; le PCC croit trouver cette stabilité grâce à la dictature du parti unique et à la discipline du marché capitaliste, sans comprendre qu'il va au-devant de l'anarchie de la concurrence la plus impitoyable en cette ère de mondialisation néolibérale. Les références au marxisme ont fait place à un nationalisme chauvin et conservateur, quand ce n'est pas aux super-

Trotsky écrite par Isaac Deutscher constituent de bons symptômes.

Chen Duxiu et la IV^e Internationale

Comment Chen Duxiu a-t-il été traité parmi les trotskistes eux-mêmes ? Longtemps il avait été admis qu'après sa libération de la prison de Nanjing en août 1937, Chen s'était séparé du mouvement trotskiste. Par exemple selon les « *Minutes de la Conférence de Fondation de la IV^e Internationale* », Pierre Naville a déclaré le 3 septembre 1938 : « un certain nombre de membre du Bureau ont quitté plus tard la Quatrième Internationale : (...) Chen Tu-hsiu [c'est à dire Chen Duxiu] (...) ». Cela n'est pas vrai. Comme en témoignent les documents devenus accessibles récemment, Chen a continué à soutenir le mouvement trotskiste et la IV^e Internationale après sa fondation, même si un conflit existait entre Chen et certains membres de la section chinoise de la IV^e Internationale de Shanghai, en particulier Peng Shuzhi (1896-1983).

Les faits, basés sur ces documents, sont les suivants : le 25 juin 1938 Trotsky a envoyé une lettre de Mexico à Chen Duxiu par l'intermédiaire de Frank Glass, alias Li Furen (1901-1987), un journaliste de nationalité sud-africaine qui soutenait le mouvement trotskiste à Shanghai, suggérant que Chen devrait quitter la Chine pour les États-Unis afin de préserver sa sécurité. A la demande expresse de Trotsky, Glass a envoyé Chen Qichang (1901-1942), un militant trotskiste de Shanghai, au Sichuan où Chen Duxiu se trouvait alors, pour qu'il discute personnellement la suggestion de Trotsky et se renseigne sur la position politique « du vieux de Chine ». Selon le rapport de Glass à Trotsky, daté du 19 janvier 1939, « le camarade Chen a accueilli très favorablement la proposition de Crux [un des

Bibliographie sommaire

— Leon Trotsky on China, Introduction de Peng Shu-tse, textes choisis par Les Evans et Russell Block, Pathfinder, New York/London 1976.

— Gregor Benton, China's Urban Revolutionaries : Explorations in the History of Chinese Trotskyism, 1921-1952, Humanities Press, Atlantic Highlands 1996, (l'article de Zheng Chaolin « Chen Duxiu and the Trotskyists » y est notamment reproduit)

— Sur les écrits tardifs de Chen Duxiu on peut se reporter à : G. Benton, Chen Duxiu's Last Articles and Letters, 1937-1942, Curzon, Richmond 1998 ; Cahiers Léon Trotsky n° 15 (septembre, 1983) ; Peter Kuhfus, Chen Duxiu and Leon Trotsky : New Light on Their Relationship, China Quarterly, June 1985, n° 102, pp. 253-276.

— Les autobiographies de deux trotskistes, collaborateurs de Chen Duxiu, ont été publiées : An Oppositionist for Life : Memoirs of the Chinese Revolutionary Zheng Chaolin, traduit et présenté par G. Benton, Humanities Press, Atlantic Highlands 1997 ; et Wang Fanhsi [Wang Fanxi], Memoirs of a Chinese Revolutionary, traduit et présenté par G. Benton, Columbia University Press, New York 1991 ; En français on lira : Wang Fanxi, La marche de Wang — Mémoires d'un révolutionnaire chinois, La Brèche-PEC, Paris 1987.

stitutions de Fa Lungong et d'autres sectes.

L'Armée populaire de libération, instrument héroïque de la guerre anti-japonaise, de la révolution maoïste et de la lutte anti-impérialiste durant la guerre de Corée, a été la première à saisir le nouveau rôle de puissance régionale de la Chine, en attaquant en 1979 le Vietnam et en se convertissant en une zone économique spéciale, avec ses usines et ses entreprises d'export-import corrompues, toujours à l'avant-garde du PCC. Entrant à Hongkong en 1997, elle ne tentait pas de mettre fin à 155 ans de colonialisme britannique, mais voulait assurer que les quelques droits des travailleurs de

Hongkong seront soumis à la législation dictatorial de la République populaire.

Les pires effets de cette restauration capitaliste sont encore à venir. Suivant les modèles les plus classiques des crises du « mandat du ciel », ils prendront la forme d'une crise de la sécurité alimentaire — du fait de la faiblesse de la productivité agricole et de la nécessité d'importation massive d'aliments — et d'une crise écologique provoquée par la déforestation et les inondations. La crise de surproduction ne pourra être contenue par la croissance des exportations fondée sur une réduction constante des coûts de production. Malgré l'absence tota-

le des droits du travail et la concurrence impitoyable pour la vente de la force de travail entre la « population flottante » expulsée des campagnes et les nouveaux chômeurs produits par les restructurations du secteur public, les conflits industriels et les explosions sociales locales ont été multipliés par 14 au cours de la décennie 1990 selon les chiffres officiels, conduisant à une accumulation d'expériences, lente, inégale, mais continue de la classe ouvrière. La Chine est un maillon faible du capitalisme et, comme le disait Mao, « on a raison de se révolter ».

pseudonymes de Trotsky] de quitter la Chine et de se rendre aux États-Unis », mais Chen doutait que le gouvernement de Chang Kai chek l'y autorise. Plus important, Chen a écrit le 3 novembre 1938 un rapport politique destiné à Trotsky et a demandé à Chen Qichang de le transmettre à Glass et d'en envoyer une traduction anglaise à Trotsky. Chen y appelait à une « lutte nationale-démocratique » et proposait de former un front unique en Chine contre l'invasion japonaise et critiquait la position « sectaire » du groupe trotskiste de Shanghai. Glass écrivait aussi à Trotsky que le rapport de Chen « clarifie tous les doutes sur l'adhésion de Chen à la IV^e Internationale... Chen se considère lui-même comme l'un des nôtres malgré la piètre opinion qu'il a de la section chinoise et il l'a affirmé très clairement dans la conversation avec le camarade de Shanghai [Chen Qichang] ». Ainsi, après la fondation de la IV^e Internationale, Chen continuait à la soutenir ouvertement. Il semble avoir maintenu la même position politique jusqu'à la fin de sa vie, comme en témoigne son dernier article, intitulé « Le futur des nations opprimées », où il trace la perspective du « socialisme international », écrit le 13 mai 1942, deux semaines avant sa mort.

Répondant à Glass le 11 mars 1939, Trotsky écrit, se référant au rapport politique de Chen Duxiu que « pour l'essentiel son rapport me semble être correct ». Et Zheng Chaolin conclut son long essai « Chen Duxiu et les trotskistes », écrit en 1980, en écrivant : « Chen Duxiu est resté trotskiste jusqu'à sa mort, tant du point de vue théorique qu'organisationnel. » Je crois pour ma part que l'affirmation de Zheng est juste. De plus en plus de faits suggèrent que, à cause de leur rivalité, c'est Peng Shuzhi et ses camarades qui ont transmis au Bureau international « l'information » que Chen Duxiu s'était séparé du mouvement alors qu'il était emprisonné à Nanjing et ne pouvait se

défendre. Le rapport fait par Naville en 1938 était donc incorrect sur ce point et son auteur avait été induit en erreur par des rivalités au sein du mouvement trotskiste chinois. La pensée politique des dernières années de Chen Duxiu mériterait d'être étudiée aujourd'hui, car ses conceptions du socialisme démocratique et pluraliste sont d'une brûlante actualité.

Comme je l'ai mentionné, en Chine on se souvient de Chen Duxiu comme du « Monsieur Démocratie ». Mais sa démocratie était évidemment fort éloignée de la démocratie libérale du fondamentalisme capitaliste prônée par le président des États-Unis, G. W. Bush. Ce pourquoi Chen s'est battu tout au long de sa vie — en tant que démocrate bourgeois radical, puis en tant que fondateur du communisme chinois et enfin en tant que trotskiste — ce fut une démocratie radicalement anticapitaliste et anti-impérialiste, fondée sur les nations et les classes opprimées. Dans une lettre de 1940 il écrivait que « la science, la démocratie moderne et le socialisme sont les trois principales inventions, les plus précieuses, du génie de l'humanité moderne ». La société bourgeoise moderne a accepté formelle-

Chen Duxiu en 1919



ment du moins « la science et la démocratie ». Construire une société socialiste en harmonie avec la science et la démocratie est notre tâche future. La pensée de Chen devrait être rappelée en ce XXI^e siècle non seulement en Asie orientale, mais dans le monde entier. S'il était entièrement réhabilité dans l'avenir en Chine, il pourrait y connaître sa quatrième vie posthume, celle du révolutionnaire permanent de la démocratie radicale.

Le dirigeant trotskiste chinois Wang Fanxi est décédé d'un arrêt cardiaque le 30 décembre 2002 à Leeds, en Grande-Bretagne, à l'âge de 95 ans. Né à Xiashi, près de Hangzhou en 1907, il a rejoint le Parti communiste chinois en 1925, abandonnant ses études littéraires à l'Université de Pékin pour la révolution. En 1931 il a été exclu du PCC et a aidé à l'organisation de l'Opposition de gauche fondée par Chen Duxiu, fondateur du PCC et un des principaux penseurs et littérateurs chinois modernes. Comme les autres trotskistes il a passé la majeure partie des années 1930 dans les geôles de Tchang Kai Chek. En 1949, lorsque le PCC de Mao a pris le pouvoir, ses camarades l'ont envoyé (largement contre sa volonté) à Hongkong, pour servir de lien avec l'extérieur alors qu'ils poursuivaient leur combat en Chine pour la démocratie ouvrière et le socialisme dans le monde entier. Les autorités coloniales l'ont expulsé de sa planque avant même que ses camarades ne soient arrêtés en Chine en 1952 (certains resteront 27 ans en prison). En

a été renvoyé à Moscou pour y suivre une formation militaire. Là il a rejoint la critique de la politique chinoise du Komintern qui a conduit au massacre des rouges, formulée par Trotsky. De retour à Shanghai, il a travaillé sous la direction de Zhou Enlai jusqu'à ce qu'il soit démasqué comme oppositionnel et expulsé du parti en 1931 — un prélude à ses second et troisième emprisonnements. Lorsqu'ils n'étaient pas derrière les barreaux, Wang et les autres trotskistes ont tenté de reconstruire la base urbaine de la révolution par une campagne en faveur d'une assemblée constituante démocratiquement élue, au cours de la première moitié des années 1930. Leur campagne a échoué, non seulement parce que la majorité des trotskistes était en prison mais aussi parce que le PCC favorisait la stratégie rurale, sacrifiant ses forces dans une guerre futile. En 1937 le début de la guerre japonaise a radicalement changé la nature de la politique chinoise. Conséquemment Wang et Chen Duxiu ont tenté de gagner les forces armées à une politique de résistance combinée avec une

tenté de le faire revenir en Chine, mais les conditions qu'il a formulées pour son retour d'exil — la réhabilitation de Chen Duxiu et d'autres communistes — furent refusées. Wang a maintenu une volumineuse correspondance à trois voix avec le vétéran de l'opposition Zheng Chaolin à Shanghai (libéré de prison en 1979) et l'écrivain trotskiste Lou Guohua à Hong Kong. La mort de Lou en 1995 et de Zheng en 1998 l'a privé de cette précieuse source d'inspiration à un moment où sa santé déclinante (suite en partie des séquelles des tortures subies dans les geôles de Tchang Kai Chek) et l'épuisement ont fini par mettre fin à sa production théorique et à ses analyses.

La principale contribution des trotskistes à la révolution chinoise aura été scripturale. Les maoïstes ont prêté peu d'attention au marxisme jusqu'à la fin des années 1930. A ce moment Staline avait déjà réduit la théorie marxiste officielle à une idéologie égoïste d'État, que Mao a plagée pour valoriser ses prétentions « théoriques ». Par contraste, Wang et ses camarades ont

Wang Fanxi 1907-2002

1975 il a dû fuir une nouvelle fois sa planque à Macao, pourchassé par les agents maoïstes. Il a alors atterri à Leeds, où il restera jusqu'à sa mort.

Wang fut l'un de ces centaines de jeunes Chinois qui entrèrent dans l'activité politique radicale par la voie du mouvement pour une nouvelle culture, qui a émergé le 4 mai 1919 dans une mobilisation contre la trahison de la Chine par la Conférence de paix de Versailles. Comme le leader du mouvement du 4 mai Chen Duxiu, il a continué à considérer que l'internationalisme et la démocratie étaient des ingrédients indispensables d'une société communiste, même après que le PCC stalinisé les eut étouffés. Écrivain reconnu il a contribué à l'hebdomadaire littéraire "Yusi" ("Liens d'entretien") avant de consacrer sa vie à la révolution. Il était aussi un linguiste accompli, maîtrisant l'anglais, le russe et de nombreux dialectes chinois et lisant le japonais, le français et l'allemand. En 1925 la classe universitaire dont il faisait partie fut particulièrement distinguée. Elle comptait en plus de Wang deux des dissidents littéraires du PCC les plus connus, son proche ami Wang Shiwei (exécuté par les maoïstes en 1947) et Hu Feng. Après son exclusion du PCC, Wang s'est adonné à l'écriture et aux traductions dans le peu de temps que lui laissait l'activité politique, pour aider financièrement les trotskistes appauvris et pour nourrir sa famille. Dans l'isolement de l'exil à Macao il a eu plus de temps pour écrire qu'il ne l'aurait souhaité. Il y a écrit notamment "L'Étude de la pensée de Mao Tsé Toung", "Sur la révolution culturelle prolétarienne" et bien d'autres études. Ses mémoires ont été publiées dans une traduction anglaise par l'OUP en 1980 et dans une édition étendue par Columbia University Press en 1991.

Wang a fait trois séjours en prison. Pour la première fois en 1927, dans le Wuhan, après avoir durement critiqué les alliés nationalistes du PCC. Après l'effondrement sanglant de cette alliance, il

révolution dans les campagnes. Mais le PCC, infiniment plus nombreux et bénéficiant d'une décennie d'expérience militaire ainsi que de l'aide soviétique, même au compte-gouttes, les a facilement éclipsés. Après la guerre les trotskistes ont repris leur lutte pour la démocratie radicale et la lutte des classes dans les villes. Ils furent aveugles devant la prise du pouvoir dans tout le pays par les armées paysannes de Mao en 1949.

Wang a passé ses premières années d'exil à réfléchir sur les raisons de la victoire maoïste et de la défaite des trotskistes. S'éloignant d'une orthodoxie trotskiste, il a constaté qu'une vraie révolution avait eu lieu sous la direction de Mao. Il a critiqué son propre groupe pour n'avoir pas été capable de développer des forces armées et de mobiliser les paysans dans le cadre de son activité. Mais en même temps il a continué à critiquer le caractère essentiellement militaire de la stratégie maoïste, qu'il liait — non sans une certaine justesse — à la chaîne sans fin des guerres et des restaurations tyranniques qui ont marqué la Chine. Il continuait au contraire de plaider pour la centralité des ouvriers industriels et de l'intelligentsia, les nouvelles classes urbaines qui pouvaient permettre d'entamer un cycle nouveau avec une expérience communiste démocratique.

D'autres trotskistes, autour de Peng Shuzhi, exilé aux États-Unis, dénoncèrent la « capitulation devant le stalinisme » de Wang. Ce faisant ils eurent une conduite symptomatique du fractionnisme des trotskistes, qui les a si souvent rendus vulnérables devant leurs nombreux ennemis.

Relégué dans un rôle de simple observateur, Wang ne pouvait offrir beaucoup plus que ses commentaires, mais même après avoir atteint quatre-vingt-dix ans il a maintenu un intérêt animé pour les développements en cours en Chine et dans le monde. Il suivait de près l'évolution du PCC et prédisait qu'une nouvelle opposition allait émerger de son sein. Les dirigeants du PCC ont

publié des bibliothèques d'écrits marxistes en chinois, dont leur propres études créatives et de nombreuses traductions des classiques.

Dans les années 1970 les mémoires de Wang ont été publiées à Pékin dans une édition réservée. Plus récemment son étude sur le maoïsme a été rééditée. Avant la mort de Mao le terme même de « trotskiste » provoquait un violent choc chez les vieux cadres, mais les penseurs plus hardis ont fini par adopter une attitude plus amicale lorsque l'idéologie officielle commençait à sombrer dans une société de plus en plus polarisée et corrompue. Parmi les plus connus d'entre eux, qui manifestèrent de l'intérêt et de la sympathie pour les idées de Wang, mentionnons l'ancien prisonnier politique Wang Xizhe, le critique du parti Liu Binyan, le philosophe Wang Ruoshui et la dissidente Dai Qing.

En Grande-Bretagne Wang ne s'est pas directement engagé dans la politique. Il exerçait néanmoins une influence sur les étudiants venant de Chine, de Taiwan, de Hong Kong et de l'Asie du Sud-est, et était une référence pour les dirigeants radicaux de la communauté chinoise locale, qui demandaient son avis pour leurs campagnes en faveur de l'égalité sociale au sein du China Town et contre le racisme blanc.

Il était très radical tout en étant le contraire du stéréotype du révolutionnaire — dur, étroit et sûr de lui. Ses amis le connaissaient comme un être profondément cultivé, sensible, modeste, doux, courtois, éclairé, accessible, ouvert et absolument authentique, dévoué envers les individus et envers la cause. Son total désintéressement et le courage avec lequel il a traversé les nombreuses tragédies et pertes personnelles sont devenus proverbiaux. Sa femme lui a survécu à Shanghai, ainsi que deux enfants, trois petits-enfants et deux arrière-petits-enfants. Dora, sa fille adoptive, a pris soin de sa vieillesse.

Gregor Benton